

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 14 – 1^{er} septembre 2025



ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 0 – 23 janvier 2024



Pour nous écrire :

Adresses.la.revue@gmail.com

ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT

SYLLEPSE

Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur Entre les lignes entre les mots, www.syllepse.net et Réseau Bastille

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Images : Collections particulières et DR.

LISTE DES ADRESSES

ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

L'anti-impérialisme ne peut se diviser sans trahir tous les peuples	5
<u>Didier Epszajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein</u>	

ADRESSE N° 14/151

Autoritarisme et démocratie au 20 ^e siècle	7
<u>Enzo Traverso</u>	

ADRESSE N° 14/152

«Notre génocide»	15
<u>Shatha Yaish</u>	

ADRESSE N° 14/153

Réflexions sur l'arbitraire	19
<u>Samuel Farber</u>	

ADRESSE N° 14/154

Les États ont l'obligation légale de réduire leurs émissions et de protéger le climat	27
--	----

ADRESSE N° 14/155

Les chemins de la révolution et le marxisme aujourd'hui	30
<u>Kevin Anderson</u>	

ADRESSE N° 14/156

Les fondements structurels de la violence sexiste en Afrique du Sud	42
<u>Roomaan Leach</u>	

ADRESSE N° 14/157

Protestations en temps de guerre à l'intérieur des frontières de la Fédération de Russie	48
<u>Kirill Medvedev</u>	

ADRESSE N° 14/158

La résistance féministe en Russie

Liliya Vejevatova

56

ADRESSE N° 14/159

Repenser un programme de gauche

Vladyslav Starodubtsev

66

L'anti-impérialisme ne peut se diviser sans trahir tous les peuples

Didier Epszajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

5

Comment stopper les crimes de guerres, les politiques d'apartheid, les crimes contre l'humanité, les génocides, les féminicides, les viols ?

Comment arrêter des gouvernements élus ou non, des bandes armées, des auto-proclamés serviteurs de dieu ?

Comment réduire les soutiens ou les silences institutionnalisés qui permettent à certains de tuer, massacrer, piller, exproprier... ?

Aucune condition préalable ne doit être mise aux actions collectives pour neutraliser les responsables de ces crimes. Cependant, la compréhension des mécanismes et des rapports sociaux qui ont favorisé ou permis les ignominies, est plus que jamais nécessaire pour envisager d'agir dans l'intérêt du plus grand nombre.

Nous ne devons jamais négliger les résistances internes (que certain·es cependant continuent publiquement de nier) aux différents exactions des gouvernements, comme, par exemple, au sein de la Fédération de Russie. Ce que nous rappellent à propos de l'avenir de la Fédération de Russie Kirill Medvedev («Protestations en temps de guerre à l'intérieur des frontières de la Fédération de Russie») et Liliya Vejevatoa («La résistance féministe en Russie»). On a pu voir également avec la «révolution des cartons», comment les Ukrainien·nes ont su rappeler à leur gouvernement que la conduite de leur guerre contre l'invasion russe était inséparable de l'approfondissement de la démocratie.

Différentes formes d'autoritarisme, comme l'analyse Enzo Traverso dans «Autoritarisme et démocratie au 20^e siècle», se dessinent, s'entrecroisent, se complètent ou s'affrontent.

L'agression, avec la dimension génocidaire des enlèvements d'enfants et son

cortège de crimes de guerre, de la Fédération de Russie de l'Ukraine se poursuit. A Gaza, les crimes de l'armée israélienne sont aujourd'hui nommés politique d'affamement et génocide (voir, entre autres, l'article de Shatha Yaish : «Notre génocide»); la politique d'expropriation des populations palestiniennes en Cisjordanie s'amplifie. Tout cela avec la complicité active de certains États et le double langage d'autres (dénonciations du génocide et livraison de minéraux, collaboration institutionnelle, commerce dont celui des armes).

Sans prise en compte de l'ensemble des situations, la pensée devient hémiplegique (et se transforme souvent en soutien implicite à certains dictateurs), les repères s'effondrent, les mensonges se travestissent en vérités, les mots perdent leur sens. Il est donc temps de se pencher sur les propositions de Vladislav Starodubtsev : «Repenser un programme de gauche».

La crise du mode de production capitaliste (stagnation de la productivité du travail, problèmes liés à valorisation du capital ou au taux de profit dégagé) et des relations sociales (dont la polarisation des richesses captées par des minuscules minorités dans la plupart des pays) qui s'y déploient se traduisent par la montée de l'autoritarisme. Aux choix démocratiques, les possédants opposent leur arbitraire (Samuel Farber : (Réflexions sur l'arbitraire)).

Aux États-Unis, Trump et son vice-président s'efforcent de cocher toutes les cases de ce qu'Enzo Traverso nomme le postfascisme :

- Revendications territoriales pour satisfaire l'espace vital de l'État dominant : Canada, Groenland.
- En finir avec les règles de la mondialisation, appliquer des droits de douane aux

pays exportateurs en fonction de l'arbitraire étasunien.

- Désignation de l'ennemi intérieur, l'Autre, les immigré·es.

- Constitution d'une police fédérale dédiée à leur «chasse» (ICE: Immigration and customs enforcement).

- Interdiction et arrestations des manifestant·es pour la Palestine. Poursuite des étudiant·es pro-palestinien·nes.

- Destitutions de juges. La parole gouvernementale primant sur les décisions de justice.

- Glorification de l'armée et indirectement fête d'anniversaire du chef (le 14 juin).

- Restrictions des crédits aux universités. Fermeture de départements contestant le savoir officiel. Intervention directe dans l'élaboration des programmes en fonction de ce «savoir».

- Fermeture du ministère fédéral de l'éducation.

- Construction de la «vérité officielle» y compris contre les faits établis (licenciement de la directrice chargée d'établir les chiffres de l'emploi, du chef du renseignement militaire). La propagande devenant la parole officielle.

- Chasse aux transsexuel·les dans l'armée et les services publics.

- Pour verrouiller l'ensemble de ces mesures «antilibérales» que nous ne pouvons pas toutes énumérer ici, l'emploi de la «Garde nationale» fédérale contre l'avis des maires et gouverneurs : à Los Angeles contre les manifestations contre les exactions de l'ICE, à Washington pour quadriller la ville en attendant de faire de même à Chicago et dans les autres villes démocrates. La sécurité, la sécurité au moment des élections voulue par l'instigateur de l'assaut du Capitole (6 janvier 2021) est toujours le prétexte avancé pour justifier ce qui se déploie: un coup d'État rampant.

S'étendre sur ce point est important car nous connaissons les dictatures (Chine, Russie...) les États «illibéraux» (Hongrie, Inde...) mais jamais nous n'avions assisté à la transformation d'une démocratie bourgeoise en un État post-fascisme en direct au vu et au su du monde entier. Certes, résister est encore

possible, dans la rue comme au moment du No Kings Day, dans les syndicats et les associations, mais sans unité des travailleurs et des travailleuses, des partisan·es de l'extension de la démocratie, des communautés, la course contre la montre risque fort d'être perdue.

Le refus des «encadrements» démocratiques et de leur concrétisation sous la forme de droits individuels et collectifs se traduit aussi par le refus des instances internationales comme la CPI et la CIJ. Pourtant par leurs simples existences elles limitent les arbitraires et participent du commun collectif. Le droit international n'est pas une coquetterie (voir les articles dans des précédents numéros d'*Adresses*). La déclaration Cour internationale de justice (CIJ), «Les États ont l'obligation légale de réduire leurs émissions et de protéger le climat», nous rappelle que nous vivons dans un monde borné. Réduire les émissions de gaz de serre des uns (les pays historiques les plus riches, la Chine et les pays producteurs de pétrole) est une urgence pour tous et toutes.

De la Kanaky à Mayotte, du Sahara occidental à la Palestine, la question coloniale, les politiques néocoloniales ne peuvent être contournées par celles et ceux qui gardent comme boussole le *Principe espérance* (Ernst Bloch) et qui luttent pour l'émancipation de toutes et tous. Kevin Anderson dans un entretien avec Grusha Gilayeva: «Les chemins de la révolution et le marxisme aujourd'hui», nous invite à reconsidérer des théories toujours en élaboration.

La majorité des travailleurs à travers le monde sont des travailleuses, la majorité des migrants sont des migrantes. L'apartheid dont elles sont victimes en Afghanistan et en Iran semble laisser plus indifférent que l'apartheid subit par les Palestinien·nes. Si les structures sexistes des sociétés et des pouvoirs sont généralisées dans le monde, leurs constructions sont cependant historiques et évolutives. La violence sexiste ne vient pas de nulle part. Un exemple et une analyse nous sont proposés par Roomaan Leach: «Les fondements structurels de la violence sexiste en Afrique du Sud».

Dans ce numéro aussi, d'autres *Adresses* à visiter, des sites et des journaux, pour des informations et des analyses.

Partagez pour discuter ensemble.

Autoritarisme et démocratie au 20^e siècle

Enzo Traverso

Entretien avec Martín Mosquera

7

MARTÍN MOSQUERA. Vous avez écrit un livre qui a eu un grand retentissement, traduit en espagnol sous le titre *Las nuevas caras de la derecha*¹, dans lequel vous avez forgé le terme «postfascisme». Depuis, plusieurs années se sont écoulées et des événements clés liés à la montée de l'extrême droite que vous n'avez pas pu aborder à l'époque ont eu lieu : l'assaut du Capitole aux États-Unis, la tentative similaire au Brésil avec Jair Bolsonaro, la victoire de Javier Milei en Argentine, la nouvelle ascension de Trump, etc. Comment analysez-vous aujourd'hui l'extrême droite et le concept de postfascisme à la lumière de ces nouveaux événements ?

ENZO TRAVERSO. Le livre dont vous parlez est né d'une interview réalisée début 2016, pendant la campagne électorale aux États-Unis, avant même le premier mandat de Trump. Puis il y a eu une sorte de deuxième interview, après les élections, il y a près de dix ans. Comme vous le dites, le contexte a considérablement changé, ce qui soulève la question logique de savoir ce qui devrait changer par rapport à l'édition originale de mon livre.

Je ne modifierais pas le cadre général. Le concept de postfascisme que j'ai tenté de définir dans cet entretien me semble toujours utile pour définir ce phénomène, même si je ne le considère pas comme un phénomène clos, défini. Il me semble qu'il s'agit toujours d'un phénomène transitoire, dont l'issue est encore difficile à comprendre ou à décrire avec précision. Cependant, il ne fait aucun doute que beaucoup de choses ont changé, et certaines tendances qui pouvaient déjà

être identifiées et analysées il y a dix ans apparaissent aujourd'hui beaucoup plus claires et, pourrait-on dire, consolidées à l'échelle mondiale. Tous les phénomènes que vous mentionnez le confirment, qu'il s'agisse de l'Europe, des États-Unis, de l'Amérique latine ou même au-delà.

Le changement le plus notable, selon moi, n'est pas seulement le renforcement de la droite radicale, mais sa nouvelle légitimité. Ce qui a changé par rapport à l'analyse que j'avais faite il y a dix ans, c'est qu'aujourd'hui, la droite radicale est devenue un interlocuteur légitime – et dans de nombreux cas privilégié – des élites dominantes au niveau mondial. Ce n'était pas le cas il y a dix ans. À l'époque, Trump avait remporté les élections de manière surprenante. Tous les sondages et tous les analystes donnaient Hillary Clinton gagnante, car elle était la candidate de l'establishment, des élites. Trump, en revanche, a dû faire face à de nombreux obstacles au sein de son propre parti, le Parti républicain, et lorsqu'il a été élu, il était perçu comme un outsider, quelqu'un qui avait gagné de manière tout à fait inattendue.

Si l'on compare 2016 à 2025, Trump n'avait signé qu'un seul décret le jour de son investiture. Aujourd'hui, il en a signé des dizaines. En 2016, il ne savait pas vraiment quoi faire en tant que président ; aujourd'hui, il a des idées très précises sur la manière d'agir. Et, bien sûr, il n'est plus un outsider : il est le président des États-Unis et dispose d'un appareil consolidé derrière lui pour le soutenir. En 2016, Bolsonaro était également un outsider, et personne ne pouvait même imaginer quelqu'un comme Milei. Giorgia Meloni était une figure complètement marginale de la politique italienne. Lors des

1. Enzo Traverso, *Les nouveaux visages du fascisme*, Paris, Textuel, 2017.



élections présidentielles françaises de 2017, ce qui a surpris tous les observateurs, c'est le débat télévisé entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. À l'époque, elle apparaissait comme quelqu'un de clairement peu fiable : lorsqu'on lui demandait ce qu'elle ferait de l'Union européenne ou de l'euro, elle ne savait pas répondre de manière claire ou convaincante.

En bref, la droite radicale n'était pas considérée comme une option viable par les élites. Au contraire, elle était observée avec beaucoup de méfiance, tant aux États-Unis qu'en Europe et en Amérique latine. Même Bolsonaro n'a pas gagné en tant que candidat direct du grand capital brésilien. Il avait certes des soutiens au sein de l'armée et de certains secteurs économiques, mais le candidat favori restait celui du PT, qui semblait alors être une option beaucoup plus solide. En 2017, en Europe, un événement traumatisant s'est produit : l'entrée de l'Alternative für Deutschland au Parlement allemand a marqué un tournant. Peu après, Vox a fait son apparition en Espagne. Et le paysage a considérablement changé.

Toutefois, ce processus n'a pas été linéaire. Après leur victoire, Trump et Bolsonaro ont tous deux perdu les élections quatre ans plus tard. Entre-temps, la pandémie et la crise économique mondiale qu'elle a entraînée ont frappé. Dans mon livre, j'avais justement une hypothèse à ce sujet : que se passerait-il en cas de crise internationale ? Je soutenais qu'une crise de cette ampleur pourrait transformer le postfascisme en une nouvelle forme de fascisme. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. La crise, loin de renforcer

l'extrême droite, l'a affaiblie, car il était clair qu'elle était incapable de relever des défis d'une telle ampleur.

Je parlais alors d'un double tournant. D'une part, un tournant potentiellement autoritaire, avec la mise en place de lois d'exception, d'un état d'urgence, qui remettent en cause les libertés individuelles et collectives, ainsi que les espaces d'action publique. De ce point de vue, la droite radicale est le candidat idéal pour gérer ce virage autoritaire. Mais d'un autre côté, la pandémie a également entraîné un virage biopolitique, avec une forte intervention de l'État visant à protéger les citoyens définis physiquement comme des corps, à protéger les populations. Sur ce terrain, la droite radicale a échoué dans tous les pays. Ce fut un moment de recul et, en général, elle a perdu les élections suivantes.

Puis est venue une nouvelle vague, celle à laquelle nous sommes confrontés actuellement. J'insiste donc : il ne s'agit pas d'un processus linéaire, mais la tendance générale est assez claire. Cela ne signifie pas que nous sommes confrontés à un nouveau fascisme au profil bien défini et aux traits nets. Je pense qu'il s'agit encore d'une constellation très hétérogène qui cherche des formes de convergence. Et même si cette nouvelle alliance entre le postfascisme et les élites mondiales est aujourd'hui indéniable, elle reste marquée par des tensions et des contradictions. On ne peut pas encore parler d'un nouveau bloc historique, au sens gramscien du terme. Il s'agit davantage d'une convergence fondée sur des intérêts communs que de la constitution d'un bloc.

MARTÍN MOSQUERA. Avec la montée en puissance de la nouvelle droite radicale, le débat sur le fascisme a refait surface avec force, un débat qui tend à polariser entre ceux qui soutiennent que, s'il s'agit de fascisme, cela doit impliquer un changement de régime politique – avec des éléments tels que le parti unique ou l'État corporatiste, comme cela s'est produit dans les années 1930 – et ceux qui affirment que si la démocratie libérale reste formellement en vigueur, il s'agirait simplement d'une nouvelle version de la droite traditionnelle, avec une idiosyncrasie différente.

La question est de savoir si cette polarisation n'est pas mal posée. En d'autres termes, les phénomènes autoritaires actuels ne ressemblent-ils pas davantage à ce que représente la Hongrie de Viktor Orbán, un régime autoritaire qui se développe dans le cadre de la démocratie libérale, en conservant au moins ses formes extérieures? Nous aimerions connaître votre opinion sur ce débat et, en particulier, quelle place vous accorderiez au modèle Orbán, qui peut être considéré comme une sorte d'utopie politique pour les nouvelles extrêmes droites, en contraste tant avec le fascisme historique qu'avec les droites conventionnelles.

ENZO TRAVERSO. Oui, c'est une caractéristique centrale des nouvelles droites radicales que, comme beaucoup d'autres observateurs, j'avais déjà soulignée il y a dix ans. Le fascisme classique établissait une dichotomie radicale entre fascisme et démocratie: il se définissait explicitement comme antidémocratique. Cela n'était pas seulement théorisé par ses idéologues, mais aussi revendiqué avec fierté par ses leaders charismatiques. Il suffit de rappeler la célèbre définition de Mussolini, qui décrivait la démocratie comme un *ludus cartaceus*, un simple «jeu de cartes». Le fascisme affichait son mépris pour la démocratie. Aujourd'hui, en revanche, tous les mouvements et dirigeants que j'appelle postfascistes adoptent une rhétorique démocratique. Tous revendiquent leur appartenance au système de la démocratie libérale et se présentent même comme ses meilleurs défenseurs. Cette rhétorique a été fondamentale pour leur légitimation auprès de l'opinion publique.

Marine Le Pen, par exemple, a non seulement changé le nom de son parti et rompu avec son père, mais elle a aussi explicitement affirmé son attachement aux institutions de la 5^e République et aux valeurs démocratiques. L'Italie est un autre cas révélateur. Giorgia Meloni dirige un parti aux racines clairement fascistes. Il y a encore quelques années, elle revendiquait fièrement cet héritage. Mais depuis son arrivée au gouvernement, elle a abandonné toute apologie du fascisme. Elle ne se déclare pas antifasciste, bien sûr, mais insiste constamment sur son caractère «démocratique» et son adhésion au cadre institutionnel en vigueur.

Aux États-Unis, le paradoxe atteint son paroxysme: l'assaut du Capitole en janvier 2021 a été mené *au nom de la démocratie*. Les manifestants prétendaient défendre une démocratie qui leur avait été «volée» par les démocrates. En d'autres termes, ils se présentaient comme *les vrais démocrates*.

Il s'agit là d'une transformation fondamentale: le rapport de la nouvelle droite radicale à la démocratie est complètement différent de celui du fascisme historique. Comme vous le soulignez dans votre question, la frontière entre démocratie et fascisme n'est plus claire aujourd'hui. Le fascisme du 21^e siècle ne cherche pas à abolir les formes démocratiques, mais à intervenir de l'intérieur, à les éroder, à les transformer de l'intérieur. Cette manière de brouiller les frontières entre fascisme et démocratie rend quelque peu obsolètes les anciennes catégories analytiques telles que celles de Poulantzas², sur lesquelles je reviendrai plus tard.

Mais il faut également tenir compte d'une autre différence historique qui aide à expliquer cette mutation. Dans l'entre-deux-guerres, la démocratie était une conquête récente, une conquête historique des classes subalternes, produit – ou sous-produit – de la Révolution d'octobre et de la vague révolutionnaire qui a suivi l'effondrement de l'ordre libéral du 19^e siècle après la Grande Guerre. Ce fut une période de crise brutale, mais aussi d'avancées démocratiques importantes: le suffrage universel masculin s'est consolidé dans de nombreux pays, les femmes ont

2. Voir son ouvrage *Fascisme et dictature: la*

3^e Internationale face au fascisme, Paris, François Maspero, 1970.

obtenu le droit de vote dans certains d'entre eux, l'espace public s'est transformé, de nouvelles formes de participation populaire ont émergé... Dans ce contexte, le fascisme est clairement apparu comme l'ennemi de la démocratie. Ce fut le cas en Italie à partir des années 1920, en Allemagne avec la destruction fulgurante de la République de Weimar en 1933, et dans la guerre civile espagnole, qui fut un affrontement direct entre le fascisme et la démocratie.

Aujourd'hui, en revanche, le contexte est complètement différent. La démocratie n'apparaît plus comme une conquête à défendre, mais plutôt comme une coquille vide. Dans une grande partie du monde occidental – et nous pourrions même dire à l'échelle mondiale –, la démocratie est perçue comme une coquille formelle (creuse), profondément érodée par les processus de marchandisation de l'espace public, par le vidage des institutions, par une transformation structurelle de la relation entre l'économie et la politique. Personne ne considère plus la démocratie comme une promesse d'émancipation. Aux États-Unis, Elon Musk a soutenu la campagne électorale de Donald Trump en lui accordant 270 millions de dollars, puis a rejoint son administration en occupant des postes clés. Dans un tel contexte, personne ne peut définir la démocratie comme une garantie d'égalité, de liberté et de justice.

Mais au-delà du cas des États-Unis, il est très rare que l'on parle du fascisme comme d'une menace réelle. Et même aux États-Unis, le débat sur le «fascisme de Trump» est très circonscrit aux élites libérales. Joe Biden et Kamala Harris, par exemple, l'ont qualifié de fasciste pendant la campagne. Et il y a des discussions dans des médias comme le *New York Times* sur ce sujet. Mais même là, Trump est souvent présenté comme un corps étranger, comme une anomalie venue de l'extérieur qui s'est abattue sur la démocratie des États-Unis, paradigme des démocraties occidentales. En d'autres termes, il n'est pas perçu pour ce qu'il est réellement : un produit authentique de la société américaine et de son système démocratique.

Et pour une grande partie des classes populaires, des secteurs laborieux, la défense de la démocratie est le dernier de leurs soucis. Pourquoi considéreraient-ils Trump comme une menace pour la démocratie et

Biden comme son sauveur? Cette opposition n'a aucun sens pour eux. Bien sûr, il y a là un certain degré d'aveuglement – Trump est une menace –, mais le problème est plus profond : on ne peut pas défendre la démocratie en l'identifiant à ce qui existe aujourd'hui. La question est de savoir quelle démocratie nous voulons défendre, quelle démocratie nous voulons construire.

Car si la démocratie se résume à ces institutions vidées de leur substance, il sera très difficile de mobiliser un grand mouvement antifasciste pour les défendre, surtout lorsque ceux qui les attaquent se présentent également comme des démocrates et affirment, avec une certaine raison, que ces institutions ne fonctionnent pas. Que faut-il défendre? C'est là que réside le problème.

MARTÍN MOSQUERA. Vous avez souligné que l'une des caractéristiques distinctives de cette nouvelle extrême droite est son soutien croissant parmi les élites. Dans le cas de Trump, cela semble particulièrement marqué : il contrôle désormais le Parti républicain de manière beaucoup plus solide qu'en 2016, il bénéficie du soutien des deux chambres, la Cour suprême est alignée sur son projet et une grande partie de la classe dominante semble aujourd'hui beaucoup plus proche de lui. Que pouvons-nous attendre de ce second mandat, tant sur le plan intérieur que sur la scène internationale?

ENZO TRAVERSO. C'est une question que beaucoup se posent aujourd'hui, mais à laquelle il n'y a pas de réponse facile. Et cela marque déjà, en partie, une différence importante par rapport au fascisme classique. Le fascisme historique avait un projet clair : un régime politique défini, une stratégie de pouvoir, une conception de l'ordre interne et de l'ordre international. Le fascisme italien, par exemple, aspirait à faire de la Méditerranée son *mare nostrum*, son espace vital. Le fascisme allemand avait pour objectif le contrôle de l'Europe continentale et, en particulier, la conquête impériale et militaire de l'Europe de l'Est. En Espagne, Franco se proposait d'«écraser les rouges» et d'établir une dictature nationale-catholique. Il y avait donc une idée assez cohérente du régime et du monde.

Avec Trump, ce n'est pas aussi clair. Ses messages sont souvent contradictoires, et il

est très difficile de faire la distinction entre la pure démagogie et ce qui pourrait être compris comme une véritable orientation stratégique. Il dit, par exemple, qu'il va planter le drapeau américain sur Mars, qu'il serait bon d'annexer le Groenland, ou même que le Canada devrait devenir le prochain État des États-Unis. Certes, derrière cela se cache un projet géopolitique visant à consolider l'influence continentale des États-Unis, dans le cadre d'une redéfinition de leurs relations avec la Chine et d'un repli relatif sur d'autres fronts. Il s'agit d'une ambition hégémonique qui prend des traits impériaux, mais qui, paradoxalement, est le produit d'un affaiblissement: les États-Unis ont renoncé à leur prétention de dominer le monde, telle qu'ils l'avaient imaginée après la fin de la guerre froide et la chute de l'Union soviétique.

Mais ce ne sont là que des spéculations, car il n'existe pas de projet clairement défini. Les lignes stratégiques de la droite néoconservatrice de Bush, il y a près de vingt-cinq ans, après le 11 septembre 2001, étaient plus claires. Certains idéologues et stratèges comme Robert Kagan les avaient définies avec précision. Derrière Trump se cache une constellation assez contradictoire de fascistes classiques comme Steve Bannon et de néolibéraux radicaux comme Elon Musk, qui se détestent mutuellement. Les analystes ont du mal à comprendre la cohérence des mesures prises par Trump en matière de commerce international.

Même lorsque Trump s'exprime en termes plus traditionnels, comme lorsqu'il dit «*Make America Great Again*», le contenu de cette grandeur est vague. Il semble faire référence à une restauration du rôle des États-Unis en tant que superpuissance mondiale, mais en même temps, il évite de s'engager dans une politique d'affrontement direct, par exemple avec la Chine. En fait, il recherche plutôt un accord avec la Chine, et il en va de même avec la Russie, qui est l'alliée de la Chine mais est beaucoup plus faible. Trump affirme qu'une superpuissance doit être capable de conquérir mais aussi de gérer des conflits. C'est là qu'interviennent ses positions sur l'Ukraine, où il propose de tourner la page, ou sur le Moyen-Orient, où son alliance avec Israël est évidente mais où il ne semble pas nécessairement enclin à prolonger la guerre indéfiniment. L'objectif final – en termes de

politique – est probablement la colonisation complète de Gaza et de la Cisjordanie, mais je ne suis pas sûr que Trump ait pour stratégie de poursuivre le génocide à Gaza pour parvenir à ce résultat.

Nous observons donc un ensemble de tendances, mais sans cohérence programmatique forte. Et cela fait également partie du contexte international actuel. Si l'on veut trouver des analogies avec l'entre-deux-guerres, l'une des plus évidentes ne réside pas tant dans la politique intérieure que dans la situation mondiale: l'absence d'un ordre international stable, dans certains cas systémique, la concurrence entre puissances déclinantes et émergentes. Dans ce scénario, il est difficile de tracer des lignes claires, tant pour les États-Unis que pour tout autre acteur. C'est pourquoi je ne pense pas que Trump ait aujourd'hui des idées aussi claires et cohérentes que celles qu'avait Hitler en 1933. Entre 1933 et 1941, la politique nazie a suivi une ligne assez directe. Dans le cas de Trump, je ne vois ni cette cohérence ni les conditions qui lui permettraient de déployer un projet stratégique à long terme.

MARTÍN MOSQUERA. Vous avez mentionné comme analogie possible avec les années 1920 ou 1930 le fait que nous ne sommes pas confrontés à une simple crise économique ou politique, mais à un bouleversement plus profond, une sorte de crise structurelle de longue portée. À l'époque, il s'agissait de l'effondrement de l'ordre libéral du 19^e siècle; dans ce contexte, la montée du fascisme semblait également liée au déclin de certaines puissances, comme l'Allemagne après la Première Guerre mondiale. Pensez-vous qu'un lien puisse également être établi avec le présent? En d'autres termes, ce que nous observons aujourd'hui, avec la montée des nouvelles extrêmes droites, peut-il être lié à un processus plus large de déclin de l'Occident face à la montée de l'Asie, et en particulier de la Chine? Pensez-vous que cette dispute géopolitique soit une motivation importante, même indirecte, de la montée de ces droites?

ENZO TRAVERSO. Non, je ne pense pas qu'on puisse parler d'une analogie dans ce sens. On peut certes faire des comparaisons, mais il existe des différences fondamentales. Dans l'entre-deux-guerres, face à l'effondrement

de l'ordre libéral du 19^e siècle – le capitalisme du *laisser-faire*, les États de l'«ancien régime persistant» modernisés – selon la formule d'Arno J. Mayer³ – des institutions représentatives mais très peu démocratiques –, deux modèles alternatifs ont émergé, qui étaient en eux-mêmes des projets de civilisation. D'un côté, le socialisme, avec son utopie d'émancipation, d'égalité, de révolution; de l'autre, le fascisme, avec son exaltation de la nation, de la race et de la domination. Tous deux étaient des visions de l'avenir, des modèles intégraux de société qui promettaient de transformer radicalement la vie des gens.

Aujourd'hui, je ne vois rien de comparable dans les nouvelles droites. Il n'y a pas d'horizon utopique ni de projet de civilisation à proprement parler. C'est pourquoi le concept de «postfascisme» me semble utile, car ces droites radicales sont profondément conservatrices. Leur élan n'est pas vers l'avant mais vers l'arrière : elles cherchent à restaurer un ordre traditionnel. Les valeurs qu'elles revendiquent – la souveraineté, la famille, la nation – forment une sorte de fil rouge qui les relie.

Trump, par exemple, affirme qu'il n'y a que des hommes et des femmes aux États-Unis, nie l'existence d'autres identités de genre et présente les communautés LGBTQ+ comme des menaces. Il s'agit d'une offensive réactionnaire contre tout ce qui signifie diversité ou droits acquis. Ce retour à la traditionnalité se manifeste également dans son hostilité à l'égard de la protection de l'environnement, dans son rejet de tout programme mondial sur le changement climatique ou dans son pari sur la production nationale face aux accords internationaux. *Make America Great Again* est un slogan qui permet d'imaginer un certain avenir, mais il s'agit d'une imagination régressive : revenir à une époque où les États-Unis étaient forts, prospères et dominants. Il n'y a pas là une proposition nouvelle, mais une idéalisation du passé.

Dans certains cas, comme celui de l'Argentine de Javier Milei, on peut avoir l'impression qu'il s'agit d'une tentative de construire un nouveau modèle civilisationnel. Milei se présente comme l'architecte

d'une nouvelle société inspirée d'un néolibéralisme extrême. Mais même là, ce projet n'est pas vraiment nouveau. Si l'on lit ses discours et ses prises de position – je parle en tant qu'observateur extérieur, je le précise, sans connaître en profondeur la situation argentine –, on constate une correspondance évidente avec les idées de Hayek. Pas tant avec *La route de la servitude*, son texte le plus connu, qu'avec *Droit, législation et liberté*, où Hayek décrit une société entièrement régie par le marché. C'est ce modèle qui semble inspirer Milei : un néolibéralisme autoritaire (ou un postfascisme néolibéral, si l'on veut; on peut l'appeler de différentes manières).

La nouveauté, si tant est qu'il y en ait une, c'est que l'on tente aujourd'hui de pousser ce modèle jusqu'à ses dernières conséquences depuis le pouvoir étatique. Dans le passé, le néolibéralisme a également été influent sous Margaret Thatcher au Royaume-Uni, Ronald Reagan aux États-Unis et Augusto Pinochet au Chili. Mais dans ces cas-là, l'objectif était de démanteler les acquis de l'État-providence – le New Deal, le modèle keynésien de l'après-guerre – et non de créer de toutes pièces une société «pure» de marché. De plus, cela a souvent été fait à partir d'États qui restaient très forts, comme au Chili, où la dictature pinochetiste était un appareil hypercentralisé issu d'une contre-révolution.

Ce que Milei prétend faire aujourd'hui est tout autre : faire du modèle néolibéral le noyau d'une nouvelle civilisation. Mais, j'insiste, ce n'est pas un projet nouveau. Ce n'est pas l'«homme nouveau» du fascisme classique. C'est une version radicalisée d'un modèle anthropologique qui domine déjà le monde global : individualisme, concurrence, marché. Pour reprendre les termes de Weber, il ne rompt pas avec une certaine *Lebensführung*, une «conduite de vie» qui est le modèle anthropologique du néolibéralisme. Cet *ethos* n'est pas une invention de Milei. Ce qu'il fait, c'est de le pousser à l'extrême et de prétendre qu'une nouvelle société en émergera. Mais il s'agit d'une intensification de ce qui existe déjà, et non d'une alternative historique. Et cela, me semble-t-il, doit être pris en compte. Ce projet est certes profondément antidémocratique et présente des traits autoritaires, mais il est tout le contraire d'un renforcement de l'État, comme le pensait Poulantzas dans les années 1970. Le

3. Voir Arno J. Mayer, *La persistance de l'Ancien Régime*, Paris, Aubier, 2010.

postfascisme n'est pas étatiste comme le fascisme historique. Trump est en train de démanteler l'État américain, et c'est là une grande différence.

MARTÍN MOSQUERA. Chez *Jacobin*, nous travaillons sur une hypothèse concernant la situation internationale que nous avons développée dans le numéro précédent et que nous aimerions partager avec vous afin de connaître votre opinion. Notre idée est qu'à un moment donné au cours de la dernière décennie – bien qu'il soit difficile de dater précisément ce processus – un changement de cycle politique s'est produit à l'échelle mondiale. Si nous devons choisir une date symbolique, ce serait entre 2015 et 2016, lorsque s'enchaînent une série d'événements très significatifs : la défaite ou la capitulation de Syriza en Grèce, avec un fort impact sur la gauche mondiale, et, en parallèle, la victoire de Trump aux États-Unis et le Brexit au Royaume-Uni. C'est également le moment où commence la crise du progressisme latino-américain, marquée par la victoire de la droite en Argentine [Mauricio Macri 2015-2019] et le coup d'État parlementaire contre Dilma Rousseff au Brésil [août 2016].

On a le sentiment qu'à partir de ce moment, le signe politique du malaise généré par la crise de 2008 s'est inversé. Jusqu'alors, la gauche avait une certaine capacité à canaliser ce mécontentement : les indignés en Europe, les grèves générales en Grèce, le cycle progressiste en Amérique latine, le Printemps arabe... Mais à partir de là, nous assistons plutôt à l'échec, à la stagnation ou à la défaite de ces processus : le progressisme latino-américain entre en crise, la gauche européenne subit un coup très dur, le Printemps arabe se transforme en catastrophe et la gauche anglo-saxonne stagne également.

L'idée est donc que ce qui s'est produit à ce moment-là était un changement de cap à l'échelle internationale : la gauche est passée à la défensive presque partout et l'extrême droite à l'offensive. Êtes-vous d'accord ?

ENZO TRAVERSO. C'est une hypothèse très intéressante, que je partage en grande partie. J'y ajouterais peut-être une nuance. Il est vrai que nous traversons une nouvelle vague – je parlais tout à l'heure d'un tournant qui s'est produit autour de la pandémie –, mais cette nouvelle montée de la droite a juste-



ment pour condition la crise de la gauche à l'échelle mondiale. Tous les éléments que vous mentionnez sont importants.

J'irais même plus loin : la paralysie et la défaite des révolutions arabes constituent un moment clé, et ce qui se passe aujourd'hui à Gaza en est l'une des conséquences les plus tragiques.

À cela s'ajoute la crise du modèle de résistance qui était apparu en Amérique latine dans les années 1990. Ce n'était pas un modèle nouveau, mais il y avait un continent qui représentait une forme de résistance face à l'offensive néolibérale. Aujourd'hui, les acteurs de cette résistance sont en crise ou totalement discrédités, ce qui a des conséquences politiques très profondes. Je ne m'étendrai pas sur des cas comme le Venezuela ou la Bolivie, mais on pourrait également mentionner la défaite en Argentine avec Milei, ou le fait qu'au Brésil – le pays le plus important de la région – la gauche ne soit pas capable de proposer une autre figure que Lula. Cela reflète également cette crise.

En Europe, comme vous le dites, il y a eu d'importantes tentatives de recomposition de la gauche en vue d'expérimenter un nouveau modèle, et Syriza comme Podemos ont été les protagonistes de ce cycle. Les attentes qu'ils ont suscitées étaient énormes... et malheureusement, l'impact de leur échec l'a été tout autant. Aux États-Unis, la situation est différente. Il n'y a pas eu de défaite aussi marquée, mais la relation symbiotique – et ambiguë – entre la gauche et le Parti démocrate crée d'énormes obstacles à toute avancée.

Donc oui, l'émergence du post-fascisme s'appuie sur cette crise politique et stratégique de la gauche. Mais ce n'est pas tout. Cette crise s'inscrit dans un processus beaucoup plus long, dans une série de défaites historiques accumulées. Si l'on prend du recul, nous vivons les conséquences de la fin d'un cycle historique, celui des révolutions du 20^e siècle. Ce sont des défaites de longue haleine, dont les effets continuent de conditionner notre présent. Les reculs de 2015 et 2016 appartiennent à une conjoncture particulière, mais s'inscrivent en même temps dans une tendance structurelle, celle d'une défaite historique dont la gauche – à

l'échelle mondiale – n'a pas été capable de sortir avec de nouveaux modèles.

Il n'est pas facile, tant s'en faut, d'imaginer une reconstruction. Mais j'ai été très frappé par une récente intervention de Bernie Sanders, dans laquelle il mettait en garde : « Attention, nous ne devons pas nous laisser subordonner à l'agenda de Trump. » La gauche a tendance à répondre à chaque point du discours de l'extrême droite, mais dans le cadre imposé par cette même droite. Sanders met donc en garde : « Nous devons parler de ce que Trump ne dit pas. » Tel devrait être le programme de la gauche : un programme social qui est aujourd'hui totalement absent du discours dominant.

Cela dit, je ne pense pas que la gauche d'aujourd'hui puisse se reconstruire uniquement à partir de l'antifascisme, comme cela a été le cas dans les années 1930. Premièrement, parce qu'aujourd'hui, on ne peut plus défendre la démocratie de la même manière. Et deuxièmement, parce que la lutte antifasciste doit s'articuler avec d'autres dimensions fondamentales : la question sociale, économique, environnementale et la confrontation avec un modèle de société néolibéral qui se veut une civilisation. Cette articulation est indispensable.

De plus, le monde globalisé n'est plus celui de la première moitié du 20^e siècle. Le fascisme classique a eu son histoire, mais l'antifascisme de l'époque n'était pas un discours universel. Il n'avait aucune légitimité en dehors de l'Occident. Son lien avec le colonialisme, le fait que la démocratie était restreinte au monde occidental... tout cela le limitait. Aujourd'hui, quelque chose de similaire se produit.

Enzo Traverso est historien. Il enseigne à l'Université Cornell (New York). Il a notamment publié *Mélancolie de gauche : une tradition cachée* (La Découverte, 2016), *Révolution : une histoire culturelle* (La Découverte, 2022) et *Gaza devant l'histoire* (Lux, 2024).

Cet entretien a été publié dans le n° 11 de la revue *Jacobin*, « La libertad guiando al pueblo ». Traduction française : rédaction *À l'Encontre*.

«Notre génocide»

Shatha Yaish

15

Après des mois d'hésitation, B'Tselem et Physicians for Human Rights-Israel affirment que la guerre vise à anéantir la vie palestinienne, aujourd'hui et à l'avenir.

Après vingt-deux mois de guerre, de famine et de destruction systématique, deux des principales organisations de défense des droits humains en Israël ont conclu que les actions d'Israël dans la bande de Gaza constituent un génocide.

Cette conclusion, publiée lundi dans deux rapports distincts par Physicians for Human Rights-Israel (PHRI) et B'Tselem, marque une rupture au sein de la société civile israélienne. Jusqu'à présent, les organisations israéliennes de défense des droits humains s'étaient largement abstenues d'utiliser le terme «génocide», alors même que des [groupes palestiniens](#), des [spécialistes israéliens du génocide et de l'Holocauste](#) et des organismes internationaux tels qu'[Amnesty International](#), [Human Rights Watch](#) et [Médecins sans frontières](#) l'avaient adopté il y a plusieurs mois.

S'appuyant sur près de deux ans de documentation, les deux groupes ont fait valoir que les actions d'Israël à Gaza répondent à la définition du génocide telle qu'elle est énoncée dans la Convention de 1948 sur le génocide.

Le [rapport de B'Tselem](#), intitulé *Notre génocide*, se concentre sur les attaques ciblées d'Israël contre les civils et le démantèlement systématique de la société palestinienne à Gaza. Le [rapport de PHRI](#) fournit une analyse juridique fondée sur la santé de la destruction délibérée par Israël du système de santé de Gaza.

Dans un entretien avec [+972](#), la directrice exécutive de B'Tselem, Yuli Novak, a décrit la

décision de qualifier ces actes de génocide comme le résultat d'un long et douloureux processus d'introspection. «Rien ne vous prépare à réaliser que vous faites partie d'une société qui commet un génocide, a-t-elle déclaré, C'est un moment profondément douloureux pour nous»:

Ce que nous voyons, ce sont des actions intentionnelles – des pratiques coordonnées – visant à détruire la société palestinienne à Gaza. C'est la définition exacte du génocide: attaquer des civils afin de détruire le groupe.

Interrogée sur l'impact attendu du rapport de B'Tselem, Mme Novak a admis que celui-ci ne pouvait à lui seul mettre fin au génocide. «Ce que nous espérons, c'est faire entendre notre voix en tant que personnes qui vivent ici, Israélien·nes et Palestinien·nes», a-t-elle expliqué:

Nous sommes en mesure de comprendre la situation en profondeur, à la fois pour faire entendre la voix des victimes, ce qui est notre première et principale obligation morale, mais aussi pour présenter une analyse du fonctionnement du système génocidaire. Pour lutter contre les systèmes politiques, il faut les comprendre.

«Nous espérons que les gens entendront nos voix et décideront d'agir, et qu'ils comprendront qu'il ne s'agit pas d'un problème local entre Israélien·nes et Palestinien·nes», a poursuivi Yuli Novak:

Les Palestinien·nes sont sans aucun doute les victimes. Mais l'effacement de l'humanité est quelque chose qui devrait préoccuper chaque être humain.

Démanteler une société

B'Tselem identifie quatre piliers principaux de la campagne génocidaire d'Israël : les [massacres](#), les [transferts violents de population](#), la [destruction systématique](#) et le [démantèlement de la société palestinienne à tous les niveaux](#).

Le rapport avertit notamment que ces actions ne resteront pas confinées à Gaza. «Ce régime génocidaire contrôle les Palestiniens à Gaza, mais aussi celles et ceux de Cisjordanie et d'Israël», a déclaré Yuli Novak :

Certaines de ces pratiques ont déjà débordé en [Cisjordanie](#), à une échelle très différente, mais la logique est la même. Parfois, ce sont exactement les mêmes commandants et les mêmes unités qui ont opéré à Gaza qui sont maintenant déployés en Cisjordanie.

Mme Novak a souligné que le génocide n'est pas seulement une catégorie juridique, mais un mode distinct de violence politique et sociale. «Le génocide est fondamentalement différent des autres atrocités», a-t-elle expliqué :

C'est l'effacement complet de l'humanité des victimes. Cela marque chaque personne, indépendamment de ce qu'elle pense, de ce qu'elle a fait ou de qui elle est, non pas en tant qu'individu·e, mais en tant que [masse que l'on peut cibler](#).

L'objectif, ajoute-t-elle, n'est pas seulement de tuer :

Il ne s'agit pas seulement d'affamer les gens ou de leur refuser des soins médicaux, il s'agit de démanteler une société et de faire en sorte que ce groupe, en tant que groupe, ne puisse plus exister à l'avenir.

L'une des dimensions de cette destruction sociale est la dévastation de la cellule familiale. Entre le début de l'offensive et mars 2025, environ 14 000 femmes se sont retrouvées veuves et seules responsables de leur famille, tandis qu'environ 40 000 enfants ont perdu un ou leurs deux parents. Selon le rapport de B'Tselem, cela fait de Gaza «la plus grande crise d'orphelin·es de l'histoire moderne».

Yuli Novak cite un autre exemple : la destruction ciblée du système éducatif de Gaza.

Pensez-y : les élèves de Gaza n'ont pas eu accès à l'[école](#) ou à l'[enseignement supérieur](#) pendant deux ans, en plus du traumatisme qu'elles et ils subissent actuellement. Cela constitue non seulement une destruction de la vie à Gaza aujourd'hui, mais aussi de son avenir.

B'Tselem, dit-elle, se sent particulièrement responsable de dénoncer ces crimes étant donné sa position au sein de la société qui les commet :

Nous comprenons la collectivité qui commet le génocide, la société dont nous faisons nous-mêmes partie. Cela nous pousse à faire tout ce qui est en notre pouvoir, notamment à raconter cette histoire aux Israélien·nes et à essayer de leur faire voir ce qu'elles et ils ne peuvent ou ne veulent pas voir.

Une guerre contre les soins de santé

Alors que le rapport de B'Tselem se concentre sur les grandes structures sociales et politiques démantelées à Gaza, celui de PHRI se concentre sur un pilier essentiel de la vie civile : le système de santé. Intitulé *Destruction des conditions de vie : une analyse sanitaire du génocide à Gaza*, le rapport présente une analyse détaillée documentant la manière dont Israël a complètement détruit la capacité de Gaza à prendre soin de sa population.

Selon PHRI, Israël a orchestré une défaillance en cascade des services de santé qui constitue une intention génocidaire, en menant des attaques directes [contre les hôpitaux](#), en empêchant les [évacuations médicales](#) et l'[entrée de l'aide médicale](#), et en prenant pour cible les [travailleurs et les travailleuses de la santé](#). «L'intention derrière ces politiques doit être comprise comme indissociable de la destruction du système de santé», indique le rapport :

Chaque politique prise isolément peut soulever de graves préoccupations juridiques. Ensemble, elles forment un plan et une politique d'effacement systématique.

Au cours des vingt-deux derniers mois, la campagne israélienne a décimé les infrastructures sanitaires de Gaza «de manière calculée et systématique», note le rapport :

Après le bombardement et l'évacuation forcée des hôpitaux du nord de Gaza, l'effondrement s'est étendu vers le sud, où les populations déplacées ont submergé les installations restantes, qui ont ensuite été soumises à de nouveaux bombardements, à un siège et à une privation de ressources.

Le rapport montre que cela a conduit à un effondrement complet de la capacité de Gaza à fournir des soins de base. «Le système de santé de Gaza a été systématiquement démantelé: ses hôpitaux ont été rendus inutilisables, les évacuations médicales ont été bloquées et les services essentiels tels que les soins traumatologiques, la chirurgie, la dialyse et la santé maternelle ont été supprimés», peut-on lire dans le rapport.

Le PHRI conclut que ces actions ne sont pas accessoires à la guerre, mais délibérées et ciblées. Elles remplissent plusieurs critères de la Convention sur le génocide: tuer des membres du groupe, causer des atteintes graves à l'intégrité physique et mentale, et infliger des conditions de vie destinées à provoquer la destruction du groupe.

Lors d'un entretien avec +972, Aseel Abu Ras, directrice du département des territoires palestiniens occupés de la PHRI, a souligné que si les hôpitaux peuvent en théorie être reconstruits (à condition qu'Israël autorise l'entrée des matériaux de construction), la destruction du personnel de santé est incommensurable.

«Selon le ministère de la santé de Gaza, plus de 1 500 médecins et professionnel·les de santé ont été tué·es à Gaza et plus de 300 ont été arrêté·es», a-t-elle déclaré:

Lorsque vous tuez des médecins, vous détruisez des années de spécialisation et d'expertise. Elles et ils sont la colonne vertébrale du fragile système de santé de Gaza.

Aseel Abu Ras a ainsi averti que les attaques israéliennes contre les infrastructures sanitaires ne visaient pas seulement le présent, mais aussi à anéantir toute possibilité de reprise à long terme, et tout avenir pour les Palestinien·nes à Gaza. «Il s'agit de détruire la capacité de Gaza à se soigner et à se reconstruire.»

En documentant ce qui se passe à Gaza comme un génocide, sur la base de preuves juridiques et médicales, Mme Abu Ras a déclaré à +972 que le rapport vise à faire passer

les acteurs et actrices internationaux et gouvernementaux du débat à une intervention d'urgence.

«Nommer un génocide n'est pas symbolique: en droit international, cela implique des obligations juridiques et morales», a-t-elle souligné:

Selon la Convention sur le génocide, qu'Israël et la plupart des États ont signée, les parties sont tenues non seulement de prévenir et de punir le génocide, mais aussi d'agir dès qu'il existe un risque sérieux qu'il se produise.

«Dans le contexte israélien, le terme "génocide" est depuis longtemps tabou», a-t-elle poursuivi.

En publiant ce rapport, nous espérons briser ce silence et normaliser l'utilisation correcte de ce terme. L'objectif est également d'encourager d'autres organisations, institutions et segments de la population israélienne à prendre conscience de la réalité sur le terrain et à appeler cette guerre brutale contre Gaza par son nom: un génocide.

Télécharger le rapport de B'Tselem (en français)

Télécharger le rapport de Physicians for Human Rights-Israel (en français)

Shatha Yaish est une journaliste qui couvre Jérusalem-Est et la Cisjordanie.

Source: +972 Magazine, 31 juillet 2025.
Traduction Michel Lanson pour le Réseau Bastille.



ADRESSES À VISITER

[CLIQUER SUR LES COUVERTURES](#)

L'identité de victime qu'Israël s'est forgée
au fil des générations alimente aujourd'hui
son déni du génocide à Gaza

Un article de Daniel Blatman paru dans *Haaretz*
et traduit en français par Pierre Vandevoorde et
publié dans *Europe solidaires sans frontières*.

HAARETZ

Génocide à Gaza

Ce rapport documente le démantèlement déli-
bééré, cumulatif et continu du système de santé
de Gaza.



Sans équivoque un génocide

Un article de Stephen Prager qui rend compte de
la conférence de presse de B'Tselem.

Common Dreams
To inform. To inspire. To ignite change for the common good.

Juifs/Juives, révoltez-vous, maintenant

Un plaidoyer d'Avrum Burg, ancien président du
Parlement israélien et ancien président de l'Orga-
nisation sioniste mondiale.

Jews – Rebel. Now!!!

A Jewish Plea to The International Court of Justice

Comment la guerre
est devenue la nouvelle norme en Israël

Dans le magazine étatsunien *Jacobin*, Asaf Yakir,
membre de Standing Together, explique la dy-
namique guerrière et expansionniste de l'État
d'Israël.



Réflexions sur l'arbitraire

Samuel Farber

19

La montée mondiale de l'autoritarisme a eu un impact considérable sur les États-Unis, remettant en question l'idée selon laquelle le système politique américain serait un modèle de démocratie, de stabilité et d'État de droit, et donc un exemple à suivre pour les autres pays. Cette nouvelle évolution ne devrait pas vraiment surprendre si l'on considère que le système politique américain est probablement l'un des moins démocratiques parmi les démocraties capitalistes d'Asie, d'Europe et d'ailleurs.

L'une des principales caractéristiques de cet autoritarisme est son arbitraire croissant. Il n'existe certes pas de définition claire de l'arbitraire qui, comme tant d'autres concepts, est entouré d'une zone floue qui rend son essence difficile à cerner. Mais nous pouvons identifier un noyau dur constitué de politiques et de décisions antidémocratiques qui ne sont pas formulées et mises en œuvre de manière équitable, prévisible et uniforme, et qui ignorent systématiquement les règles institutionnelles, aussi justes et démocratiques soient-elles. Ces décisions arbitraires prises au sommet visent généralement à préserver et à étendre, souvent illégalement, le pouvoir vertical et la création de nouvelles inégalités politiques et sociales.

Les bases sociales de l'arbitraire

Au niveau le plus fondamental, les inégalités de classe et de pouvoir sont à l'origine des pratiques et des décisions arbitraires. Les décisions arbitraires prises par les personnes situées au sommet de la division hiérarchique et de la division du travail font «normalement» tellement partie du tissu de la vie quotidienne que, même contre notre meilleur jugement, nous avons tendance à

les considérer comme acquises et à les assimiler comme une partie incontestable de notre existence.

De temps en temps, cependant, nous en prenons conscience parce que certains groupes ont commencé à s'opposer courageusement à des pratiques sociales injustes. Nous savons, par exemple, que l'une des questions importantes qui opposent les travailleurs à leurs patrons et à leurs supérieurs est l'arbitraire dans la fixation des horaires de travail, qui sont annoncés très peu de temps à l'avance. Cette question a fait l'objet de luttes dans de nombreuses chaînes de magasins, en particulier dans les cafés Starbucks qui se sont syndiqués.

Ce qui est particulièrement intéressant dans ces luttes publiques actuelles, c'est que ces pratiques n'ont rien d'arbitraire du point de vue de la direction. Les travailleurs sont affectés à différents quarts de travail selon une logique «rationnelle» de dotation en personnel, dont l'objectif principal est de réduire les coûts de main-d'œuvre. Il est évident qu'une augmentation significative des effectifs permettrait de résoudre le problème, mais cela impliquerait, du point de vue de l'employeur, que certains travailleurs soient «inactifs» au moins une partie du temps, et donc une baisse des profits.

Du point de vue des travailleurs, ces pratiques de gestion apparaissent arbitraires lorsqu'ils découvrent, parfois au dernier moment, à quelle heure ils doivent se présenter au travail, ce qui perturbe non seulement leur vie personnelle, mais aussi l'emploi du temps de leurs partenaires, la scolarité de leurs enfants, les loisirs et le rythme de sommeil de toute la famille.

La défense contre l'arbitraire

Aujourd'hui, des centaines de syndicats locaux défendent activement les intérêts et les revendications légitimes de leurs membres en essayant d'améliorer leurs salaires et leurs conditions de travail, dans un contexte où la lutte contre l'arbitraire de la direction joue un rôle central. Cela se fait principalement par le biais de conventions collectives, mais malheureusement seulement dans une minorité de cas où les travailleurs parviennent à obtenir la reconnaissance syndicale et à négocier avec succès leur première convention, ce qui n'est pas une mince affaire.

Prenons l'exemple d'une convention collective type conclue entre le syndicat United Steelworkers (USW) et la société ArcelorMittal de Marion, dans l'Ohio, choisie au hasard parmi les centaines de conventions collectives soumises par les syndicats américains au ministère américain du Travail. L'usine de Marion, l'une des vingt usines qu'ArcelorMittal exploite aux États-Unis, fabrique des tubes mécaniques soudés pour de nombreuses industries, notamment l'industrie automobile.

Le contenu du contrat ou de l'accord conclu entre l'USW et la direction d'ArcelorMittal présente d'importantes similitudes avec de nombreux autres contrats conclus dans d'autres usines et entreprises aux États-Unis. C'est notamment le cas de la section 3 du contrat, qui décrit ce qu'il appelle les «fonctions de direction». Cette section énonce en détail les pouvoirs illimités de la direction pour produire ce qu'elle veut et dicter comment elle veut que cela soit produit. Ainsi, les «fonctions de la direction» comprennent tout ce qui doit être décidé et fait dans l'usine, à l'exception de certaines restrictions légales concernant des questions telles que la sécurité au travail, la discrimination et d'autres décisions que l'entreprise a accepté de céder au syndicat. Voir, par exemple, le contrat signé par Arcelor et le syndicat USW en octobre 2017.

Cependant, le fait que l'employeur ait signé une convention collective dans certaines circonstances ne signifie pas pour autant qu'il la respectera pleinement. Si la direction estime qu'elle peut s'en tirer à bon compte, en particulier dans des circonstances différentes de celles qui prévalaient au moment de la négociation et de la signature du contrat, elle le fera. En fait, de nombreuses

luttons syndicales dans les usines aux États-Unis portent sur l'application des contrats, à tel point que cela constitue souvent une mesure de la combativité et de l'efficacité des dirigeants syndicaux officiels et de la base. On peut dire que, d'une manière générale, plus un syndicat est bureaucratique et antidémocratique, moins il est susceptible d'insister sur l'application intégrale de la convention collective. En fait, dans les pires cas, les membres du syndicat n'ont même pas accès au texte de leur convention collective existante. C'est pourquoi il est vraiment indispensable d'organiser la base du syndicat pour lutter pour l'application du contrat.

Il ressort très clairement de la convention collective d'ArcelorMittal que ses principales caractéristiques portent sur deux questions : l'ampleur et le calendrier des augmentations salariales et les règles d'ancienneté qui s'appliquent après la fin de la période d'essai de six mois pour les nouveaux travailleurs de l'usine de Marion. Dans ce contexte, les règles d'ancienneté s'appliquent aux droits de rappel après un licenciement, aux droits de candidature aux meilleurs postes qui peuvent se libérer pendant la durée de l'emploi d'un travailleur et lorsqu'un poste particulier est supprimé par l'employeur. Dans ce dernier cas, la personne la moins ancienne dans cette catégorie d'emploi sera la première à être licenciée. De même, les travailleurs rappelés après un licenciement commenceront par les travailleurs les plus anciens. Il est clair que les règles d'ancienneté ne créent pas d'emplois et n'améliorent pas la qualité de ceux-ci. Ce que fait l'ancienneté, et ce de manière importante et décisive, c'est de réduire considérablement, voire d'éliminer, l'arbitraire de la direction qui favorise certains travailleurs ou se livre à des pratiques discriminatoires à l'encontre de ceux qu'elle n'aime pas pour une raison ou une autre.

Malheureusement, les règles d'ancienneté peuvent également, dans certaines circonstances, constituer un obstacle au maintien et à la promotion des travailleurs noirs ou d'origine latino-américaine dans les lieux de travail où, en raison de la discrimination raciale, ils se sont vu refuser un emploi jusqu'à récemment et où, une fois embauchés, ils se sont retrouvés avec une ancienneté moindre. Les travailleuses peuvent également avoir souffert du fait que la grossesse,

l'accouchement et la garde des enfants, ainsi que la discrimination sexuelle, ont pu interrompre leur continuité dans l'emploi et, par conséquent, réduire leurs droits liés à l'ancienneté.

Cependant, la plupart de ces problèmes auraient pu être évités par un système qui aurait fait des *besoins* des différents types de travailleurs, indépendamment des différences de sexe, le critère principal pour déterminer qui conserve ou perd son emploi en période de réduction des effectifs. Telle était la situation qui prévalait dans le Petrograd révolutionnaire à la fin de 1917, lorsque la production des industries de guerre a commencé à décliner après la révolution d'octobre. À l'usine d'explosifs d'Okhta, le comité d'usine a établi une liste déterminant l'ordre dans lequel les travailleurs devaient être licenciés. (Des listes similaires ont été établies dans l'ancienne usine Parvianen et à Poutilov, une usine d'importance cruciale). Parmi les personnes ayant un lien marginal avec l'usine et qui seraient les premières à être licenciées figuraient celles qui s'étaient portées volontaires pour aider à la production, celles qui étaient entrées à l'usine pour éviter la conscription ou celles qui avaient refusé d'adhérer à un syndicat. Pour les autres, le *besoin* est devenu le critère principal, les membres de familles dont plusieurs membres travaillaient à l'usine se voyant accorder la plus faible priorité, tandis que les derniers à être licenciés étaient les travailleurs ayant des personnes à charge, en fonction du nombre de personnes à leur charge¹.

Il convient de noter que les décisions des comités d'usine concernant les licenciements ne mentionnaient même pas l'appartenance des travailleurs à des partis politiques ou leur soutien ou opposition à la révolution d'octobre, alors même que ces plans de licenciement étaient élaborés à un moment où les activités partisans et révolutionnaires battaient leur plein à Petrograd. L'urgence de la situation politique n'a pas non plus conduit à l'idée que les questions d'ancienneté devaient être réglées par des décisions partisans arbitraires des dirigeants révolutionnaires des usines plutôt que par l'application de règles démocratiquement convenues.

Face à l'arbitraire de Trump

Comme indiqué précédemment, les questions d'arbitraire et, plus généralement, d'autoritarisme se posent avec force sous le règne de Donald Trump, incarnation même de ces vices politiques. L'opposition de gauche et populaire à son second mandat a tenté de comprendre les différents aspects de ses actions et menaces clairement dictatoriales à l'aide de divers outils analytiques. Il y a, par exemple, le débat en cours sur la question de savoir si le régime de Trump peut être qualifié de fasciste et, dans l'affirmative, de quel type précisément. D'autres ont laissé de côté ce débat pour se concentrer sur les similitudes entre le régime de Trump et certaines formes spécifiques d'autoritarisme, comme le régime hongrois actuel de Viktor Orbán.

Quoi qu'il en soit, tout en luttant contre Trump et le trumpisme, nous devons approfondir notre analyse de son autoritarisme. Souvent, les actions et les propositions arbitraires de Trump apparaissent, précisément en raison de leur caractère arbitraire et parfois même irrationnel, comme sans précédent et donc «sorties de nulle part». C'est le cas de ses propositions visant à supprimer la disposition sans ambiguïté du 14^e amendement selon laquelle toute personne née dans ce pays est automatiquement citoyenne des États-Unis, de ses propositions visant à ce que les États-Unis s'emparent du Groenland et même du Canada voisin, à changer le nom du golfe du Mexique, à déclarer nuls et non avenue les grâces accordées par Biden à un certain nombre de personnes emprisonnées, et pire encore, sa proposition scandaleuse d'expulser les Palestiniens de Gaza pour créer une «Riviera de Gaza», un autre paradis touristique à la Trump qui serait créé aux dépens et sans le consentement, la participation ou le contrôle des habitants palestiniens de la région, longtemps opprimés, attaqués et maltraités. Il est intéressant de noter que si certaines de ces propositions, comme l'annexion du Groenland, peuvent être présentées de manière conventionnelle comme faisant partie d'une expansion impérialiste ordinaire, Trump se sent obligé de les présenter sous forme d'éclats chauvins et arbitraires, sans doute pour renforcer son attrait auprès de ses partisans d'extrême droite.

1. S. A. Smith, *Red Petrograd: Revolution in the Factories 1917-1918*, Cambridge University Press, 1983, p. 242-243.

Trump, capitaliste lumpen

Il y a près de sept ans, j'ai publié un essai intitulé «Donald Trump. Lumpen Capitalist» (*Jacobin*, 19 octobre 2018) qui tentait d'expliquer la position de Trump dans la société américaine d'un point de vue social et structurel. Contrairement à ce que beaucoup d'Américains ont pensé, Donald Trump n'a pas toujours été couronné de succès, et encore moins un capitaliste «modèle» idéalisé. Tout au long de sa carrière, Trump a déclaré faillite à plusieurs reprises et s'est souvent comporté comme un escroc et un arnaqueur pour gagner rapidement de l'argent, comme dans le cas de l'entreprise corrompue Trump University, de la Donald J. Trump Foundation, tout aussi égoïste et corrompue, et plus récemment de la vente de bibles comme marchandises, des entreprises crypto-présidentielles et des accords familiaux dans les États du Golfe.

Bien que l'on ait fait valoir qu'il y a eu une tendance à des comportements corrompus similaires au sein de la classe capitaliste dans son ensemble (communication personnelle de Robert Brenner), Trump se distingue toujours non seulement par sa conduite capitaliste corrompue, mais aussi par son comportement en tant que harceleur sexuel condamné. De plus, le choix de ses amis et associés est révélateur du genre de personne qu'il est. Parmi ses amis proches, on trouve David J. Pecker, ancien rédacteur en chef du *National Enquirer*, le plus important organe de la presse à scandale aux États-Unis, et Michael Cohen, ancien ami et avocat personnel devenu ennemi (souvent qualifié d'ancien «homme de main»), qui entretenait à son tour des liens étroits avec des membres de la mafia russe. Dans le monde du divertissement et du sport professionnel, Trump a été ami dans le passé avec Mike Tyson et Kanye West, deux personnes étroitement associées à des traits de caractère haineux allant de la violence envers les femmes à l'antisémitisme. Plus important encore, le premier mentor influent de Trump était l'avocat Roy Cohn, qui s'est fait connaître en tant qu'avocat de nul autre que le sénateur Joseph McCarthy, le sénateur chasseur de sorcières du Wisconsin. Selon son biographe Nicholas von Hoffman, l'un des associés de Cohn le décrivait comme «une personne libre de toute règle», de sorte que «tout ce qu'il voulait à

un moment donné était la bonne chose à faire». Cela correspondait bien à l'approche sans scrupule et transactionnelle de Cohn, qui lui a finalement valu d'être radié du barreau de l'État de New York.

En tant que capitaliste «lumpen», Trump le politicien n'est pas un produit organique de la classe capitaliste. Il est plutôt un agent politique externe qui dirige actuellement le système politique, lequel, tant que son fondement essentiel, à savoir le caractère sacré de la propriété privée des entreprises, restera intact, préservera les actifs de la classe dirigeante, mais pas nécessairement selon les conditions de cette dernière. Cela tient *précisément* au comportement arbitraire de Trump, qui résiste, voire refuse, de se conformer à certaines normes et obligations comportementales, même si cela ne signifie pas qu'il ne réagira pas et ne s'adaptera pas aux pressions de la classe dirigeante dans de nombreuses situations.

En outre, bien que des personnalités telles qu'Elon Musk et certaines fractions de la classe dirigeante (comme les compagnies pétrolières) aient soutenu Trump lors de certaines ou de toutes ses trois candidatures à la présidence, il n'a été soutenu par la plupart des membres de la classe dirigeante lors d'aucune de ces élections. Selon Albert Serna Jr. et Anna Massoglia², Kamala Harris a levé des centaines de millions de dollars de plus que Trump. En fait, elle a plus que doublé le montant des fonds électoraux de Trump : 1 156 millions de dollars pour Harris contre 463 millions pour Trump. Même si quelques candidats aux élections de 2024 ont peut-être levé une grande partie de leurs fonds de campagne grâce à de petits dons, ce n'était pas le cas des deux principaux candidats à la présidence. Cependant, une fois élu, de nombreux grands capitalistes, y compris beaucoup d'importants représentants de la classe de la Silicon Valley, se sont prosternés servilement devant Trump, en partie parce qu'ils espéraient bénéficier de son règne même s'ils ne l'avaient pas soutenu lors des élections, et en partie parce qu'ils craignaient peut-être ce qu'il pourrait faire contre leurs intérêts. Cependant, après

2. «Big Money, big stakes : 5 things everyone should know about money in 2024 elections», *Open Secrets*, 6 novembre 2024.



les cent premiers jours du mandat de Trump, de nombreux capitalistes et autres « leaders d'opinion » confrontés au désastre économique causé par le chaos protectionniste de Trump ont commencé à changer de ton et à le critiquer, tandis que la même chose se produisait dans l'ensemble de la société américaine avec la popularité décroissante de Trump.

Donald Trump et Albert Gore en comparaison

Il n'y a peut-être pas de meilleur moyen de montrer le caractère de la politique de Trump par rapport aux intérêts de la classe dirigeante, dans laquelle son arbitraire joue un rôle clé, que de le comparer à Albert Gore. En tant que candidat démocrate à la présidence en 2000, Gore a perdu par une mince marge de 537 voix dans ce qui s'est avéré être l'État décisif de Floride. Mais le recomptage des voix en Floride était loin d'être terminé lorsque la Cour suprême est intervenue et y a mis fin. De plus, contrairement à Trump, qui n'a présenté aucune preuve à l'appui de ses fausses allégations de fraude lors des élections de 2020, Gore aurait pu produire une multitude de preuves démontrant qu'il était le véritable vainqueur en 2000. Des universitaires ont démontré que le bulletin de vote très mal conçu (communément appelé « bulletin papillon ») du comté de Palm Beach, en Floride, a conduit plus de 2000 électeurs démocrates (dont des centaines de Juifs américains) à voter par erreur pour le candidat pro-nazi Pat Buchanan, un nombre supérieur à la marge de victoire certifiée de George W.

Bush dans tout l'État³. De plus, la Commission américaine des droits civils a publié un rapport très détaillé sur les élections de 2000 en Floride, montrant qu'il y avait eu une suppression des électeurs, une diminution systématique et intentionnelle de la participation citoyenne au profit du Parti républicain, en particulier dans le cas des minorités raciales, créée par les règles et l'organisation qui ont présidé aux élections dans cet État ([Commission américaine des droits civils](#)).

Néanmoins, même si Gore avait des arguments très solides pour affirmer qu'il avait remporté les élections en Floride et qu'il était donc le président dûment élu des États-Unis, il a rapidement accepté la décision de la Cour suprême du 9 décembre mettant fin au recomptage et a concédé la victoire à Bush. Le 13 décembre 2000, Gore s'est adressé à la nation dans un discours télévisé, dans lequel il a déclaré que, bien qu'il désapprouve la décision de la Cour suprême, il l'accepte, tout en ajoutant, à propos du président élu Bush :

Il faut maintenant mettre de côté les rancœurs partisans, et que Dieu bénisse sa gestion de ce pays. Ni lui ni moi n'avions prévu ce chemin long et difficile. Certes, aucun de nous ne souhaitait que cela arrive. Mais cela s'est produit et c'est maintenant terminé, résolu comme il se doit, par les institutions honorables de notre démocratie.

3. Jonathan N. Wand et col., « The Butterfly Did It: The Aberrant Vote for Buchanan in Palm Beach County, Florida », *American Political Science Review*, vol. 95, n° 4, 2001.

Nous aurons tout le temps de débattre de nos divergences, mais l'heure est venue de reconnaître que ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise. Même si nous restons fidèles à nos convictions opposées, nous avons un devoir plus important que celui que nous devons à notre parti politique. Nous sommes en Amérique et nous faisons passer notre pays avant notre parti ; nous resterons unis derrière notre nouveau président. («[Discours de concession d'Al Gore lors de l'élection présidentielle de 2000](#)»)

C'étaient les mots du vice-président des États-Unis (1993-2001), un homme qui avait successivement été membre du Congrès, sénateur et vice-président démocrate, associé à l'aile «modérée» et la plus néolibérale de son parti. Il avait grandi à Washington, où son père avait également été membre du Congrès et sénateur représentant l'État du Tennessee. Le discours d'Al Gore était un hommage à la stabilité politique requise par la sécurité et la permanence du système et, en ce sens, il partageait l'esprit de la classe dirigeante. Cela ne signifie pas, bien sûr, que la classe dirigeante se soit réunie dans une salle enfumée (elle ne le fait jamais) pour dicter à Gore ce qu'il devait faire et dire en son nom. Cela signifiait plutôt que Gore, grâce à son éducation, à ses relations politiques et à ses contacts dans le monde des affaires, avait intériorisé les normes et les valeurs d'une classe dominante qui avait besoin et voulait préserver son pouvoir dans des conditions politiques aussi pacifiques et prévisibles que possible. Quoi qu'il en soit, Gore s'en est très bien sorti après avoir «perdu» la présidence en 2000. Outre sa campagne en faveur de la défense de l'environnement, Gore est depuis membre du conseil d'administration d'Apple et conseiller principal de Google. Il est également cofondateur et président de Generation Investment Management et associé chez Kleiner Perkins Caufield & Byers, où il dirige le groupe chargé des solutions au changement climatique.

En dressant le bilan de cet événement très important de l'histoire politique américaine, on pourrait être tenté d'affirmer que le pacte de stabilité entre les dirigeants démocrates et républicains visant à réparer ce qui aurait pu être une fracture dangereuse provoquée par la «solution» très antidémocratique décrétée

par la Cour suprême en 2000 a été scellé par le président élu George W. Bush. Peu après le discours de Gore, Bush Jr. a répondu en reprenant la vieille idée selon laquelle «notre nation doit s'élever au-dessus d'une maison divisée», ajoutant que «les Américains partagent des espoirs, des objectifs et des valeurs bien plus importants que leurs désaccords politiques. Les républicains veulent le meilleur pour notre nation, tout comme les démocrates. Nos votes peuvent différer, mais pas nos espoirs» («[Bush's Remarks](#)»). George W. Bush, comme Al Gore, avait des racines profondes dans la classe dirigeante américaine, étant le fils d'un homme qui avait été magnat du pétrole au Texas, membre du Congrès et président des États-Unis, en plus d'avoir été ambassadeur à l'ONU et directeur de la CIA.

Mais on ne pouvait tirer une telle conclusion qu'au risque d'ignorer un événement troublant qui, rétrospectivement, pouvait être considéré comme contenant les germes de futures menaces pour la démocratie américaine. Le 22 novembre 2000, des centaines de partisans du Parti républicain ont envahi le Stephen P. Clark Government Center à Miami pour protester contre le recomptage des voix dans le comté de Dade. Ces émeutiers républicains ont réussi à interrompre le processus de recomptage à la suite de ce qui a été appelé «l'émeute des Brooks Brothers», car de nombreux participants étaient vêtus de pantalons kaki et de chemises à col boutonné. Il est rapidement apparu que cet événement n'était pas une manifestation spontanée, mais une action organisée par des politiciens conservateurs locaux réunis par Roger Stone, un membre influent du Parti républicain. Rétrospectivement, cet événement peut être considéré comme un précurseur de l'émeute bien plus importante qui a eu lieu au Capitole à Washington, organisée par les partisans de Trump plus de vingt ans plus tard, le 6 janvier 2021, afin d'empêcher le Congrès de déclarer officiellement Biden et Harris vainqueurs de l'élection présidentielle de novembre 2020.

Ainsi, Gore a respecté les règles du jeu, tout comme Bush en apparence, mais avec des résultats manifestement inégaux. Bush a pris soin d'éviter toute apparence d'arbitraire à la Trump, mais il est clair que lui-même ou, à tout le moins, ses proches collaborateurs

ont joué un rôle dans l'«émeute Brooks Brothers». Après tout, Bush Jr. a envoyé l'ancien secrétaire d'État James Baker, un homme connu pour son expérience politique et ses compétences en matière de gestion de crise, pour superviser et organiser les forces républicaines dans le conflit électoral en Floride.

Rien de ce qui précède ne signifie que les politiciens capitalistes ne transgressent généralement pas les règles. En fait, ils le font tout le temps, c'est pratiquement une condition sine qua non de leur carrière, mais seulement jusqu'à un certain point et surtout en secret, ce qui est important du point de vue du maintien de la stabilité et d'au moins une certaine légitimité du système. C'est pourquoi les mensonges extravagants et le comportement scandaleux de Donald Trump constituent une preuve supplémentaire qu'il se moque éperdument de la crédibilité et de la stabilité à long terme du système. La loyauté, que ce soit envers le système ou même envers son propre père lorsqu'il a tenté sans succès, en 1990, de prendre le contrôle total de son entreprise et de sa fortune dans son dos, est un concept étranger à Trump, à moins qu'il ne s'agisse de la loyauté de ses partisans et des fonctionnaires à son égard.

En fait, Trump a même surpassé le record notoire du sinistre mais plus talentueux Richard Nixon. L'homme originaire de Whittier, en Californie, a fait tout ce qu'il pouvait pour rester au pouvoir après la révélation du scandale du Watergate, comme son tristement célèbre «massacre du samedi soir» du 20 octobre 1973, lorsqu'il a limogé le procureur spécial (Watergate) et contraint le ministre de la justice et ses adjoints à démissionner. Nixon est certes resté au pouvoir bien plus longtemps que cela n'aurait été possible dans la plupart des démocraties capitalistes, mais il a finalement démissionné après avoir compris qu'une destitution était inévitable. Bien que Ford ait nié avoir promis une grâce à Nixon, Jeffrey Toobin vient de décrire en détail, dans son livre⁴, les négociations entre les deux hommes politiques pour établir les conditions de la grâce et la propriété d'éléments tels que les documents de l'ancien président.

4. Jeffrey Toobin, *The Pardon: The Politics of Presidential Mercy*, New York, Simon and Schuster, 2025.



Conclusion

Comment Trump a-t-il pu réussir? Il n'y a pas eu de crise économique majeure aux États-Unis comme la dépression mondiale des années 1930 qui a conduit au triomphe du nazisme barbare en Allemagne. Cependant, la récession de 2007-2008 a été très forte et a gravement affecté l'économie américaine, en particulier les minorités et les classes populaires. Cela s'est ajouté à la longue période de désindustrialisation qui a traumatisé la classe ouvrière américaine, réduisant considérablement sa taille et encore plus son pouvoir social et politique, comme le montrent les travaux récents de Lainey Newman et Theda Skocpol sur l'ancien bastion syndical des sidérurgistes dans la région de Pittsburgh⁵. Le Parti démocrate capitaliste néolibéral n'était guère disposé, ni même désireux, d'intervenir sérieusement dans la crise pour tenter de protéger les intérêts de la classe ouvrière et ainsi conserver son soutien électoral. Après tout, le Parti démocrate dépend du soutien financier et politique des intérêts capitalistes qui souffriraient

5. Lainey Newman and Theda Skocpol, *Rust Belt Union Blues. Why Working-Class Voters Are Turning Away from the Democratic Party*, New York, Columbia University Press, 2023.

énormément de tout changement structurel radical aux États-Unis.

Bien sûr, le Parti républicain, l'autre grand parti capitaliste, ne pouvait pas non plus le faire, certainement pas sous la direction de personnes comme le leader républicain à la Chambre des représentants Paul Ryan, qui avait ouvertement préconisé la «réforme» de Medicare (c'est-à-dire la réduction des prestations), ou même les rebelles républicains du Tea Party de 2010, qui avaient fait de l'opposition aux impôts et à l'intervention de l'État dans l'économie leur cheval de bataille⁶. Mais ensuite est arrivé Trump. Contrairement à une perception largement répandue, il a remporté la majorité relative, mais pas la majorité absolue des voix lors des primaires républicaines de 2016, démontrant ainsi la faiblesse et l'incapacité du Parti républicain à s'unir autour d'un candidat orthodoxe de la classe dirigeante tel que Jeb Bush. Trump a opportunément promis de ne pas toucher à Medicare tout en proposant des promesses irréalistes de droits de douane qui feraient croire aux travailleurs qu'il agissait en leur faveur. Il pensait probablement que ses nouveaux droits de douane élevés financeraient son véritable programme, à savoir un ensemble de réductions d'impôts substantielles pour la classe capitaliste, y compris bien sûr ses riches amis et associés. Dans le même temps, les dépenses fédérales seraient réduites grâce au licenciement de milliers de fonctionnaires fédéraux, ce qui faciliterait le processus de réduction des impôts. Néanmoins, il a montré à ses partisans que, contrairement aux autres politiciens républicains et démocrates, il était sérieux et qu'il procéderait immédiatement à la mise en œuvre de ses promesses réactionnaires.

Samuel Farber a publié plusieurs ouvrages sur Cuba et la révolution russe, dont *Che Guevara: ombres et lumières d'un révolutionnaire* (Syllepse, 2017)

Source : [New Politics](#)

Traduction Michel Lanson. Article publié par le [Réseau Bastille](#).

6. Theda Skocpol et Vanessa Williamson, *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

VIENT DE PARAÎTRE

Révolutions ukrainiennes (1917-1919 et 2014)

Zbigniew Marcin Kowalewski

Et si l'indépendance de l'Ukraine avait commencé en 1917 ?

Ce livre retrace l'histoire oubliée d'une révolution nationale ukrainienne née au cœur du chaos de l'effondrement tsariste. Tandis que la Russie bolchevique imposait son modèle centralisé, une gauche ukrainienne luttait pour une république soviétique mais indépendante.

De Kyiv aux confins de l'Empire, c'est un affrontement méconnu entre deux visions de l'émancipation que nous raconte cette enquête historique.



En revenant sur les événements de 1917-1919, puis sur la résurgence de la question ukrainienne en 1991 et 2014, jusqu'à l'invasion de 2022, ce livre interroge les continuités d'un impérialisme russe toujours à l'œuvre. Une plongée saisissante dans un siècle de luttes pour la liberté, à travers le prisme des révolutions, des résistances et des empires.

280 pages / 20 €

Les États ont l'obligation légale de réduire leurs émissions et de protéger le climat

27

C'est un tournant pour le droit international, aux répercussions politiques considérables. Dans un avis consultatif très attendu, rendu mercredi, la Cour internationale de justice (CIJ) affirme que les États ont « l'obligation de prévenir les dommages significatifs à l'environnement » et doivent « coopérer de bonne foi » pour enrayer le changement climatique.

Un rappel solennel – et cinglant – que l'inaction en matière de climat n'est plus seulement un échec politique : elle peut désormais constituer une violation du droit international.

Dans le grand amphithéâtre du palais de la Paix, à La Haye, le président de la plus haute juridiction des Nations unies, le juge Iwasawa Yuji, a lu l'arrêt de la Cour devant une salle archicomble. Le dérèglement climatique, a-t-il souligné, constitue une « menace urgente et existentielle », dont les effets « graves et de grande ampleur [...] affectent à la fois les écosystèmes naturels et les populations humaines ».

Une réponse à la hauteur des enjeux

L'affaire remonte à mars 2023, lorsqu'à l'initiative du Vanuatu, l'Assemblée générale des Nations unies avait saisi la CIJ de deux questions : quelles sont les obligations juridiques des États pour protéger le climat, aujourd'hui et demain ? Et quelles en sont les conséquences s'ils y manquent, notamment à l'égard des pays les plus exposés ?

L'avis consultatif de la cour est à la hauteur des enjeux. Il dresse un cadre juridique robuste, articulé autour du droit international coutumier, des droits humains, du droit de la mer et de plusieurs traités clés, dont la Convention-cadre des Nations unies sur les

changements climatiques de 1992, le protocole de Kyoto de 1997 et l'accord de Paris de 2015.

Le droit n'excuse plus l'inaction

Au cœur de l'avis, une certitude : la complexité de la crise climatique ne peut servir de prétexte à l'inaction. L'obligation de prévention impose aux États des mesures « appropriées », « conséquentes », « rapides » et « durables » pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le principe de précaution s'applique pleinement : « l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte » à l'inaction, tranche la cour.

Autre point décisif : ces obligations ne découlent pas uniquement des traités multilatéraux. Elles relèvent aussi du droit coutumier international, donc applicables à tous les États, qu'ils soient ou non parties aux grands accords climatiques.

La CIJ insiste par ailleurs sur le devoir de coopération, notamment en matière de financement, de transferts de technologies et de soutien aux pays les plus vulnérables. Les États doivent agir avec diligence, et non plus à leur rythme.

Une victoire pour la planète

Même si l'avis consultatif de la CIJ n'est pas juridiquement contraignant, il pourrait redessiner les lignes du droit climatique. Il servira de référence pour les juridictions nationales et internationales, alors que près de 3 000 contentieux climatiques sont déjà engagés dans une soixantaine de pays.

C'est le Vanuatu, petit État du Pacifique menacé par la montée des eaux, qui avait porté la voix des plus vulnérables jusqu'au

prétoire du palais de la Paix. « Cela fait trente ans que nous nous battons [...] Cet avis changera le récit, et c'est ce dont nous avons besoin », a déclaré Ralph Regenvanu, ministre vanuatais du changement climatique, à l'AFP.

La portée politique de cet avis n'a pas échappé au secrétaire général de l'ONU, [António Guterres](#), qui a salué dans un message vidéo l'« avis consultatif historique » de la CIJ. « Elle a clairement indiqué que tous les États sont tenus, en vertu du droit international, de protéger le système climatique mondial », a-t-il souligné. Avant de se réjouir : « C'est une victoire pour notre planète, pour la justice climatique et pour le pouvoir des jeunes de faire bouger les choses ».

Le chef de l'ONU a tenu à rappeler que cet élan venait du terrain : « Des jeunes insulaires du Pacifique ont lancé cet appel à l'humanité tout entière. Et le monde doit y répondre ». Et d'insister sur la portée normative de l'avis :

L'objectif de 1,5°C de l'accord de Paris doit être le fondement de toutes les politiques climatiques, dans le cadre du régime actuel des traités sur le changement climatique.

Une onde de choc mondiale

La Cour ne désigne aucun État fautif. Mais son message est sans détour : tous les gouvernements doivent désormais répondre non seulement devant leurs peuples, mais aussi devant le droit.

Devant le bâtiment, à La Haye, des manifestants brandissaient pancartes et slogans : « La justice climatique maintenant, sans plus attendre ».

Leur cri d'alarme a trouvé écho dans la voix du juge Iwasawa et de ses quatorze confrères. Et dans les principes désormais gravés dans le marbre du droit international.

Source : [ONU info](#), 23 juillet 2025.

Un avis qui peut sauver la justice climatique

[Oxfam](#)

Oxfam-France salue l'avis historique de la Cour de justice internationale (CJI) qui reconnaît que les États doivent intensifier leurs efforts pour réduire les émissions et protéger les populations des impacts du changement climatique, tant au Nord qu'au Sud. La justice internationale reconnaît ainsi que les États doivent réparer les dégâts causés par le changement climatique.

Oxfam est fier d'avoir soutenu des jeunes défenseurs·euses du climat du Pacifique et d'ailleurs qui ont mené un combat courageux qui l'a amené d'une salle de classe de Vanuatu jusqu'à la plus haute juridiction au monde. Leur victoire, aujourd'hui, est une victoire pour l'ensemble de la planète et pour la justice climatique.

L'avis de la CIJ renforce les obligations des États en matière de réduction des gaz à effet de serre, en affirmant que tous doivent agir pour protéger les droits humains. Les pays riches, en particulier, ont la responsabilité d'accélérer leurs efforts afin de respecter l'objectif de 1,5°C de l'accord de Paris. Oxfam plaide depuis longtemps pour une sortie des énergies fossiles, et l'avis confirme désormais qu'un État qui s'abstient de prendre les mesures nécessaires – notamment en poursuivant la production, l'exploration ou le subventionnement des combustibles fossiles – pourrait être tenu responsable d'un manquement à ses obligations internationales.

Les pays riches, dont la France, doivent soutenir financièrement les pays du Sud pour qu'ils puissent réduire leurs émissions. Dans son avis, la Cour reconnaît effectivement que les pays riches ont une obligation légale d'aider les pays du Sud à s'adapter aux conséquences du changement climatique. L'avis a rappelé que ce soutien n'est pas facultatif, mais qu'il découle du droit international.

La CJI offre ainsi un outil puissant précieux qui permet d'exiger des États qu'ils respectent leurs obligations, notamment pour protéger les populations les plus vulnérables. Nous saluons que la Cour de justice ait rejeté les arguments de plusieurs pays qui insistent sur une interprétation minimaliste

de l'accord de Paris et qu'elle ait reconnu que les pays doivent agir pour protéger les droits humains menacés par le changement climatique.

Oxfam-France espère que les négociations de la COP30 à Belém au Brésil permettront de définir des engagements ambitieux de réduction de gaz à effet de serre et que les pays riches s'engageront à financer massivement les actions climatiques dans les pays du Sud.

C'est la fin du déni. Cet avis rappelle que les États, dont la France, sont juridiquement tenus d'agir face à la crise climatique. La France ne peut plus se contenter de demi-mesures. À rebours des arbitrages budgétaires actuels, elle doit engager des investissements massifs dans une transition écologique juste, qui place les plus vulnérables au cœur de l'action, à la fois sur son territoire et en soutenant les pays les plus vulnérables¹.

La France ne doit pas faire des économies avec les droits humains. Pour protéger les personnes les plus vulnérables, elle doit augmenter ses subventions aux pays du Sud afin qu'ils puissent s'adapter à un climat toujours plus hostile et dangereux².

1. Selma Huart, chargée de campagne et de plaidoyer pour Oxfam-France.

2. Robin Ehl, chargé de campagne et de plaidoyer pour Oxfam-France.



Les chemins de la révolution et le marxisme aujourd'hui

Kevin Anderson

Entretien avec Grusha Gilayeva

GRUSHA GILAYEVA. Les éditions Verso ont récemment publié votre nouveau livre, *The Late Marx's Revolutionary Roads: Colonialism, Gender, and Indigenous Communism* [Les voies révolutionnaires du Marx tardif: colonialisme, genre et communisme autochtone]. Il fait suite à votre *Marx at the Margins*¹, qui traitait de l'évolution de la pensée de Marx sur l'autodétermination nationale, l'ethnicité et les sociétés non occidentales au cours de sa vie et de son œuvre. Votre nouvel ouvrage examine de près les carnets ethnologiques de Marx, notamment des documents sur les tribus iroquoises d'Amérique du Nord, les communes rurales indiennes et russes, les anciennes communautés celtiques d'Irlande, etc. Ensemble, ces livres révèlent la complexité de la pensée de Marx, au-delà de toute forme de réductionnisme. Et pourtant, pourquoi devrions-nous lire Marx aujourd'hui, et quel Marx ?

KEVIN ANDERSON: Marx, le plus grand et le plus important critique du capitalisme, revient sur le devant de la scène depuis le début du 21^e siècle, ou du moins depuis la Grande Récession. Ce livre ne doit donc probablement pas être lu isolément [de ses autres travaux]. D'autres discussions, telles que la critique de l'économie politique ou l'analyse de la menace fasciste d'un point de vue marxiste, méritent également notre attention. Mon livre est plutôt une réponse à certaines critiques de Marx formulées au cours du dernier demi-siècle, à partir de la publication de l'ouvrage d'Edward Said, *Orientalism* (1978). Dans les milieux universitaires et intellec-

tuels en général, lorsque l'on évoque Marx, les gens ne disent généralement pas «j'aime le capitalisme, donc Marx a tort» ou «le capitalisme fonctionne très bien, que cela nous plaise ou non. Par conséquent, Marx a tort et est dépassé». Dans les universités [américaines], on entend plus souvent dire que Marx était un homme blanc du 19^e siècle qui ne comprenait pas les questions de genre, de race ou même de colonialisme, et encore moins la sexualité au sens des questions LGBTQ+ ou des questions autochtones – toutes ces préoccupations contemporaines qui motivent une grande partie des mouvements radicaux. Marx est souvent jugé en dehors de ces discussions. Il existe ensuite un groupe plus restreint mais en pleine expansion qui s'identifie davantage à Marx, mais qui affirme qu'il faut plutôt se concentrer sur les questions de classe et d'économie. Ces groupes, que l'on pourrait qualifier de partisans de Bernie Sanders et de partisans de la diversité, de l'équité et de l'inclusion (DEI), se disputent entre eux. J'ai entendu des universitaires dire: «Pourquoi ces hommes blancs veulent-ils toujours parler de classe?»

Je viens d'une tradition marxiste qui parlait déjà de lier ces questions il y a longtemps, autour de la Seconde Guerre mondiale. C'était une petite tendance [organisée autour de C. L. R. James, Grace Lee Boggs et Raya Dunayevskaya], mais sur la base de ce fondement intellectuel, en particulier celui fourni par Dunayevskaya, j'ai toujours considéré Marx comme un penseur multidimensionnel. J'ai mené des recherches approfondies sur ce sujet il y a environ vingt-cinq ans.

Au cours de la dernière décennie, plusieurs autres chercheurs et moi-même avons tenté de montrer que dans ses derniers écrits,

1. Kevin Anderson, *Marx aux antipodes: nations, ethnicité et sociétés non occidentales*, Paris, Syllepse, 2015.

Marx abordait beaucoup de ces questions, par exemple dans ses textes sur la guerre civile américaine, où il traite des questions de race et de classe. Il ne s'agit pas de prouver que Marx n'était pas aussi mauvais qu'on le pensait et qu'on doit simplement poursuivre nos mouvements tels qu'ils sont actuellement.

Bien sûr, Marx a toujours eu une critique très profonde du capital et des classes, donc ma recherche montre qu'en nous intéressant à Marx, on est obligés de regarder le capitalisme, on est obligés de regarder non seulement au niveau local, mais aussi au niveau mondial. Nous devons simplement examiner ces grandes théories qui permettent de comprendre le monde, mais cela n'empêche pas d'être très précis sur une société particulière, une lutte particulière, une ethnie, un genre ou une orientation sexuelle particulière. Nous devons donc trouver un moyen de combiner tout cela.

De nombreuses pensées critiques et radicales ont eu tendance à exclure le capital et les classes sociales de toute réflexion sérieuse. Il y a quelques années, je mettais sur pied un programme interdisciplinaire de premier cycle et je ne trouvais aucun cours sur les classes sociales à l'UCSB. Je suis dans le département de sociologie, et il n'y avait pas de cours régulier sur les classes sociales, ni même sur la stratification sociale. Et dans toute l'université, il n'y avait pas un seul cours dont le titre contenait le mot « classe » ou même « inégalité économique » qui était régulièrement dispensé aux étudiants de premier cycle. Il en va de même, dans une certaine mesure, pour le programme annuel de l'Association américaine de sociologie.

J'espère que mon travail et celui d'autres personnes comme Heather Brown, Kohei Seito, August Nimtz, Marcelo Musto, David Smith et Andrew Hartman (avec son nouveau livre *Karl Marx in America*²) commenceront à changer le discours. Aujourd'hui, on ne peut plus dire aussi facilement ce que Cedric Robinson disait en 1983 contre Marx dans ajouter au moins une note de bas de page précisant que Marx a peut-être été vraiment problématique sur certaines questions au

début, mais qu'il a peut-être surmonté cela dans ses écrits ultérieurs.

GRUSHA GILAYEVA. Quelle est la relation entre les différents Marx et la lutte contre le fascisme ?

KEVIN ANDERSON. Il existe de nombreuses théories de gauche sur le fascisme, mais je pense que les deux meilleures sont la théorie du colonialisme et la tradition développée par Trotsky, que l'on retrouve également chez des auteurs comme Erich Fromm, même si les gens ne se rendent pas compte du lien qui existe entre les deux. Commençons par la seconde. Selon Trotsky et Erich Fromm, ce qui différencie le fascisme des mouvements réactionnaires antérieurs, c'est qu'il dispose d'une base populaire dans la classe moyenne inférieure, la petite bourgeoisie. Le fascisme a donc un attrait populiste en ce sens. En tant que militants de gauche, nous devons donc nous intéresser à cette base sociale et essayer de la détourner du fascisme vers la gauche. La théorie du colonialisme racialisé – je pense qu'Aimé Césaire est l'un des premiers à l'avoir exprimée – soutient que ce qu'Hitler a fait en Europe était déjà largement pratiqué dans les colonies. On peut citer l'exemple le plus évident, celui du roi Léopold au Congo. Les Britanniques et les Français n'étaient pas en reste en matière de brutalité. Tout l'aspect racial du projet colonial, tout ce racisme et cet antagonisme racial, combinés à la forme moderne et racialisée d'antisémitisme qui couvait depuis longtemps dans la culture occidentale, ont éclaté au grand jour avec le fascisme. Ces deux théories ne se rejoignent pas beaucoup, mais elles devraient. Elles reproduisent en quelque sorte les grands débats contemporains au sein de la gauche que j'ai mentionnés.

GRUSHA GILAYEVA. Dans votre livre, vous affirmez également que Marx a changé sa conception de la transformation révolutionnaire, qui part désormais de la périphérie plutôt que du cœur capitaliste. Pourquoi pensez-vous qu'il a fait cela ?

KEVIN ANDERSON. Bien sûr, il y a eu des soulèvements contre le colonialisme bien avant cela, mais prenons-en quelques-uns. À l'époque de Marx, dans les années 1850, il y a eu la révolte des Taiping en Chine, qui n'était

2. Andrew Hartman, *Karl Marx in America*, Chicago, Chicago University Press, 2025.



pas vraiment anticolonialiste, mais qui s'est tout de même déroulée dans une région semi-coloniale. Il y a aussi eu la résistance chinoise lors des deux guerres de l'opium. Il y a eu le soulèvement des Cipayes en Inde en 1857-1858. Cependant, à l'exception peut-être de la révolte des Taiping, ces soulèvements n'avaient pas de programme social en termes d'égalité, de droits des femmes, de choses que nous associons à la gauche, et ils n'étaient pas encore des mouvements de libération nationale. Mais à la fin des années 1860 et dans les années 1870, les soulèvements anticolonialistes ont pris un caractère que l'on pourrait qualifier de gauche ou progressiste.

Marx avait toujours soutenu l'Irlande, mais à la fin des années 1860, il a ouvertement soutenu le mouvement fenian - dont une partie a ensuite donné naissance à l'IRA - et son nationalisme de gauche. À cette époque, les fenians étaient quelque peu éloignés de l'Église et luttaient pour l'émancipation des paysans ainsi que pour l'émancipation nationale. Puis, vous passez à la Russie, qui, à ses yeux, était un pays réactionnaire: elle avait agi comme une force contre-révolutionnaire contre le soulèvement austro-hongrois de 1848, et Marx la considérait comme le gendarme de l'Europe. Après les soulèvements paysans des années 1850, l'abolition du servage en 1861 et la réforme agraire qui l'accompagna en Russie, le mouvement populiste émergea dans les années 1870. Ce sont les populistes [qui voyaient dans la paysannerie et non dans la classe ouvrière l'agent de la révolution socialiste en Russie] qui commencèrent à traduire l'œuvre de Marx, qui fut alors largement discutée. Dans le même temps, après la répression de la Commune de Paris en 1871, le mouvement ouvrier en Europe occidentale a connu un déclin jusqu'à la création de la 2^e Internationale, six ans après la mort de Marx, en 1889.

Si l'on examine empiriquement les possibilités révolutionnaires dans le monde entre 1869 et la mort de Marx en 1883, outre la Commune de Paris qui fut rapidement réprimée en 1871, un immense ferment révolutionnaire est à l'œuvre en Irlande, en Russie et aussi en Inde. Dans les cas de la Russie et de l'Irlande, il existe également un élément de gauche dans les mouvements paysans que Marx considère comme très important.

GRUSHA GILAYEVA. Pouvons-nous alors parler du contexte contemporain : existe-t-il une méthode pour évaluer le potentiel révolutionnaire ou la direction que peut prendre la séquence révolutionnaire ? Pour Marx à la fin de sa vie, comme vous l'expliquez clairement dans *Marx at the Margins*, cela ne pouvait pas facilement commencer en Angleterre, malgré le fait que ce pays était le centre du capitalisme du 19^e siècle et qu'il comptait la plus grande classe ouvrière.

KEVIN ANDERSON. C'est pour moi la partie la plus délicate et je ne l'ai pas entièrement développée dans mon dernier livre sur Marx. Marx dit à plusieurs reprises que les travailleurs anglais ont les plus grands syndicats ; ils constituent de loin la plus grande classe ouvrière industrielle au monde, aucun autre pays ne pouvant même s'approcher du niveau d'industrialisation de la Grande-Bretagne dans les années 1860-1870. C'est donc là que la révolution doit avoir lieu si elle veut vraiment renverser le capitalisme. En même temps, il dit que les travailleurs anglais ont divers facteurs qui les freinent. L'un d'eux est le préjugé contre les travailleurs irlandais à l'intérieur de la Grande-Bretagne qui, selon ses propres termes, est presque aussi grave que la haine raciale que les Blancs pauvres des États du sud de l'Amérique du Nord éprouvent envers les Noirs anciennement esclaves, ce qui divise la classe ouvrière. Les travailleurs anglais doivent donc être stimulés de l'extérieur par le soutien au soulèvement en Irlande. Puis, à la fin des années 1870 et au début des années 1880, Marx commence à penser que la révolution européenne pourrait commencer en Russie et s'étendre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, puis que les Français, avec leur tradition révolutionnaire, interviendraient d'une manière ou d'une autre. C'est ainsi que la pression, mais aussi l'inspiration venant de l'extérieur, feraient le travail. Mais certains interprètent ce revirement dans la pensée de Marx dans un sens quasi maoïste : les travailleurs anglais seraient racistes et réactionnaires, et tout devrait venir de l'extérieur. Je pense cependant qu'il n'aurait pas consacré autant d'encre aux travailleurs anglais s'il n'avait pas cru en leur potentiel révolutionnaire. Après tout, Marx était engagé auprès des travailleurs anglais. Ceux-ci avaient un potentiel révolutionnaire,

mais la révolution était plus complexe et devait nécessairement être internationale.

Comment pouvons-nous en être presque sûrs ? Parce que si, en 1869-1870, Marx écrit à quel point la conscience des travailleurs anglais est déformée, six ans auparavant, il louait encore la classe ouvrière anglaise et sa conscience. Pourquoi ? Parce que pendant la guerre civile américaine, les travailleurs anglais n'ont pas soutenu l'intervention anglaise dans le Sud pour le séparer des États-Unis et permettre à l'Angleterre de continuer à s'approvisionner en coton. Les ouvriers s'opposaient à l'intervention aux côtés du Sud, même au prix de perdre leur emploi, car la guerre civile américaine plongeait les usines textiles dans une crise industrielle majeure, celles-ci ne pouvant plus s'approvisionner en coton. Il ne pouvait donc pas, en l'espace de six ou sept ans, avoir décidé que les ouvriers anglais étaient désormais totalement réactionnaires. Ainsi, le point important n'est pas que Marx cesse tardivement de réfléchir au potentiel socialiste des classes ouvrières dans des pays comme l'Angleterre, la France et les États-Unis, mais qu'il complique [sa compréhension du processus révolutionnaire] en termes de difficultés qui se posent pour développer cette conscience révolutionnaire ainsi que la motivation et le programme de la victoire. Il voit également des possibilités révolutionnaires différentes à travers le monde, de manière plus large qu'il ne l'avait jamais fait auparavant.

GRUSHA GILAYEVA : Alors que nous parlons de ces contradictions complexes, j'aimerais soulever la question du rôle de la Russie dans le capitalisme contemporain, car, comme vous le dites, Marx était attentif à ce qui se passait en Russie. Ce pays n'était pas industrialisé, il était assez réactionnaire et Marx le considérait comme une forme de puissance impérialiste. Trente-cinq ans après la mort de Marx, l'empire russe s'est effondré sous le poids de ses propres contradictions, exacerbées par la Première Guerre mondiale interimpérialiste, et a été remplacé par l'Union soviétique, qui a servi de centre d'attraction pour les mouvements socialistes et communistes du tiers monde, parallèlement et en concurrence avec la Chine après la rupture sino-soviétique dans les années 1960. La Russie de Poutine, issue de la démocratie de marché

mutilée par Eltsine, est toujours considérée par la gauche comme une sorte de force anti-impérialiste progressiste. Quel est votre point de vue sur le rôle de la Russie dans le capitalisme et la politique contemporains à la lumière de son invasion à grande échelle de l'Ukraine ?

KEVIN ANDERSON. Je pense que l'une des caractéristiques du poutinisme, l'idéologie du régime actuel en Russie, est ce mélange étrange entre l'ancien nationalisme slavophile du 19^e siècle et le néostalinisme.

On pourrait dire qu'aujourd'hui, Staline et Alexandre Soljenitsyne, le plus grand ennemi de l'Union soviétique, sont tous deux de grands héros de l'État russe actuel. La Russie est-elle une puissance impérialiste ? Oui. Son pouvoir est principalement régional, ce n'est donc pas comme dans les années 1950, lorsque l'Union soviétique était une grande puissance militaire, politique et économique. Elle était également un modèle attrayant pour certaines personnes. Je ne pense pas que cela existe aujourd'hui. Mais même si la Chine est la deuxième puissance économique mondiale, la Russie est la deuxième puissance militaire. Même si sa technologie est un peu dépassée, la Russie dispose toujours de toutes ces ogives nucléaires et de la capacité de les lancer.

Mais il y a un autre élément important que vous évoquez dans votre question et qui s'applique à l'ensemble du groupe BRICS. Même si ces pays constituent un contrepoids à l'hégémonie américaine, qu'est-ce que cela signifie ? Leurs politiques sont généralement néolibérales. Qu'est-ce que cela signifie pour un pays africain, par exemple ? Au lieu d'avoir la Légion étrangère française, ils auront le groupe Wagner. N'est-ce pas une grande amélioration ? Ce n'est pas Che Guevara, ni même la Révolution culturelle de Mao qui, aussi horrible qu'elle ait été, prétendait au moins changer les relations humaines de manière radicale. Non, c'est comme si nous voulions une plus grande part du gâteau, mais que nous voulions que le gâteau ait exactement le même goût, le même glaçage et tout le reste. C'est bien sûr la faiblesse de la gauche qui la conduit à ce genre de raisonnement.

Cela nous rend malheureux de voir les États-Unis aider Israël à marteler l'Iran sans

que rien ne semble pouvoir s'y opposer. Il y a un désir ardent de voir quelqu'un défier les États-Unis et leurs alliés. Les personnes qui sont mécontentes de l'impérialisme américain voient Poutine envahir l'Ukraine et la Chine montrer sa puissance économique et ne pas se soumettre aux droits de douane américains. Il y a une raison pour laquelle les gens disent : « C'est bien, au moins ils ne peuvent pas faire tout ce qu'ils veulent », mais il n'y a aucun programme positif là-dedans.

Cela nous ramène à la raison pour laquelle Marx était si enthousiaste à propos de la Russie dans les années 1870. Bien sûr, il voyait les intellectuels en contact avec les mouvements révolutionnaires qui se formaient, traduisant *Le Capital* et en débattant, mais son intérêt pour la commune villageoise ou le mir ne signifie pas qu'il pensait que le soulèvement paysan s'ajouterait simplement au mouvement socialiste occidental afin d'affaiblir un peu le système. Ce qu'il voyait dans la communauté paysanne, c'était un véritable projet communiste en puissance. Il prend toutefois bien soin de préciser qu'il ne pense pas que le village communautaire russe puisse être défendu et développé uniquement sur ses propres bases, en rejetant les influences étrangères et capitalistes. Il dit très clairement qu'il doit s'allier au mouvement ouvrier révolutionnaire occidental et à la technologie moderne...

GRUSHA GILAYEVA. Vous citez les sociétés communautaires indigènes ainsi que les communes paysannes parmi les sujets révolutionnaires potentiels étudiés par Marx à la fin de sa vie. Qu'est-ce que cela signifie pour la stratégie révolutionnaire de la gauche aujourd'hui ? Étant donné qu'en Russie, par exemple, le nombre d'autochtones est en baisse constante ?

KEVIN ANDERSON. Eh bien, partout. Je veux dire, il y a des exceptions comme la Bolivie, qui a, je crois, une majorité autochtone qui parle peut-être d'autres langues que l'espagnol comme première langue. Pour être précis, je parle des populations rurales, car le village russe n'était pas [ce que nous entendons aujourd'hui par] une communauté autochtone. Les différentes formes de communisme prémoderne qui persistent sous différentes formes sont très intéressantes. Lorsque les gens quittent les zones rurales

pour s'installer dans les villes, ils emportent avec eux des sensibilités différentes. Si l'on prend l'exemple de la Turquie, le pouvoir d'Erdogan s'explique souvent par son appui sur la population rurale récemment urbanisée, qui est considérée comme favorable à l'islam politique, à l'interdiction de l'alcool et au port du voile pour les femmes. Si cela est vrai, il y a ce côté rural et même certaines populations autochtones, mais il y a aussi l'autre côté : un sens plus fort de l'identité collective et de la solidarité sociale, par opposition à l'individualisme bourgeois. Ces populations nouvellement prolétarisées apportent avec elles leurs propres formes de coopération et de solidarité.

Cela renvoie également à un vieux débat au sein même du prolétariat occidental : qui sont les travailleurs les plus révolutionnaires dans une ville comme Chicago ? S'agit-il des ouvriers allemands qualifiés d'origine américaine [nés aux États-Unis], comme les frères Reuther – et surtout ceux qui se situaient plus à gauche qu'eux –, qui étaient des ouvriers industriels de deuxième ou troisième génération, qualifiés, engagés dans les mouvements syndicaux et lecteurs de littérature socialiste ? D'accord, il y a du vrai dans cela : ce sont les travailleurs « avancés », comme on les appellerait dans le lexique socialiste. Mais qu'en est-il de personnes comme mon vieux camarade Charles Denby, auteur de *Indignant Heart, a Black Worker's Journal* ? Il est arrivé à Detroit en 1943, en pleine guerre ; il ne savait même pas ce que signifiait le mot « grève ». Mais il y a alors beaucoup de travailleurs noirs qui arrivent du Sud et ils sont vraiment en colère parce qu'ils pensent qu'ils seront libres dans le Nord et ils sont choqués quand ils découvrent qu'ils ne le sont pas. Denby lance donc une grève en disant que les travailleurs doivent tous quitter leur emploi en même temps parce qu'il y a beaucoup de travail dans la rue et ils obligent la direction à accepter leurs conditions. Quels sont les travailleurs les plus révolutionnaires ? Dans cette situation, les nouveaux travailleurs noirs. Mais je pense que nous avons besoin des deux.

Nous n'aurions pas cette conversation si nous ne pensions pas qu'il est important pour les mouvements sociaux de conserver une grande partie de ces discussions et traditions, car aucun de nous n'est un pur

universitaire, aucun n'est lié au militantisme. En même temps, je pense que nous devons reconnaître que certaines des luttes les plus révolutionnaires viennent de personnes qui ne connaissent même pas le vocabulaire socialiste.

GRUSHA GILAYEVA. Je me demande simplement si l'on peut tirer une méthode ou des critères de la trajectoire de la pensée de Marx telle que vous l'avez décrite. Quand il s'agit de réfléchir aux sujets et aux alliés dans la lutte pour un changement révolutionnaire. Lénine s'est servi de la lettre de Marx à Meyer et Vogt pour affirmer que le prolétariat d'une nation oppressive devait soutenir la lutte d'une nation opprimée pour son autodétermination. Pensez-vous que nous devons revenir à Marx pour légitimer de telles affirmations ou pensez-vous que Marx est utile pour trouver une méthode permettant d'établir de telles distinctions ?

KEVIN ANDERSON. Je veux dire que Marx n'est plus une figure d'autorité, probablement nulle part, même s'il est peut-être plus respecté dans quelques grands pays comme le Brésil ou l'Inde, et bien sûr dans quelques petits pays. Il y a encore beaucoup d'intellectuels et de mouvements sociaux marxistes dans ces pays. Je laisse de côté la Chine, où le marxisme relève davantage du carriérisme que d'une véritable adhésion à la pensée marxiste. Lénine a peut-être été le premier à utiliser le terme « mouvements de libération nationale ». S'agit-il d'un mouvement nationaliste ? Il est anti-impérialiste, mais est-il libérateur ? Est-il réactionnaire ? Ou est-ce une combinaison des deux ? Marx et Engels utilisent déjà dans le Manifeste communiste une phrase qui semble s'opposer à tout nationalisme : « Les travailleurs n'ont pas de patrie ». Et pourtant, dans les dernières pages du Manifeste, ils insistent également sur le fait que la classe ouvrière doit soutenir la Pologne et sa quête d'indépendance en tant que nation. Marx ne le dit pas, mais je pense que dans mon livre *A Political Sociology of Twenty-First Century Revolutions*, le genre est souvent utilisé comme un très bon test révélateur. C'est l'un des moyens de distinguer les mouvements plus fondamentalistes comme ceux de l'ayatollah iranien ou des Frères musulmans, qui sont anti-impérialistes et soutiennent les Palestiniens, mais dont

le contenu sociopolitique est, entre autres, conservateur au mieux. Et puis, il y a des mouvements explicitement de gauche, que la gauche mondiale peut très facilement soutenir, comme le Rojava en Syrie. Mais lorsque des soulèvements gigantesques comme le Printemps arabe ont eu lieu, ils n'étaient pas explicitement de gauche, mais ils n'étaient certainement pas fondamentalistes ou islamistes. Ces jeunes, et même ceux qui venaient des groupes islamistes, n'étaient pas comme en Iran en 1978. «L'islam est la solution» n'était pas le slogan scandé dans les rues de Tunisie ou d'Égypte en 2011. Lorsque nous examinons divers mouvements anti-impérialistes, nous pouvons souvent utiliser le genre – ainsi que la classe, bien sûr – pour nous aider à les évaluer.

GRUSHA GILAYEVA. Dans *Political Sociology*, vous soulignez également le lien entre la lutte du peuple palestinien contre Israël et celle du peuple ukrainien contre l'agression russe. Comment est-il possible d'établir ce lien ? Cela semble aller à l'encontre de la position dominante de la gauche américaine. Si tout le monde s'accorde à soutenir la Palestine, l'opinion est totalement différente lorsqu'il s'agit de l'Ukraine.

KEVIN ANDERSON. Eh bien, d'un point de vue purement empirique, nous pouvons parler de la répression sévère qui sévit actuellement dans des pays comme le Myanmar/Birmanie, où le soulèvement est violemment réprimé par l'armée. Mais même là-bas, l'armée ne dit pas qu'elle va se débarrasser du peuple birman. Alors que les Israéliens et les États-Unis sous Trump, d'un côté, et les Russes et les Biélorusses, de l'autre, nient à des peuples entiers leur droit à l'existence. La Russie dit : «L'Ukraine n'existe même pas vraiment en tant que pays. Elle n'a jamais existé. L'ukrainien n'est qu'un dialecte du russe. Et ceux qui pensent qu'elle existe sont tous des fascistes et des nazis. C'est pourquoi ils doivent être exterminés.» Et Trump et les Israéliens affirment de plus en plus qu'ils pourraient expulser tous les Palestiniens, non seulement de Gaza, mais aussi de Cisjordanie, pour les envoyer on ne sait où, mais les chasser, voire pire. Il est donc compréhensible que notre gauche se préoccupe de la Palestine, car nous finançons, conseillons militairement et soutenons la guerre à Gaza par le biais de

notre gouvernement et de toutes nos institutions. Il est également compréhensible que, dans les médias grand public, les Ukrainiens soient présentés comme des héros pour des raisons géopolitiques. Mais ces luttes sont très similaires.

J'ai vu la petite gauche au sein de la communauté ukrainienne. Et il y a une petite gauche dans la communauté russe en exil.

Je vois ces groupes ukrainiens de gauche prendre des résolutions sur la Palestine, mais je ne vois pas les groupes pro-palestiniens en Occident prendre des résolutions et manifester leur soutien à l'Ukraine. Au contraire, je les vois rester silencieux.

C'est très regrettable. Mais c'est la bataille qui doit être menée si nous adoptons une vision plus globale. Après la fameuse rencontre à la Maison Blanche entre Zelensky et Trump, les États-Unis ont retiré leur soutien à l'Ukraine. Sans cette aide extérieure, nous pourrions voir une partie importante du territoire ukrainien être lentement annexée. Je ne pense pas qu'ils puissent être conquis, mais ils peuvent être divisés.

Et c'est vraiment horrible, car le manque de soutien éloigne les Ukrainiens et les pro-Ukrainiens de la gauche. Plus quelqu'un comme Zelensky dit «nous soutenons Israël parce que son projet de lutte contre le terrorisme et la violence est le même que le nôtre», plus il est difficile pour la gauche de soutenir l'Ukraine. Il est certain que les trumpistes n'ont aucun mal à voir la similitude entre l'Ukraine et la Palestine, puisqu'ils veulent écraser les deux. Je n'exagérerais pas dans le livre quand je disais que ce sont des luttes pour l'existence même de ces nations. Et nous voyons Trump du mauvais côté dans les deux cas. Peut-être que cela réveillera un peu les gens.

Je pense que le fait que même la gauche ne puisse pas faire plus est un signe de la nature réactionnaire de notre époque. Je me souviens de 1968 en Tchécoslovaquie ou de 1980 en Pologne, et comment une plus grande partie de la gauche mondiale soutenait alors la Pologne et la Tchécoslovaquie qu'elle ne soutient aujourd'hui l'Ukraine. La gauche elle-même était beaucoup plus importante à l'époque. Et bien sûr, quand la gauche est plus importante, cela signifie qu'elle dispose d'une base sociale plus large. Si vous avez un groupe de quelques milliers



de personnes fortement attachées à un certain type de politique, vous pouvez soutenir implicitement ou explicitement des régimes comme celui d'Assad en Syrie ou même la Corée du Nord sans perdre beaucoup de monde. Mais si vous avez une base dans la classe ouvrière ou une autre force sociale importante, elle va quitter votre parti, comme cela s'est produit avec le Parti communiste français après 1956 et 1968.

GRUSHA GILAYEVA. Pensez-vous qu'il existe une tendance à gauche à assimiler l'État au peuple ? Beaucoup de gens à gauche considèrent que Vladimir Poutine représente en quelque sorte le peuple russe, malgré toutes les élections truquées qu'il a organisées. Zelensky incarne également la volonté du peuple ukrainien et, curieusement, le Hamas incarne aussi la volonté du peuple palestinien. Mais cette tendance ne s'applique pas aux États-Unis, où personne ne nie que le fossé entre une partie du peuple et le gouvernement ne pourrait être plus grand.

KEVIN ANDERSON. Cette façon de penser remonte au moins au stalinisme. Les staliniens affirmaient très clairement que certains peuples étaient presque toujours révolutionnaires et d'autres réactionnaires. Par exemple, les Tchétchènes étaient considérés comme réactionnaires et ont donc été déportés vers le Kazakhstan. Dans un discours prononcé au début des années 1930, Staline affirmait que le peuple russe, et non le peuple soviétique,

était le plus révolutionnaire. Et bien sûr, si nous sommes révolutionnaires, alors si nous allons en Ukraine, c'est que nous faisons quelque chose de bien. Il y a donc cette tendance à marginaliser, et je pense que plus on s'éloigne du soi-disant centre occidental, plus il devient facile, aux yeux des cultures dominantes mondiales, de le faire. Il est difficile pour les gens, à cause de l'orientalisme et autres, de voir le peuple palestinien comme différent. Je travaille beaucoup sur l'Iran et il est très difficile pour les gens [aux États-Unis] de voir la population iranienne comme différente en ce sens.

C'est un problème majeur, et c'est bien sûr là que la classe sociale prend toute son importance. Toutes les sociétés que je connais dans le monde aujourd'hui ont des classes dirigeantes. D'après ce que nous pouvons en juger, la Chine est peut-être le pays qui présente les plus grandes inégalités économiques parmi les nations vraiment puissantes. Elle compte également de nombreux milliardaires, alors que la population dans son ensemble est beaucoup plus pauvre que dans les pays occidentaux. Le fossé économique en Chine est donc en réalité plus important qu'en France ou aux États-Unis. Nous savons également, grâce à l'indice de Gini, que l'Afrique du Sud est le pays le plus inégalitaire au monde. Même dans les années 1960, on n'entendait pas beaucoup parler de classe dans le cadre des mouvements anti-impérialistes. Et l'Ukraine ne s'oppose même pas à l'impérialisme de

l'UE et de l'Amérique du Nord, contrairement à Poutine qui prétend le contraire. Il y a une raison supplémentaire pour laquelle cela est regrettable, car si nous pouvions un jour devenir plus importants que nous ne le sommes actuellement, il serait très difficile, en tant que gauche, de dire que nous soutenons le socialisme démocratique sans pouvoir nous prononcer sur les actions de Poutine en Ukraine, ou que nous ne pouvons pas critiquer le régime iranien parce que ce n'est pas le bon moment, alors qu'il est sous le feu des critiques d'Israël et des États-Unis. Cela est lié au type de société que nous souhaitons avoir. L'une des raisons pour lesquelles nous soutenions la Tchécoslovaquie quand j'étais jeune était que nous nous opposions au socialisme officiel de l'URSS. Si vous ne faites pas cela, vous finissez par proposer un projet intellectuel et politique vraiment obscur.

Une dernière chose : aux États-Unis, nous faisons partie de cet appareil impérialiste géant ; pendant des décennies, notre gouvernement n'a cessé de juger les autres pays – même si le trumpisme a rendu cette attitude plus cynique – en les qualifiant de non démocratiques, etc. En réponse, la gauche estime également que nous n'avons donc pas le droit de critiquer la Chine ou d'autres États, comme si cela était anti-socialiste ou anti-marxiste. Mais notre analyse des classes, du genre ou de l'ethnicité doit-elle s'arrêter aux frontières des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon ? Ou pouvons-nous l'appliquer à des endroits comme la Chine, la Russie ou le Moyen-Orient ? Bien sûr que oui.

Sinon, il y aura toujours des forces de gauche ou progressistes dont nous n'entendons pas parler. Nous devons au contraire les soutenir dans tous les pays du monde. Agir autrement reviendrait à rompre avec Marx et le meilleur de la tradition marxiste.

GRUSHA GILAYEVA. Je suis heureuse que vous mentionniez l'Iran, car la position à adopter face à la situation actuelle est très difficile à déterminer. D'un côté, il y a une sorte d'anti-impérialisme réductionniste qui dirait que toute action contre le régime iranien revient à soutenir la présence américaine au Moyen-Orient. De l'autre, il y a une autre position réductionniste, partagée par une partie

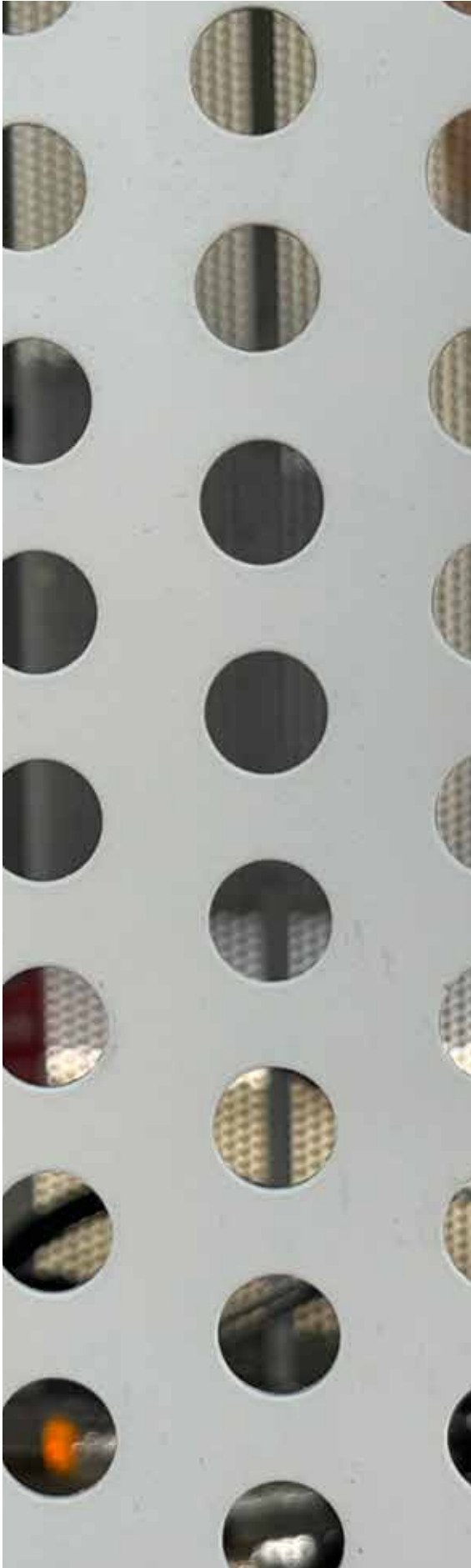
des émigrés iraniens, qui soutiendrait toute forme d'intervention et de renversement du régime en Iran, même si cela impliquait la destruction totale du pays. Il semble y avoir deux positions opposées, et aucune des deux ne semble tout à fait juste.

KEVIN ANDERSON. Bien sûr. Je ne vois aucun autre pays du Moyen-Orient qui ait connu autant de soulèvements populaires au cours du siècle dernier, depuis la révolution constitutionnelle de 1906 jusqu'à la période de **Mossaddegh** dans les années 1950, avec un gouvernement élu mais militant nationaliste, puis la grande révolution de 1978-1979, puis plusieurs mouvements sociaux de grande ampleur, dont le **Mouvement vert** en 2009 et le soulèvement des femmes et des Kurdes-Baloutches en 2022. Nous devons réfléchir à la complexité et aux différentes forces en présence dans ces mouvements en Iran. Mais je ne pense pas que la population iranienne va réagir positivement à des bombardements. Netanyahu a prononcé un **discours** dans lequel il a salué le mouvement «femme, vie, liberté» de 2022, puis a souligné le fait que l'armée de l'air israélienne compte des femmes pilotes et que l'une d'entre elles bombardait l'Iran à ce moment-là. Je pense qu'il voyait cela comme une tentative de séduire la population iranienne. Nous savons que la gauche en Iran est moins importante qu'autrefois.

Il existe également des mouvements syndicaux en Iran, bien sûr, et, comme je l'ai mentionné, d'importants mouvements féminins et ethniques.

GRUSHA GILAYEVA. Vous avez déjà évoqué les récentes manifestations contre Trump lors de son défilé militaire du 14 juin. Comment évaluez-vous ces manifestations ? Sont-elles le signe d'un retour vers un certain statu quo libéral ou pensez-vous qu'il soit possible de relier ce mouvement à d'autres luttes au-delà des frontières américaines ?

KEVIN ANDERSON. Bien sûr, ce potentiel existe, car les dirigeants du Parti démocrate se sont vraiment discrédités, d'abord sur la question palestinienne, et maintenant, on voit que beaucoup d'entre eux restent silencieux sur l'intervention américaine en Iran. Si vous regardez le mouvement anti-Trump de 2017, j'ai assisté à la grande manifestation de la



Marche des femmes à Los Angeles, et le maire, les sénateurs, tous étaient là, tous prenaient la parole. Cette fois-ci, en Californie, aucun politicien important ne s'est associé aux manifestations. Cela s'est produit dans certains États, mais ici, les politiciens démocrates ont gardé leurs distances. Mais il ne s'agit pas seulement de la marche, il y a aussi les gens qui descendent dans la rue pour soutenir les immigrants. La présence des troupes ici, à Los Angeles, est une véritable provocation et une partie de la population manifeste tous les jours parce que nous ne voulons pas de ces [troupes](#) ici.

Bien sûr, les manifestations se heurtent au problème des grandes institutions, avec le Parti démocrate qui les freine. Quelles sont donc les bases institutionnelles ou sociales de l'opposition? Les universités? Harvard a enfin commencé à résister, mais les universités ont beaucoup capitulé, en particulier sur la question palestinienne. Pourquoi les universités ne peuvent-elles pas s'exprimer sur la Palestine? Parce que les universités publiques de Californie ont besoin du soutien du législateur, et si elles s'expriment sur la Palestine, l'État va réduire leur budget, et les universités le savent. Quelles sont donc les deux plus grandes organisations qui ne reçoivent pas de financement des financiers de Wall Street, qui ne reçoivent pas de financement des fondations libérales, qui ne reçoivent pas de financement du gouvernement? Les syndicats et les églises. L'Église noire et les autres Églises progressistes, et même dans une certaine mesure l'Église catholique sous les deux derniers papes, se sont exprimées haut et fort sur les droits des immigrants et les droits des travailleurs. Quand on pense à la façon dont l'administration Trump a licencié tous ces fonctionnaires fédéraux, c'est ce que tous les travailleurs redoutent. Et Elon Musk est pour eux le pire cauchemar d'un employeur. Nous avons les jeunes et les communautés latino-américaines qui descendent en masse dans la rue, mais je parle de ces deux groupes parce qu'ils sont bien organisés, bien financés et présents dans tous les États.

Il y a beaucoup d'espoir. Surtout après les manifestations du 1^{er} mai, j'ai commencé à réaliser qu'il y aurait beaucoup plus de résistance. Je suis à l'université de Californie et je pense que l'université de Californie

pourrait subir un sort pire encore que celui réservé à Harvard. Je pense simplement qu'ils attendent le moment propice pour agir, et que les prochaines années vont être vraiment horribles. Il faut également s'intéresser à l'Amérique rurale, qui a été un bastion important des partisans de Trump, du moins sur le plan électoral, mais il faut noter que leur proportion dépasse rarement 60 %. Ceux qui s'opposent au fascisme trumpiste peuvent se sentir isolés. Mais le 14 juin, des manifestations ont eu lieu dans ce type de régions. Par exemple, dans la petite ville rurale de Glens Falls, dans l'État de New York, il y a eu une [manifestation](#) assez importante. Les anti-Trump dans ces régions, où ils ne voient que des affiches et des autocollants de Trump, se rendent compte qu'ils ne sont pas si peu nombreux. Les gens sont confrontés à beaucoup de répression – regardez ce qui [est arrivé](#) au sénateur californien Alex Padilla, qui a été traîné hors d'une conférence de presse et menotté... Cela fait peur aux gens. Mais pensez à tous les habitants d'une petite ville où la plupart des employeurs sont républicains et ont tendance à aimer Trump : si vous allez à un rassemblement dans une petite ville, vous vous exposez et même si vous portez un masque, ils sauront qui vous êtes dans une ville de 15 000 habitant·es. Les gens vont devoir faire face à cela au travail, être licenciés, en particulier les jeunes. Nous avons déjà vécu cela auparavant, mais jamais à cette échelle.

La situation actuelle avec l'Iran nous pose beaucoup de difficultés, car elle pousse une partie du Parti démocrate à soutenir encore plus Israël et, dans le même temps, alimente les factions les plus sectaires de la gauche. D'un autre côté, une grande partie de la population, y compris la base électorale de Trump, s'oppose à une troisième guerre au Moyen-Orient. Comment peut-on affirmer que les États-Unis doivent s'impliquer et que cette fois-ci, les choses seront différentes ? J'ai entendu un expert militaire sur NPR ce matin qui disait que pour atteindre les installations souterraines, il faudrait envoyer des commandos, et que ceux-ci devraient probablement être américains. Je pense que nous ne vivons pas encore sous un régime fasciste, mais je considère le trumpisme comme un mouvement fasciste, même s'il n'a pas encore complètement pris le contrôle de la

société. Il progresse toutefois rapidement, et l'opposition descend également dans la rue. Ne rien faire n'est pas une option, donc que nous ayons ou non une réelle chance de réussir, nous devons quand même agir.

Kevin B. Anderson a notamment participé à la fin des années 1960 dans le Students for a Democratic Society et au Black Panther Defense Committee. Dans les années 1970, il est chauffeur de taxi et milite dans la Taxi Rank & File Coalition. membre de l'organisation marxiste-humaniste internationale, il enseigne ensuite à Chicago et à l'université de Californie à Santa Barbara. Il est également actif dans les mouvements de justice sociale dans la région de Los Angeles, où il travaille avec l'Organisation marxiste-humaniste internationale. Il a notamment publié : *The Late Marx's Revolutionary Roads: On Colonialism, Gender, and Indigenous Communism* (Verso, 2025) ; Il est également l'auteur de *Marx aux antipodes : nations, ethnicité et sociétés non occidentales* (Syllepse, 2015) ; *A Political Sociology of Twenty-First Century Revolutions and Resistances: From the Arab World and Iran to Ukraine, Africa, and France* (Routledge, 2024). Il collabore à *New Politics*, *The International Marxist-Humanist*, *LA Progressive* et *Jacobin*.

Lire la préface à l'édition française de *Marx aux antipodes : nations, ethnicité et sociétés non occidentales* sur [Entre les lignes entre les mots](#).

Entretien publié dans [Posle](#). Traduction Michel Lanson pour le [Réseau Bastille](#).

ADRESSES À VISITER

CLIQUER SUR LES COUVERTURES

Posle («Après» en russe)

Après l'invasion russe en Ukraine, la vie dans les deux pays ne sera plus jamais la même. Mais pour pouvoir continuer à vivre et à agir, nous devons trouver des réponses à certaines questions cruciales. Pourquoi cette guerre a-t-elle commencé ? Pourquoi est-elle si difficile à arrêter ? À quoi ressemblera l'avenir après la guerre ?

Posle, qui paraît en russe et en anglais, est une tentative de réponse à ces questions. En tant que communauté d'auteur-es partageant les mêmes idées, nous condamnons la guerre qui a déclenché une catastrophe humanitaire, causé des destructions colossales et entraîné le massacre de civils en Ukraine. Cette même guerre a provoqué une vague de répression et de censure en Russie. En tant que membres de la gauche, nous ne pouvons pas considérer cette guerre indépendamment des immenses inégalités sociales et de l'impuissance de la majorité travailluse. Bien sûr, nous ne pouvons pas non plus ignorer l'idéologie impérialiste qui s'efforce de maintenir le statu quo et se nourrit du discours militariste, de la xénophobie et du fanatisme.

Notre site se propose d'examiner la structure de ces problèmes et d'imaginer une issue. *Posle* accueille et est ouvert aux universitaires, aux journalistes, aux militant·es et aux témoins oculaires – à tous ceux et celles qui cherchent à comprendre le présent et à réfléchir à l'avenir.



Amandla!

Créée en 2007, le magazine bimestriel et le site web, *Amandla!* vise à promouvoir la discussion et le débat en faveur d'une nouvelle politique de gauche et anticapitaliste en Afrique du Sud.

Amandla! couvre et analyse les processus, événements et luttes politiques, économiques et sociaux actuels dans une perspective radicale.

Amandla! présente les activités et les débats des mouvements sociaux et syndicaux et organisations populaires d'Afrique du Sud, offrant un aperçu de leurs défis, de leurs luttes, de leurs programmes et de leurs stratégies.

Amandla! présente des propositions provenant d'un large éventail de sources pour des stratégies et des perspectives alternatives susceptibles d'approfondir le processus de transformation sociale en Afrique du Sud et sur le continent.

Amandla! vise à créer un espace ouvert de discussion des perspectives de la gauche et de contribuer ainsi à une plus grande collaboration entre de larges sections de la gauche, des militants et des intellectuels de différentes traditions et régions du pays.



Les fondements structurels de la violence sexiste en Afrique du Sud

Roomaan Leach

Toutes les dix minutes, quelque part dans le monde, une femme meurt de la main de quelqu'un qui prétendait l'aimer. En Afrique du Sud, ces morts se succèdent à un rythme particulièrement soutenu. Sur 100 000 femmes, 5,5 sont tuées chaque année par leur compagnon, un chiffre qui reflète des siècles de brutalité et semble tourner en dérision tous les chants de liberté jamais entonnés. Depuis le début de cet article, les noms se sont multipliés : Ntokozo Masilela Ngwenya (21 ans), Motlalepule Kai (43 ans), Thabisa Kula-Peter (49 ans), Shelma Malesa (30 ans), Londeka Mbhele (24 ans), Nomsa Sheila Maille (37 ans), Zazile Rose Magubane-Nhlabathi (43 ans), Nolusapho Eunice Yola (75 ans), Neliswa Cele, Nhlonipho Ntombi Maseko (31 ans), Olorato Mongale (30 ans). Chacun de ces décès vient s'ajouter aux statistiques d'une crise que la société sud-africaine a appris à mesurer avec une précision dévastatrice mais qu'elle peine toujours à traiter par une transformation structurelle.

En 2019, le président Cyril Ramaphosa a reconnu la situation de violence sexiste en Afrique du Sud comme une urgence nationale. Les analyses récentes se concentrent généralement sur les défaillances institutionnelles immédiatement visibles : manque de ressources des services de police, surcharge des tribunaux et inefficacité des ordonnances de protection. Ces déficiences organisationnelles, ces lacunes en matière de formation et ces insuffisances financières sont minutieusement répertoriées. Cependant, cette approche analytique ne tient pas compte du fait que ces « défaillances du système » ne sont pas accidentelles : elles sont la conséquence logique de fondements sociaux

qui ont normalisé la violence à l'égard des femmes il y a plusieurs siècles.

Le taux de féminicides en Afrique du Sud est cinq fois supérieur à la moyenne mondiale. Environ une centaine de viols sont signalés chaque jour, mais ce chiffre ne représente qu'une fraction des faits réels, en raison d'un grave problème de non-signalement. Au moins 51 % des femmes sud-africaines sont victimes de violences conjugales. Face à cette situation, il est nécessaire de mettre en place des cadres d'analyse qui s'attaquent aux racines historiques du problème, plutôt que de traiter cette violence comme un trouble isolé. Ces statistiques ne sont pas de simples abstractions numériques : elles représentent les expériences vécues par des mères, des sœurs, des filles, des amies et nos ancêtres, dont les souffrances sont directement liées à la violence profondément enracinée qui a façonné la société sud-africaine.

Les fondements coloniaux et la violence idéologique

La conquête coloniale a nécessité le démantèlement systématique des relations sociales autochtones et leur remplacement par des structures coloniales hiérarchiques au service du capitalisme extractiviste. Les systèmes traditionnels de propriété foncière maintenaient des relations communautaires soutenables avec la terre. Ils ont été détruits et remplacés par la propriété individuelle. De même, les autorités coloniales ont procédé à une réorganisation en profondeur des systèmes de parenté autochtones et des relations entre les sexes afin de créer de nouvelles formes d'organisation sociale fondées sur la domination plutôt que sur la collaboration.

Lorsque les colonisateurs européens ont dressé les premières cartes du territoire sud-africain, ils ont considéré la terre et le corps des femmes comme une seule et même cible sur laquelle exercer leur domination. Le langage colonial présentait toujours les femmes comme des extensions de la terre, primitives, faciles à conquérir et bonnes à exploiter. La destruction de l'environnement, avec l'abattage des arbres, le dépouillement des sols et l'empoisonnement de l'eau, servait à couper les Africains de leurs territoires, auxquels ils étaient spirituellement liés. Violer la terre, c'était donc violer son peuple. Cela a établi une logique fondamentale qui liait la violation du territoire à celle du corps. Cette fusion entre langage et idéologie n'était pas fortuite. Il s'agissait d'une stratégie délibérée, conçue pour normaliser la violence comme moyen de conquête. Des termes tels que «prendre», «pénétrer» et «posséder» s'appliquaient aussi bien à l'acquisition territoriale qu'à la domination sexuelle. Cela a établi un cadre conceptuel dans lequel le viol est devenu à la fois la violation des femmes et la violation de la terre.

Les corps des femmes sont devenus l'un des principaux terrains d'expression de cette réorganisation sociale, où elle s'est manifestée avec le plus de violence. Leurs rôles traditionnels de productrices agricoles, de

décisionnaires au sein de la communauté et de transmetteuses de la culture menaçaient directement les systèmes de contrôle coloniaux. La violence sexuelle exercée à l'encontre des femmes n'était donc pas une simple question de perversion individuelle, mais bel et bien une stratégie systématique visant à démanteler les structures sociales autochtones tout en affirmant l'autorité coloniale sur la reproduction et la production. La question n'est pas de savoir laquelle de ces dominations est apparue la première : celle de la terre ou celle des femmes. Il s'agit plutôt de comprendre comment le colonialisme a fabriqué des relations sociales qui ont poussé les communautés à se fragmenter, créant ainsi des hiérarchies dans lesquelles les hommes pouvaient revendiquer le pouvoir sur la terre et sur les corps.

Exploitation sexuelle institutionnalisée et accumulation de capital

Dans la colonie du Cap, les femmes esclaves sont devenues le terrain d'essai de systèmes de contrôle exhaustifs qui allaient définir les relations sociales en Afrique du Sud pendant des siècles. Le VOC Lodge¹ fut de fait le premier bordel de la colonie, servant les soldats et les marins de passage tout en tirant profit du corps des femmes. Il représentait l'intersection systématique entre la violence sexuelle et l'accumulation capitaliste. Il transformait le corps des femmes en site d'exploitation et de production de richesse.

Le capitalisme colonial exigeait la marchandisation totale des êtres humains, mais cette marchandisation fonctionnait selon des mécanismes clairement sexistes. Alors que les hommes esclaves étaient principalement valorisés pour leur force de travail, les femmes esclaves étaient victimes de multiples formes d'exploitation simultanées. Leur travail, leur sexualité et leur capacité reproductive sont tous devenus des sources d'accumulation de richesse coloniale grâce à des systèmes de contrôle méthodiques et globaux.

Les archives du Bureau de protection des esclaves révèlent de nombreux cas d'abus



1. NdT. Construit par la Compagnie hollandaise des Indes pour loger les esclaves amenés dans la colonie.

sexuels signalés par des femmes esclaves à l'encontre de leurs propriétaires. Pourtant, pendant toute la période de l'esclavage au Cap, aucun homme libre ou esclave n'a été condamné pour le viol d'une femme esclave. Ce vide juridique ne résultait pas d'une lacune, mais d'une volonté délibérée : la violence à l'égard des femmes noires était institutionnalisée comme une pratique commerciale normale, et non considérée comme un crime.

L'exploitation s'étendait au-delà du travail domestique pour prendre des formes systématiques de violence physique qui ont jeté les bases de l'oppression future. L'exploitation sexuelle par le biais d'agressions et de viols a fait du corps des femmes esclaves un territoire à conquérir pour les hommes, tout en générant des revenus grâce à l'esclavage sexuel. L'esclavage se transmettait par la lignée féminine. L'exploitation reproductive a ainsi transformé les utérus en sites de production économique, les enfants devenant la propriété future qui permettait d'accroître la richesse coloniale. Les cadres juridiques classaient les femmes esclaves parmi les biens et non parmi les personnes. La violence à leur égard était donc considérée comme une question relevant de « gestion de biens » et non comme une atteinte à l'intégrité de la personne, ce qui a établi une jurisprudence privilégiant l'accumulation du capital au détriment de la dignité humaine.

Dynamiques intersectionnelles de la violence coloniale

Bien que les peuples colonisés aient en commun des expériences universelles d'oppression raciste et capitaliste, l'oppression des femmes colonisées a été marquée en outre par une violence sexuelle systématique.

Traditionnellement, les analyses de l'oppression coloniale convergent dans l'idée que les hommes et les femmes colonisés étaient soumis à une oppression de même nature. Elles se sont principalement concentrées sur la domination ethno-raciale, en négligeant les dynamiques de genre. Ces analyses ont considéré l'expérience coloniale masculine comme universelle, occultant les formes spécifiques de violence dirigées contre les femmes. Les femmes colonisées ont également travaillé dans les plantations

et parfois dans les mines, ce qui les exposait à des violences physiques similaires à celles subies par les hommes. Cependant, elles étaient en même temps confrontées à des formes d'exploitation supplémentaires que leurs homologues masculins ne connaissaient que rarement.

La quête du pouvoir et du capital a dépassé le cadre des relations entre Blancs et Noirs pour s'étendre aux communautés colonisées elles-mêmes. La déshumanisation systématique des hommes réduits en esclavage a créé des conditions qui ont intensifié la violence subie par les femmes esclaves. Ces dernières ont été confrontées à la fois aux brutalités structurelles du système des plantations et aux dimensions genrées de l'oppression raciale au sein de leurs propres communautés. Certaines femmes esclaves ont été vendues à des fins de prostitution par des hommes esclaves, quelquefois leurs propres maris. C'était l'un des moyens utilisés par les systèmes coloniaux pour créer des hiérarchies internes qui reproduisaient la violence au sein des communautés opprimées.

Les administrateurs coloniaux avaient compris que le maintien des systèmes d'exploitation nécessitait la rupture des liens sociaux traditionnels susceptibles de permettre une résistance collective. Le traumatisme qui en a résulté n'était pas un effet secondaire accidentel. Il s'agissait d'un élément essentiel des dispositifs conçus pour générer et consolider la richesse par une déshumanisation systématique.

La violence sexiste contemporaine en Afrique du Sud ne peut pas être appréhendée comme un simple comportement déviant. Elle doit être analysée comme la continuation de relations structurelles établies au cours de siècles d'exploitation coloniale. Cette violence, que le président Ramaphosa a qualifiée de situation d'urgence nationale en 2019, a des racines historiques profondes. Elles résident dans des systèmes qui ont appris aux communautés à considérer le corps des femmes comme un objet de conquête, de profit et de contrôle.

Le dispositif institutionnel de la violence sexiste sous l'apartheid

Le gouvernement de l'apartheid a institutionnalisé la violence coloniale avec une

précision industrielle. Il a créé des cadres juridiques exhaustifs qui ont fait passer la violence du registre de la possibilité à celui d'une nécessité structurelle. Cette approche systématique s'appuyait sur deux mécanismes de normalisation de la violence. Elle s'est répandue dans toute la société, transcendant les frontières raciales tout en fonctionnant de manière spécifique dans différentes communautés.

Le recours systématique à la violence par l'État - à travers les expulsions forcées, les détentions sans procès et la torture dans les locaux de la police - a normalisé la violence comme méthode légitime de gouvernance. Cela a créé une société dans laquelle la violence est devenue un moyen normal de résolution des conflits dans toutes les relations, y compris les relations intimes. Cela a instauré une guerre civile de genre non reconnue.

Le système d'apartheid avait une vision stratégique de la violence sexuelle, qui n'avait rien de fortuit. Les cadres juridiques fonctionnaient avec une précision mathématique dans leur discrimination: en 1992, pendant la prétendue transition vers la démocratie, les affaires de viol n'aboutissaient à des condamnations que dans 53 % des cas, contre 86 % pour les agressions non sexuelles. Ces disparités n'étaient pas le fruit de défaillances administratives, mais bien d'un système délibéré. Elles visaient à montrer que les hommes avaient toujours le pouvoir sur le corps des femmes, que le témoignage des femmes avait moins de poids devant les tribunaux que les dénégations des hommes, et que les violences sexuelles n'entraînaient que des conséquences juridiques minimales.

Plus révélateur encore: aucun homme blanc n'a jamais été condamné à mort pour viol sous le régime de l'apartheid. La peine capitale était réservée exclusivement aux hommes noirs et uniquement à ceux qui étaient accusés de crimes contre des femmes blanches. Cette précision chirurgicale du racisme juridique démontre comment le système judiciaire fonctionnait comme un instrument de contrôle racial et sexiste. Il protégeait certaines formes de violence tout en criminalisant d'autres, en fonction de l'identité raciale des auteurs et des victimes plutôt que de la nature de leurs crimes.



Des mécanismes séparés de contrôle social

Dans ce cadre général, l'apartheid a créé des systèmes séparés de violence sexiste qui fonctionnaient selon des mécanismes distincts dans les différentes communautés. Dans les communautés noires, la déshumanisation était systématique et se traduisait par la spoliation économique, le déplacement spatial et la privation des droits politiques. Cela a créé des conditions dans lesquelles la souffrance des femmes était souvent subordonnée à des luttes de libération plus larges. Cette hiérarchisation était compréhensible d'un point de vue stratégique: les traumatismes individuels semblaient moins urgents lorsque des populations entières étaient confrontées à une déshumanisation systématique. Cependant, cette approche hiérarchisée de la souffrance a eu un coût, celui des voix réduites au silence et de la violence ignorée.

Dans les communautés blanches, la violence sexiste était dissimulée derrière des apparences respectables et enfouie sous des mythes de supériorité civilisationnelle. L'inceste et le viol conjugal étaient relégués au domaine des secrets de famille plutôt que d'être considérés comme des problèmes sociaux qu'il fallait aborder de front. Le maintien de la respectabilité blanche exigeait que ces violences restent invisibles, leur coût se mesurant en traumatismes pour les femmes et en souffrances muettes pour les enfants.

Les taux catastrophiques de violence sexiste en Afrique du Sud sont les plus élevés au monde en dehors des zones de guerre active. Ils reflètent directement l'héritage structurel durable du double système de

contrôle sexiste de l'apartheid. Le régime de l'apartheid a déployé une violence ultra-visible contre les femmes noires afin de renforcer les hiérarchies raciales. Dans le même temps, il a maintenu une violence invisible à l'encontre des femmes blanches afin de préserver l'autorité patriarcale. Cela a créé des cadres croisés de déshumanisation qui persistent encore aujourd'hui. La violence sexiste contemporaine ne représente donc pas seulement un mal social, mais la continuation structurelle du projet fondamental de contrôle social de l'apartheid.

Transmission intergénérationnelle et reproduction structurelle

Les mécanismes psychologiques par lesquels la violence de l'apartheid s'est reproduite à travers les générations ont fonctionné à travers des intersections complexes entre traumatisme, socialisation et contraintes structurelles. Les enfants témoins de violences systématiques en sont venus à considérer la brutalité comme un moyen normal de résoudre les conflits. Ces expérimentations précoces ont créé des mécanismes d'adaptation qui ont permis aux enfants de survivre. Mais en même temps, elles ont généré des dysfonctionnements relationnels à l'âge adulte. Cela a établi des cycles de transmission entre les générations, des schémas d'héritage imposé dont il est difficile de se défaire.

Les dimensions genrées de cette transmission méritent une attention particulière. Les systèmes coloniaux et d'apartheid ont émasculé les hommes en leur refusant leurs rôles traditionnels de nourricier et de protecteur. Dans le même temps, les structures patriarcales leur ont offert d'autres moyens de retrouver leur domination en recourant à la violence contre ceux qui avaient encore moins de pouvoir structurel, à savoir les femmes et les enfants. Les femmes, quant à elles, ont été placées dans le rôle de gardiennes de la culture et de stabilisatrices de la famille. Elles ont été incitées à faire preuve d'endurance et à s'adapter en interne plutôt que de résister en externe. Ces différentes réponses à un traumatisme systématique ont donné naissance à des schémas de violence bien distincts qui continuent à modeler les relations sociales contemporaines.

Manifestations et continuités structurelles actuelles

Les statistiques actuelles reflètent cette construction historique avec une clarté accablante. Les pays ayant un passé colonial affichent des taux de violence conjugale cinquante fois supérieurs à ceux qui n'ont pas connu l'esclavage. Lorsque les structures patriarcales sont associées à l'héritage colonial, la violence domestique transcende la pathologie individuelle pour s'inscrire dans une organisation sociale systématique.

Chaque femme qui meurt aux mains de son partenaire reste liée, par des chaînes ininterrompues, aux femmes esclaves de la VOC Slave Lodge, à celles dont la souffrance a été occultée pendant l'apartheid et à celles dont les expériences n'ont jamais été jugées dignes d'être prises en considération par la justice. Ces liens ne sont pas métaphoriques, mais structurels. Ils opèrent à travers des systèmes juridiques, des relations sociales et des pratiques culturelles qui restent fondamentalement intacts.

Comme le fait remarquer la chercheuse Shalu Nigam, «la violence à l'égard des femmes ne se traduit pas seulement par des agressions physiques, psychologiques ou morales, mais elle se produit également lorsque les conditions sont propices à son émergence et lorsque le système - l'État et la société - la tolère». Les femmes qui meurent aujourd'hui, de Ntokozo, 21 ans, à Nolusapho Eunice, 75 ans, ne meurent pas parce qu'elles ne disposent pas de connaissances suffisantes sur la violence sexiste. Elles meurent parce que la société sud-africaine continue de faire fonctionner des systèmes spécialement conçus pour permettre leur mort, puis exprime une surprise de circonstance lorsque ces systèmes fonctionnent comme prévu.

Vers une transformation structurelle

La question à laquelle l'Afrique du Sud est confrontée va au-delà de la possibilité de lutter contre la violence sexiste en améliorant l'allocation des ressources et les programmes de formation. Le défi fondamental est de savoir si la société sud-africaine peut reconnaître que les approches actuelles s'attaquent aux symptômes sans toucher aux causes profondes. Existe-t-il une volonté politique pour entreprendre le travail de fond

nécessaire à la construction de relations sociales véritablement différentes ?

Tant que la violence contemporaine n'aura pas été ramenée à ses racines coloniales et à l'apartheid, et tant que les structures héritées du passé ne seront pas démantelées plutôt que réformées, l'Afrique du Sud continuera à compter les corps, à citer les noms et à se demander pourquoi rien ne change. L'architecture de la violence reste intacte parce que les réponses politiques et sociales ont privilégié la rénovation plutôt que la reconstruction, la réforme plutôt que la révolution. Il ne s'agit pas d'un échec politique, mais d'une réussite structurelle : les systèmes conçus pour permettre la violence à l'égard des femmes continuent de fonctionner comme prévu et nécessitent non pas des ajustements, mais une transformation fondamentale.

Roomaan Leach est membre du collectif *Dismantle the Ivory Tower* qui se donne pour objectif de « briser les barrières de l'université traditionnelle », de défendre l'université comme « communauté intellectuelle inclusive où des voix diverses peuvent partager leurs connaissances, leurs expériences et leurs perspectives sans les contraintes de l'élitisme ou du contrôle d'accès ».

Source : *Amandla!*, 10 juin 2025. Traduit pour *Europe solidaire sans frontières* par Pierre Vandevoorde.



Protestations en temps de guerre à l'intérieur des frontières de la Fédération de Russie

Kirill Medvedev

Quels moyens légaux de protestation restent-ils aujourd'hui dans la Fédération de Russie ? Où se recoupent les mouvements environnementaux, humanitaires et autochtones ? Kirill Medvedev présente ces nouvelles formes de lutte à l'intérieur des frontières russes

Catastrophes environnementales, centralisation excessive, faiblesse des collectivités locales, manque d'autonomie régionale : même si la guerre en Ukraine tend à occulter les questions politiques intérieures russes dans les médias, celles-ci n'en restent pas moins importantes. Sur les quelque 300 [campagnes de protestation](#) qui ont eu lieu dans 40 régions de Russie en 2024, la majorité était consacrée à des questions environnementales et d'urbanisme, qu'il s'agisse de lutter contre la déforestation, les nouvelles colonies pénitenciaires ou les décharges.

Les campagnes les plus médiatisées et les plus explosives surviennent lorsque l'auto-détermination des minorités ethniques entre en jeu parallèlement aux préoccupations environnementales. Cela s'explique non seulement par le fait que ces campagnes rassemblent des personnes et des groupes aux priorités très différentes, mais aussi parce que les divers groupes ethniques au sein de l'État russe sont un sujet extrêmement sensible pour le régime. D'une part, les autorités sont obsédées par la préservation de l'«intégrité» du pays. D'autre part, elles sapent lentement mais sûrement cette intégrité en démantelant l'autonomie locale et en renforçant la hiérarchie bureaucratique-militaire. De plus, elles promeuvent un discours nationaliste et impérialiste (selon lequel il existerait un «monde russe» transnational, que «les

Russes et les Ukrainiens ne forment qu'un seul peuple» et que la langue russe a droit à l'hégémonie au niveau national parce que les Russes de souche ont «fondé» le pays). En conséquence, pour les écologistes et les autres militants sociaux, les questions relatives aux minorités ethniques constituent à la fois un facteur de risque et un moyen de négociation. Ils peuvent parier sur le fait que les autorités ne veulent pas aggraver la situation.

La campagne menée en 2018-2020 à la gare de Shies, dans la région d'Arkhangelsk, où la lutte environnementale contre une décharge que les autorités et les entreprises de Moscou tentaient d'imposer a rassemblé divers groupes, est un bon exemple. Pour certains, il s'agissait d'une question purement environnementale ; pour d'autres, il s'agissait de protéger le Nord russe en tant que région ethnoculturelle. Certains se sont battus pour défendre le patrimoine autochtone. D'autres ont donné la priorité à la justice sociale. D'où la diversité politique des manifestants et de leurs partisans, qui comprenaient des militants de gauche, des militants libéraux des droits humains, des anarchistes, des nationalistes, ainsi que des représentants de partis parlementaires et de divers mouvements civils.

Cet article examine de plus près trois campagnes récentes afin de comprendre comment les problèmes environnementaux et les droits humains s'entrecroisent avec les questions d'autonomie régionale et de souveraineté autochtone.

Altai : « Les citoyens ont le devoir de défendre leur patrie » contre les oligarques

La République de l'Altaï occupe un territoire petit mais stratégiquement important entre le Kazakhstan, la Mongolie et la Chine avec les régions adjacentes de Touva, Khakassie, Kemerovo et Altaï Kraï dans la Fédération de Russie. (La République de l'Altaï est distincte de l'Altaï Kraï.) En juin 2025, elle a été le théâtre de manifestations déclenchées par une réforme du gouvernement local qui a supprimé les conseils de village, qui constituaient la forme de gouvernement la plus locale et la plus immédiate.

Cette réforme remonte à 2020, lorsque, dans le cadre des tristement célèbres amendements présidentiels à la Constitution, l'autonomie locale a été intégrée à un «système unifié d'autorité publique». Peu après, en 2021, le projet de loi dit «Klishas-Krashe-ninnikov» a été proposé (il a finalement été adopté en 2025), permettant aux autorités régionales de se débarrasser de l'autonomie locale dans les zones urbaines et rurales et de regrouper les petites municipalités en districts (l'équivalent approximatif des comtés aux États-Unis). Les opposants ont qualifié cette mesure de «coup de grâce» pour l'autonomie locale.

Le 24 juin 2025, le Parlement de la République de l'Altaï a adopté un système d'autonomie locale à un seul niveau : les dix districts actuels, dont les dirigeants sont élus par le peuple, seront remplacés par un nombre identique de districts dirigés par des «fonctionnaires nommés», tandis qu'une centaine de conseils villageois seront supprimés.

En réponse, la population a organisé une série de manifestations et bloqué les routes avec des slogans tels que «Turchak doit démissionner», «Non à l'accaparement des terres par les oligarques», «L'Altaï est à nous» et «Oui à un gouvernement à deux niveaux».

Les autorités ont riposté par la répression (les militants ont été condamnés à deux semaines de détention ou à des amendes). Andreï Turchak, fils d'un ami de Poutine et idéologue de Russie unie, nommé par Moscou à la tête de la République, a qualifié les manifestants de vandales sur sa chaîne Telegram. Il les a exhortés à «ne pas troubler les esprits», car «nous luttons ensemble pour la paix et la prospérité de la République de l'Altaï tandis que nos gars sur le front défendent les intérêts de la grande Russie». Pendant ce temps, ces «gars sur le front» ont enregistré

un message de soutien aux manifestants : «Notre patrie est déchirée par Turchak et [le chef du gouvernement par intérim] Prokopyev».

Qu'est-ce qui préoccupe tant la République de l'Altaï ? Tout d'abord, sa vulnérabilité face aux entreprises basées à Moscou, exacerbée par la nouvelle réforme. Parmi ces entreprises, on trouve la Sberbank, qui construit des hôtels et des complexes touristiques pour l'élite moscovite et régionale, et la holding pharmaceutique Evalar, qui possède des plantations d'herbes médicinales dans les contreforts des montagnes de l'Altaï. Comme d'habitude, les entreprises sont étroitement liées à l'État : German Gref, le directeur de la Sberbank, est un éminent libéral pro-gouvernemental et ancien ministre du développement économique. Larisa Prokopyeva, fondatrice d'Evalar, est la mère du chef du gouvernement par intérim de l'Altaï, Alexander Prokopyev. Certains prédisent qu'il finira par remplacer Turchak.

En juin 2024, une vidéo est devenue virale, montrant Gref réprimandant des chauffeurs de taxi à l'aéroport de Gorno-Altaysk pour avoir garé leurs voitures au mauvais endroit. (Les chauffeurs ont répondu en se plaignant du manque de parkings modernes.) Il s'en est également pris à leur apparence, menaçant de les faire licencier. «Regardez-vous, debout là, en sous-vêtements ! Garés les uns sur les autres. Qui êtes-vous pour... Comment vous appelez-vous ? Je suis [l'Allemand] Gref. Ouvre encore la bouche et tu ne travailleras plus jamais ici. Compris ?»

Les habitants de l'Altaï ont compris. «Gref est désormais le représentant de nombreuses personnes qui investissent de l'argent et tentent d'acheter des terres locales. Le message anti-oligarchique est au cœur du mouvement des manifestants», explique Vladimir, un habitant de la région avec qui je me suis entretenu.

Selon ses concitoyens de l'Altaï, les entreprises moscovites n'apportent aucun avantage ni aucune nouvelle opportunité à la République. La réforme permettra aux entreprises d'acheter, de manière volontaire ou obligatoire, des parcelles de terrain appartenant à des communautés rurales et gérées jusqu'à présent par les conseils villageois. Cela risque de créer «un apartheid social, qui entraînera le transfert massif de terres,

en particulier le long des berges des rivières et des lacs, vers des complexes touristiques fermés et des communautés de maisons de vacances», explique [Pavel Pastukhov](#), blogueur et manifestant actif. Il estime que les habitants seront privés d'eau, de forêts et de pâturages, ce qui créera un conflit social à long terme et un sentiment d'«occupation» de leur terre natale. De plus, le projet de vente des terres sans appel d'offres risque d'accroître la corruption et de nuire aux entreprises locales, déjà fragiles.

Le mot «terre» revient souvent dans les manifestations pour une autre raison : cette année, les législateurs de la République de l'Altaï ont supprimé de leur constitution la phrase garantissant «l'intégrité, l'inaliénabilité et l'indivisibilité du territoire [de la République]». Certains spéculent que le gouvernement fédéral prévoit d'annexer la République à la région voisine de l'Altaï. Pour les peuples autochtones de l'Altaï, cela signifierait la perte de leur identité nationale. Le gouvernement fédéral avait déjà évoqué l'idée de fusionner les deux régions dans les années 2000, mais en 2006, une manifestation de masse s'était déroulée dans la capitale de la République, Gorno-Altaysk, pour s'opposer à cette mesure, et aujourd'hui, la politique de fusion des régions menée par Moscou fait l'objet d'un débat constant.

La réponse des autorités aux premières manifestations de cet été a déclenché une vague de protestations, et l'organisation Kurltai du peuple de l'Altaï a demandé l'autorisation d'organiser un rassemblement. Dans un premier temps, l'administration a autorisé un rassemblement de 102 participants dans un parc local, mais elle a ensuite cédé et accordé un lieu plus grand. Au total, environ 4000 personnes se sont rassemblées, un nombre important pour une république qui ne compte que 220 000 habitants.

«Nous sommes venus ici aujourd'hui parce que nous comprenons que c'est le dernier combat de notre peuple. C'est le dernier combat non seulement du peuple de l'Altaï, mais aussi de tous les peuples qui vivent dans la République de l'Altaï, et de ceux qui vivent n'importe où dans la Fédération de Russie», a déclaré la principale oratrice du rassemblement, [Aruna Arna](#), la «leadeuse du peuple de l'Altaï». Elle s'est fait connaître pour son opposition à l'ancien chef de la

république, Khorokhordin, et a fait l'objet de perquisitions à son domicile, de détentions et de poursuites administratives. En avril 2023, Arna a été accusée de «discréditer l'armée russe» : elle avait critiqué la mobilisation et suggéré d'envoyer les enfants des fonctionnaires russes à la guerre. L'année dernière, elle a été condamnée à une amende pour un message sur les sosies de Poutine et la fraude électorale. «Nous défendons notre opinion de manière légale et légitime, et tout ce qu'ils nous donnent, c'est une gifle», poursuit Aruna :

Un État est constitué d'un peuple et d'un territoire. S'il n'y a ni peuple ni territoire, il n'y a pas d'État. Si nous voyons que notre État, notre République de l'Altaï, est en train d'être détruit, alors, conformément à l'article 59 de la Constitution, les citoyens ont le devoir de défendre leur patrie : nous obéissons à la loi. [...] On nous dit que la seule politique qui fonctionne, c'est l'investissement. Regardez autour de vous : qui s'est enrichi, à part les investisseurs milliardaires qui possèdent pratiquement tout ? [...] Nous exigeons [d'élire] nos propres représentants. Il ne s'agit pas de détruire les administrations villageoises et les députés, mais au contraire de redonner vie aux villages.

«On ne peut pas prendre la terre d'une nation. [...] Comme l'a dit Vladimir Lénine, "La paix aux nations, la terre aux nations!". Turchak devrait être ici [à notre manifestation]. Il est temps qu'il commence à respecter le peuple», fait écho [Antonina Chaptynov](#), veuve de Valery Chaptynov, connu comme le premier leader post-soviétique de la République de l'Altaï.

Turchak, pour sa part, estime que le nouveau système permet d'économiser des ressources et évite aux habitants de l'Altaï de passer par les méandres bureaucratiques. «C'est facile d'être gentil, essayez donc de faire le bien», commente-t-il à propos de l'adoption de la loi qui a suscité tant d'indignation parmi les habitants. Cependant, les habitants de l'Altaï ont réussi à préserver l'élection directe des chefs de district. Et, comme c'est souvent le cas, les concessions partielles se sont accompagnées d'une répression accrue.



L'histoire de l'Altaï rassemble plusieurs éléments caractéristiques: la destruction de l'autonomie locale, l'expansion agressive des grandes entreprises moscovites et les solutions politiques et policières habituelles qui provoquent la résistance des habitants. Ceux-ci craignent de perdre leurs terres (par nécessité ou sous la pression), ils perdent l'élection des députés de leur village et, avec elle, la possibilité d'influencer les autorités et de résoudre simplement leurs problèmes quotidiens. «Maintenant, il faut parcourir 50 à 60 kilomètres pour un simple bout de papier, en l'absence de transports réguliers», se plaint Vladimir. Enfin, ils ont le sentiment que leur République, garante de la préservation de la langue et de la culture altaïennes, est menacée.

Opposer l'intégrité du pays à celle de ses régions, le racisme, le mépris des pauvres et l'arrogance coloniale, laisser les oligarques agir à leur guise: clairement, rien de tout cela ne contribuera à maintenir une immense féderation multiethnique.

Défendre les Shikhans au Bachkortostan: le racisme russe se tire une balle dans le pied

Le Bachkortostan est un autre endroit où la protection de l'environnement, la résistance à l'emprise fédérale et la lutte contre les grandes entreprises vont de pair avec l'autodétermination des peuples autochtones. En 2020, des manifestations ont éclaté dans la République contre l'exploitation des gisements de calcaire du shikhan de Kushtau, un site naturel emblématique et une montagne sacrée. Une campagne publique massive a réussi à bloquer le projet. En 2024, les tensions sont de nouveau apparues après la condamnation de l'activiste Fail Alsynov, qui s'était exprimé lors d'un rassemblement public contre l'exploitation aurifère dans la chaîne de montagnes Irendyk. Les manifestations se sont déroulées sous des bannières écologistes, mais Alsynov lui-même est connu comme l'ancien leader de l'organisation nationaliste Bashkort. Il a même osé mentionner l'éléphant dans la pièce: «Ce n'est pas notre guerre. Aucun étranger n'a attaqué notre terre.» La répression contre

Alsynov (condamné à quatre ans de prison pour « incitation à la haine interethnique ») a fait de l'activiste un héros de la résistance : 10 000 personnes se sont rassemblées lors d'un rassemblement en sa défense.

En mai 2025, les manifestations ont repris au Bachkortostan. Cette fois, les habitants étaient mécontents des projets de développement du Kryktytau shikhan proposés par l'une des plus grandes entreprises privées du pays, la Russian Copper Company, représentée par sa filiale Salavatskoe. Kryktytau est un site de rituels et de rassemblements traditionnels bashkir mentionné dans le poème épique *Ural-batyr*. (La chanson *Homay* du groupe Ay Yola, basé à Oufa, qui a gagné en popularité dans le monde turc, fait référence à ce lieu et au personnage de l'épopée.)

Les manifestations contre la destruction du shikhan ont commencé en 2020. Les défenseurs de Kushtau ont gagné, obtenant le retrait des entreprises et du gouvernement. Mais pendant la guerre, la société minière a repris ses activités à Kryktytau. La population estime que l'usine minière menace les écosystèmes des rivières locales et du lac Yaktykul, un monument naturel.

Le 22 mai, des unités de police régulière et antiémeute en tenue de combat sont arrivées au ciyin, un rassemblement traditionnel dans le district d'Abzelilovsky, où les participants avaient prévu de discuter de la question de Kryktytau. Craignant une manifestation de masse, les autorités de tout le district ont annulé le Sabantuy, le festival annuel marquant la fin des semailles de printemps. En juin, des militants ont été arrêtés et soumis à des « entretiens préventifs » avec la police. Comme dans l'Altaï, des soldats se sont joints aux manifestations : ils ont enregistré un message vidéo, mais quelques jours plus tard, ils ont retiré leur soutien, affirmant avoir été manipulés.

Les partisans d'Alsynov ont été chassés des places publiques, mais en mémoire de la victoire de Kushtau, des festivals folkloriques sont désormais organisés chaque année dans le village voisin de Shikhany, une nouvelle tradition issue de cette lutte. Mais les tensions persistent. « Le racisme russe se tire une balle dans le pied », déclare Rim Abdunasyrov, l'un des héros de la lutte pour Kushtau :

Nous, les Bachkirs, avons notre propre terre, et notre peuple la défendra. Au cœur de tout ce qui s'est passé à Kushtau se trouve le mot « patriotisme », aujourd'hui corrompu. Pas le patriotisme qui consiste à partir à l'étranger avec des armes, mais celui qui consiste à défendre sa terre et son peuple.

« Où est Seda ? » : campagne contre la violence domestique de Saint-Petersbourg à Grozny

Dans ces deux premiers cas, les conflits entre la politique nationale et les intérêts locaux se sont produits dans des régions qui ont souffert (ou plutôt refusé de souffrir) de l'expansionnisme du gouvernement fédéral et des grandes entreprises. Dans le cas de la campagne « Où est Seda ? », l'action s'est d'abord déroulée à Saint-Petersbourg.

Seda Suleymanova avait quitté la Tchétchénie pour s'installer dans la métropole du nord de la Russie en 2022, fuyant la violence domestique. À Saint-Petersbourg, Seda a trouvé un emploi dans un bar et a emménagé avec son petit ami Stas. Un jour, elle s'est retrouvée à fuir par une porte dérobée pour échapper à son frère, qui s'était présenté sur son lieu de travail pour exiger qu'elle retourne en Tchétchénie. Peu après, elle a été arrêtée par les forces de sécurité sous de fausses accusations de vol et remise à ses proches. Le 4 septembre, Mansur Soltayev, le médiateur pour les droits de l'homme de la République tchétchène, a publié une vidéo dans laquelle il marchait aux côtés de Suleymanova, silencieuse, confirmant qu'elle était en vie et « en sécurité ». Depuis, personne ne l'a revue.

Lena Patyaeva, une amie proche de Seda, pense qu'elle a très probablement été victime d'un « crime d'honneur ». Après la disparition de Suleymanova, Patyaeva a organisé la campagne « Où est Seda ? », qui, bien qu'elle n'ait pas encore obtenu de réponse à sa question, a réussi à faire ouvrir une enquête pénale sur sa disparition (avril 2024) et, plus récemment, à faire déclarer Suleymanova disparue.

Patyaeva raconte qu'elle a commencé par envoyer des courriels aux médias publics, mais n'ayant reçu aucune réponse, elle a décidé d'organiser un piquet de grève solo pour « attirer l'attention des médias » :

J'ai organisé mon premier piquet le 1^{er} février 2024. J'avais très peur. [...] Mais après le piquet, je n'ai reçu aucune menace et personne ne m'attendait dans la cage d'escalier pour m'attaquer. J'ai réalisé que la peur fait naître des montagnes d'une taupinière. Cela m'a aidée à continuer.

Patyaeva a organisé plusieurs autres piquets à Saint-Petersbourg, mais a ensuite constaté que l'intérêt diminuait, ce qui signifiait qu'elle perdait toute possibilité de faire pression sur l'enquête. Elle a alors décidé d'organiser un piquet à Grozny. Elle a soigneusement réfléchi à sa stratégie afin de minimiser les risques et d'attirer l'attention sur le problème. Craignant que les forces de sécurité ne placent de la drogue sur elle, Lena a enregistré une vidéo à l'aéroport de Sheremetyevo pour prouver qu'elle avait passé les contrôles de sécurité et qu'elle n'avait pas d'objets ou de substances interdits en sa possession. Dès le début du piquet, un [message](#) a été publié sur la chaîne Telegram «Où est Seda?», dans lequel la militante explique ses actions et appelle à la solidarité. Les forces de sécurité ont arrêté Lena une heure après le début du piquet de grève, mais son pari que «personne n'a intérêt à provoquer un scandale interethnique à propos d'une fille qui n'a pas brûlé le Coran ni commis d'acte illégal et qui se bat simplement pour son amie» s'est avéré juste: elle a été rapidement libérée sans inculpation. Elle a atteint son objectif, qui était «d'attirer l'attention des médias avant même son éventuelle arrestation».

Une grande partie de la campagne consistait à impliquer différents groupes politiques, du Parti libertaire à l'Action socialiste de gauche, qui, selon Patyaeva, «se sont réunis et ont trouvé un terrain d'entente». Les militants visaient à recueillir 2 000 signatures papier au cours des quatre semaines de la campagne, mais ils ont finalement obtenu plus de 5 500 signatures papier et plus de 2 000 signatures électroniques.

«Ce n'est pas une question de politique. [...] Je souhaite bénéficier du soutien le plus large possible. Même de la part de personnes avec lesquelles je ne serais pas d'accord si nous nous asseyions pour discuter de toutes les autres questions», admet Lena :

Le cas de Seda est clair pour tout le monde : la gauche comme la droite, les libéraux comme les conservateurs, l'opposition comme les partisans du gouvernement. Les seuls qui détestent cette campagne sont ceux qui soutiennent les «crimes d'honneur», généralement des hommes tchéchènes. Ils nous envoient des menaces, tandis que certaines femmes tchéchènes, au contraire, me soutiennent et me remercient pour ce que je fais.

La campagne «Où est Seda?» touche un point sensible de la politique russe. Comme on le sait, la Tchétchénie a développé son propre système juridique, dans lequel les agents de l'État se livrent non seulement à des représailles extrajudiciaires internes, mais mènent parfois aussi des raids en dehors de la République (comme le meurtre de Boris Nemtsov ou l'enlèvement des militants de l'opposition Magamadov et Isaev à Nijni Novgorod). Ce fait est aussi évident qu'il est impossible pour les autorités tchéchènes de le reconnaître: elles affirment que la Tchétchénie respecte toujours les lois russes communes. Le gouvernement fédéral ferme également les yeux sur les «crimes d'honneur» et autres manifestations du statut particulier de la République.

La question de l'autonomie tchéchène est devenue un défi existentiel pour le nouvel État russe dans les années 1990 et, dans le même temps, l'un des principaux arguments en faveur de l'élection d'un président issu de la police secrète. Aujourd'hui, la Tchétchénie, avec ses anachronismes reconstruits et ses cultes militarisés, sert d'exemple effrayant pour le reste de la Fédération de Russie, et l'«ordre public» dans la République du Caucase du Nord reste un symbole du transfert de pouvoir réussi il y a vingt-cinq ans, des réalisations politiques de Poutine et de la viabilité globale de la Fédération de Russie en tant qu'État post-soviétique. L'image sinistre de la Tchétchénie tient en grande partie à son caractère fermé: les habitants du reste de la Fédération de Russie ne sont pas censés connaître l'état d'esprit réel des Tchétchènes. Tout ce que le gouvernement veut qu'ils sachent (ou croient), c'est que le mécontentement public à l'égard du régime de Kadyrov leur coûterait cher et que sa chute entraînerait rapidement l'effondrement de la fédération de Russie.

La tactique de Lena Patyaeva consistant à franchir les frontières s'est donc avérée aussi risquée que justifiée, d'abord lorsqu'elle est arrivée à l'improviste à Grozny pour manifester, puis lorsqu'elle s'y est rendue pour être interrogée en tant que témoin :

L'enquêteur tchéchène m'a dit que je devais être interrogée en tant que témoin à mon domicile, mais j'ai immédiatement répondu : « Laissez-moi venir chez vous ».

Ce voyage en Tchétchénie lui a également permis d'entrer en contact direct avec la population locale, y compris des policiers :

L'un d'eux m'a demandé pourquoi je pensais que ses proches l'avaient tuée. Et quand il a appris que Seda vivait à Saint-Petersbourg avec un Russe, il a admis : « Oh, eh bien, dans ce cas, ils auraient pu la tuer ».

Le gouvernement tchéchène n'aime pas la publicité, c'était le principal argument de Lena :

La publicité est le seul moyen de pression dont nous disposons. Lorsque je me suis impliquée dans cette affaire, l'histoire était déjà publique et il était trop tard pour régler les choses en privé. À l'heure actuelle, la publicité est la seule chose qui leur met la pression et les met mal à l'aise [...] Il faudra du temps aux forces de sécurité tchéchènes, assises dans leurs bureaux, pour décider qu'elles en ont assez de toute cette agitation et qu'elles doivent montrer Seda vivante ou mettre ses assassins en prison, si elle a été tuée.

Il semble que la tactique de Lena, bien que lente, porte ses fruits : le fait que Seda ait été déclarée disparue en juin est une avancée majeure, qui donne une lueur d'espoir à tous ceux qui suivent cette histoire difficile.

Transcender les nouvelles frontières

Lorsque les moyens de protestation se font rares, que les anciennes structures de contestation ont disparu et que les traditions de résistance post-soviétiques sont brisées, ceux qui veulent s'exprimer n'ont plus que quelques outils à leur disposition. Ils peuvent s'adresser à Poutine, faire intervenir des soldats, recueillir des signatures, lancer des pétitions, organiser des piquets de grève individuels, rassembler des gens... Presque tout

le monde essaie d'agir dans le cadre de plus en plus restreint de la loi et presque tout le monde insiste sur la nature « apolitique » de ses actions, ce qui lui permet de se défendre contre la répression tout en comptant sur le soutien de la majorité politiquement confuse sur des questions spécifiques, telles que la préservation du patrimoine naturel et culturel dans les républiques ethniques minoritaires ou le rejet de coutumes telles que les « crimes d'honneur ».

Cependant, quel que soit le degré de distanciation par rapport à la politique, la nécessité de créer un cadre plus large pour discuter des questions locales demeure. Au lieu d'une concurrence entre les grands programmes politiques, qui a été interdite, on assiste à la réinvention ou à la création de rituels collectifs (et parfois personnels), à une lutte pour l'interprétation des symboles officiels de la mémoire historique ou pour la formulation de la Constitution. On peut rappeler comment les femmes de conscrits (dans une autre campagne récente très médiatisée, *The Way Home*) se sont approprié des dates et des monuments pour leurs actions, rivalisant avec les autorités pour définir la mémoire publique de la Seconde Guerre mondiale. La déclaration de Turchak selon laquelle les défenseurs de l'autonomie de l'Altaï « dérangent les esprits » met en évidence un véritable désaccord : les divinités, les esprits locaux, les fantômes ancestraux et les figures des morts représentent-ils toujours la paix et l'ordre, c'est-à-dire l'administration actuelle, ou pourraient-ils se ranger du côté de ceux qui défient les riches et les puissants de ce monde ?

Dans une interview, Lena Patyaeva, figure de proue de la campagne « Où est Seda ? », raconte comment elle a pris le temps de se familiariser avec l'ensemble du paysage politique et comment elle a élaboré étape par étape sa stratégie de campagne et son cadre rituel unique.

J'ai pris la décision d'aller en Tchétchénie le soir du Nouvel An. Je ne voulais pas le faire n'importe quel jour, mais à la date anniversaire de l'enlèvement, le 25 mars. [...] Grâce à mon voyage en Tchétchénie, les gens ont commencé à recueillir des signatures. Je suis certaine que sans ce voyage, les choses ne se seraient jamais passées à une telle échelle.

Rompant avec les conventions, les fêtes saisonnières telles que le réveillon du Nouvel An ne sont pas ici des moments de repos avant le retour à l'ordre ancien, mais des occasions de prendre une décision importante et de faire un pas en avant – un pas à la fois personnel et socialement significatif, comme pour briser le cycle de l'apathie politique généralisée.

Un nouveau rituel politique important consiste à défendre le territoire, dans différents sens du terme : alors que l'État salue la défense des nouvelles frontières de la Fédération de Russie, ses actions sont perçues par de nombreux habitants des régions russes comme une attaque contre leur territoire, qu'il s'agisse de leurs parcelles privées, de leurs zones forestières et montagneuses protégées ou des frontières administratives de leurs républiques minoritaires sur lesquelles les autorités fédérales ont des projets.

Le régime se soucie de l'«intégrité» du territoire sous son contrôle, il protège ses frontières – et il les viole également, privant les pays voisins de leur intégrité, supprimant les garanties d'intégrité des constitutions de ses républiques membres et divisant leurs territoires (rappelons les récentes manifestations en Ingouchie contre le transfert d'une partie de leur territoire à la Tchétchénie). Il crée une frontière informelle entre la Tchétchénie et le reste de la Fédération de Russie, et nous voyons que le franchissement de cette frontière par un militant s'est avéré être un geste politique fort qui a conduit à un succès partiel.

Plus on parle de frontières, plus il est important de trouver comment les franchir, et plus il est important de penser au-delà des frontières notre façon de voir les choses, nos actions et nos projets. Shies est devenu un centre de résistance en grande partie parce qu'il se trouvait à la jonction de deux régions : la région d'Arkhangelsk et la République des Komis. Ce qui se passe aujourd'hui au Bachkortostan est soutenu par les habitants de la région voisine de Tcheliabinsk, entre autres, ce qui est un bon signe que ce qui se passe ne se limite pas à un programme ethnique ou national bachkir. Le peuple de l'Altaï a été soutenu par les habitants d'autres régions et États : Tyva, Sakha, Bouriatie, Kraïe de l'Altaï et Kirghizistan. Les montagnes, les forêts, les rivières et les zones climatiques

transcendent les frontières, tout comme les droits humains. En cette période d'obsession pour les frontières et la souveraineté, nous devons tous donner un nouveau sens politique à cette vérité évidente.

Des citoyens engagés de différentes régions de Russie réapprennent à faire de la politique dans de nouvelles conditions. Ils sont contraints de forger de nouveaux liens au-delà des barrières érigées par les autorités et de recoder les rituels soutenus par l'État. Est-il possible de créer un espace politique dans lequel la lutte pour la terre contre les fonctionnaires fédéraux et les entreprises devient un front commun, et où les traditions patriarcales dépassées cessent d'être un moyen de terroriser, de diviser et de paralyser la société ? C'est peut-être possible, mais cela exigera non seulement que les militants locaux fassent preuve de courage et d'ingéniosité, mais aussi qu'ils bénéficient d'une attention, d'un soutien et d'une solidarité non dogmatiques, au-delà de toutes les frontières.

Kirill Medvedev est membre du Mouvement socialiste russe

Publié par [Posle](#). Traduction Michel Lanson pour le [Réseau Bastille](#).

[Posle a besoin de votre aide !](#)

[Soutenir Posle, c'est soutenir les voix qui s'élèvent contre la guerre criminelle déclenchée par la Russie en Ukraine. C'est une façon d'exprimer votre solidarité avec les personnes qui luttent contre la censure, la répression politique et l'injustice sociale. Ces militants, journalistes et écrivains, tous ceux qui s'opposent au régime criminel de Poutine, ont besoin de nouveaux compagnons d'armes. Nous soutenir, c'est opter pour une alternative sociale et démocratique au-delà des frontières nationales. Bien sûr, cela signifie également nous aider à préparer nos documents et à maintenir notre plateforme en ligne.](#)

La résistance féministe en Russie

Liliya Vejevatova

L'auteure explore comment les femmes continuent de se soutenir mutuellement et d'établir des pratiques horizontales malgré la répression, l'isolement et la militarisation. Les initiatives populaires menées par des femmes sont ainsi devenues l'une des rares formes de résistance résilientes

Les règles de vie en Russie ont radicalement changé depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine le 24 février 2022. L'appareil répressif s'est renforcé. Il est également devenu plus sévère. Il ne reste pratiquement plus d'espace pour critiquer le gouvernement, s'engager dans la défense des droits humains ou exprimer des opinions féministes. La Russie connaît désormais presque quotidiennement des détentions, des interrogatoires, des perquisitions et des arrestations pour des motifs politiques. Les militant·es comme les citoyen·nes ordinaires sont touché·es. Des personnes sont licenciées, détenues ou emprisonnées pour avoir tenu des propos antiguerre, participé à des manifestations pacifiques ou publié des opinions impopulaires en ligne. Au moment où nous écrivons ces lignes, [3861](#) personnes sont impliquées dans des affaires pénales à motivation politique en Russie. Dans le même temps, la société s'est de plus en plus militarisée. Cela est dû aux discours promus par le gouvernement, les médias pro-gouvernementaux, la politique familiale et le système éducatif. Cela inclut des cours obligatoires appelés «Conversations sur des sujets importants», qui justifient la guerre et sont souvent dispensés par des anciens combat-

tants. Parallèlement, la sphère reproductive fait l'objet d'un contrôle accru.

Dans ce contexte, les initiatives féminines locales revêtent une importance particulière. Il est difficile d'évaluer si elles représentent un mouvement de masse ou si elles disposent de ressources suffisantes pour apporter des changements systémiques dans le pays. Cependant, elles continuent de fonctionner malgré la censure, les pressions, la menace de poursuites pénales et le manque de financement.

Nous appelons initiatives féminines locales des collectifs non gouvernementaux, non hiérarchiques et souvent informels qui travaillent de manière autonome, en ligne ou hors ligne, au niveau local ou en réseau. Elles sont unies par leur volonté d'aider les femmes, leur attention aux expériences de violences et leur rejet du programme officiel de l'État, ainsi que par leur perspective féministe ou antiguerre, bien qu'elle ne soit pas toujours explicitement énoncée. En raison des conditions actuelles, ces groupes doivent souvent utiliser des formulations prudentes et des modes d'existence relativement sûrs pour rester sous le radar des forces de l'ordre. Pourtant, ils sont conçus pour être compris par celles qui ont besoin de les comprendre. Ces groupes ne sont pas officiellement enregistrés et ne reçoivent aucun financement public. Souvent, ils ne reçoivent aucun financement du tout. Ils travaillent de manière anonyme ou semi-légale.

Certaines de ces initiatives ont vu le jour bien avant la guerre, dans le cadre d'un mouvement féministe lent, vulnérable, mais vivant en Russie. D'autres ont émergé après le début de l'invasion de l'Ukraine, en réponse à la violence, à l'anarchie et aux

destructions croissantes. Contrairement au militantisme féminin pro-gouvernemental, qui se concentre sur la démographie, la militarisation et le soutien aux «valeurs traditionnelles», les initiatives citoyennes s'attaquent aux problèmes réels auxquels les femmes sont confrontées dans un pays en guerre.

Comment ces initiatives ont-elles évolué depuis 2022 ? Quels types d'actions sont menées ? Quels sont les risques auxquels les féministes sont confrontées et pourquoi leurs expériences sont-elles importantes pour l'avenir de la société civile en Russie ?

Notre objectif n'est pas de fournir un aperçu exhaustif, mais plutôt de montrer comment, malgré les difficultés, des communautés dans différentes régions de Russie continuent d'exister et d'évoluer, protégeant les femmes et d'autres groupes vulnérables.

Réponse à l'invasion

Un mouvement féministe existait déjà en Russie avant 2022. Des groupes féministes étaient actifs dans tout le pays. Selon l'organisation féministe russe Ona (Elle), en 2021, des événements féministes ont été organisés dans 45 grandes villes en dehors de Moscou et de Saint-Petersbourg.

Les campagnes en faveur des [sœurs Khachatryan](#), la promotion d'une [loi contre la violence domestique](#) et l'affaire [Yulia Tsvetkova](#) ont été largement médiatisées. Les féministes se sont également opposées aux tentatives de [restriction de l'accès à l'avortement](#). À Saint-Petersbourg, Novossibirsk, Tcheliabinsk et dans d'autres villes, des femmes ont organisé des [piquets de grève](#) et des campagnes publiques avec des slogans tels que «Mon corps, mon choix» et «Si tu ne donnes pas naissance, tu n'as pas ton mot à dire». Il existe des projets à grande échelle et des ONG qui se consacrent à l'aide aux femmes concernées, tels que [Nasiliu.net](#) (Non à la violence), le [Consortium of Women's Non-Governmental Organizations](#) (Regroupement des organisations non gouvernementales de femmes) et [Syostry](#) (Sœurs). Il y a également eu des initiatives locales plus modestes, telles que [Rebra Yevy](#) (Les côtes d'Ève) à Saint-Petersbourg et un [groupe féministe dans la ville d'Astrakhan](#). Presque toutes les universités régionales ont vu émerger des groupes féministes ou des publications (par exemple, FemKubanka à

l'université d'État du Kouban et FemIrGU à l'université d'État d'Irkoutsk). Ces groupes ont organisé des événements de sensibilisation, des clubs de lecture, des expositions et des festivals, tels que [Ne Vinovata](#) (Non coupable) et le [Moscow FemFest](#).

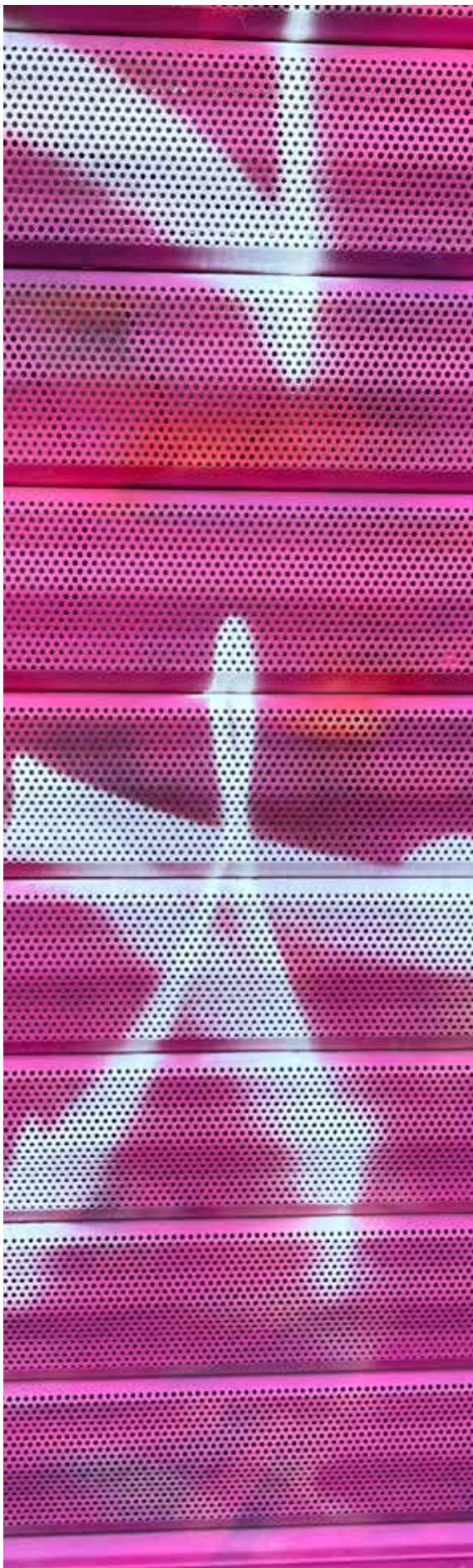
Bien que la guerre ait radicalement changé les conditions de travail, elle n'a pas marqué le début du mouvement; mais plutôt constitué un moment de transformation d'un domaine déjà établi.

Si la guerre a radicalement changé les conditions de travail, elle n'a pas marqué le début du mouvement, mais plutôt constitué un moment de transformation dans un champ déjà bien établi.

Dans les mois qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine, les manifestations contre la guerre étaient encore publiques en Russie. Malgré une répression croissante, des piquets de grève, des manifestations de rue et des distributions d'autocollants et de tracts contre la guerre ont eu lieu dans tout le pays. Les initiatives féminines locales ont été parmi les rares formes de résistance résilientes, qu'il s'agisse d'initiatives préexistantes ou de celles qui ont vu le jour en réponse aux événements actuels. Ces initiatives ont pris en charge la coordination des actions, l'entraide et l'élaboration d'un langage de résistance. Leur travail a largement défini le visage de la protestation antiguerre en Russie, en particulier sur l'horizontalité, la décentralisation et la vulnérabilité avec une résilience frappante.

Féministes contre la guerre

La Résistance féministe contre la guerre (FAWR) a vu le jour fin février 2022 en réponse à la guerre et à la militarisation croissante. Le réseau s'appuyait sur des liens sociaux préexistants entre des militantes féministes à travers le pays. Le deuxième jour de l'invasion, des militantes ont publié le [Manifeste de la Résistance féministe contre la guerre](#). Le manifeste appelait les femmes à s'unir dans la lutte pour la paix. Des militantes du monde entier ont immédiatement traduit le manifeste en 30 langues. La FAWR a lancé une campagne ouverte intitulée «Women in Black» (Femmes en noir), au cours de laquelle des femmes ont organisé seules des piquets de grève à travers le pays pour demander la fin de la guerre. Les membres du mouvement ont participé à des manifestations de masse,



organisé leurs propres manifestations et distribué des tracts.

En avril 2022, des informations ont fait état de la mort d'au moins 5 000 civil·es à Marioupol et de l'enterrement de corps devant des immeubles résidentiels. En réponse, les militantes du FAWR ont organisé la [campagne commémorative Marioupol-5000](#), installant des pierres tombales symboliques dans les jardins résidentiels de plusieurs villes russes. L'objectif de cette action était de détourner l'attention du public du militarisme émotionnel perpétué par la propagande pour la porter sur le sort tragique des civil·es. Dans le même but, le FAWR a publié pendant deux ans un journal intitulé *Jenskaya Pravda*.

Parallèlement, des militantes ont mis en place une infrastructure horizontale en organisant des canaux d'entraide, en compilant des bases de données pour le soutien juridique et psychologique, en créant des guides de sécurité numérique et des modèles de lettres et de pétitions, ainsi qu'en mettant en place des «tchat» privés et sécurisés pour la coordination. Les membres ont formé de petites cellules autonomes en Russie et à l'étranger. Elles ont adapté le matériel à leur contexte local et ont agi de manière indépendante.

À l'été 2022, la répression s'est intensifiée, avec des arrestations massives, des interrogatoires et des perquisitions qui devenaient monnaie courante. Certaines militantes de la FAWR ont été contraintes de quitter le pays, tandis que d'autres ont poursuivi leur travail dans la clandestinité. En décembre 2022, le gouvernement russe a commencé à percevoir les initiatives féministes comme une force politique organisée, puis a qualifié la FAWR d'agent étranger, un statut discriminatoire appliqué aux organisations ou aux individu·es qui, selon le gouvernement, reçoivent des fonds de l'étranger ou sont sous influence étrangère.

En avril 2024, un an et demi plus tard, la FAWR a été ajoutée à la liste des «[organisations indésirables](#)». Le gouvernement a déclaré que leurs activités menaçaient l'ordre constitutionnel, la capacité de défense ou la sécurité du pays, et a interdit toute activité et tout soutien à la FAWR en Russie.

Aujourd'hui, la FAWR est un vaste réseau décentralisé de 22 cellules actives s'étendant de la Corée du Sud aux États-Unis,

ainsi qu'une communauté de femmes participantes individuelles à l'intérieur et à l'extérieur de la Russie. Cette structure en réseau permet au mouvement de rester résilient et de poursuivre son travail malgré la censure et la répression. Les militantes se réunissent pour organiser des manifestations locales, s'entraider, défendre les droits humains et mener des campagnes de sensibilisation. La campagne [#передано_из_россии](#) (envoyé depuis la Russie), lancée en mars 2024, est un exemple frappant de ce type de coordination. Cette campagne, qui s'est déroulée pendant les [élections présidentielles](#), a rassemblé des participantes de différents pays devant les bureaux de vote installés dans les consulats et les ambassades. Elles brandissaient des pancartes sur lesquelles figuraient des messages de personnes vivant en Russie, des mots que ces dernières ne pouvaient pas prononcer librement dans leur pays. Ce mode de protestation a également été utilisé lors des commémorations des 8 et 9 mai et du 17 novembre (après l'assassinat d'Alexeï Navalny), ainsi que lors des marches LGBTQ+. La campagne est devenue une forme d'expression collective et un espace de solidarité.

Mouvement des proches des soldats mobilisés

Lorsqu'on évoque la résistance des femmes au début de la guerre, il est important de mentionner les manifestations organisées par les épouses et les mères des soldats incorporés après la « mobilisation partielle des réservistes militaires » déclarée par la Russie en septembre 2022. Ces manifestations ne sont pas le fruit d'un mouvement féministe organisé. Il s'agit plutôt d'initiatives spontanées et populaires menées par des femmes confrontées à la violence de l'État de la manière la plus personnelle qui soit : la conscription de leurs proches. Malgré le manque de ressources, d'institutions ou d'infrastructures « oppositionnelles », elles ont réussi à créer des groupes d'entraide, à développer un langage pour l'expression publique et à défendre leur droit à la solidarité. Il s'agit là d'un des exemples les plus remarquables d'activisme féminin populaire apparu pendant la guerre. Depuis l'automne 2022, des femmes de tout le pays organisent des piquets de grève, enregistrent des

vidéos d'appel et descendent dans la rue pour réclamer le retour de leurs proches.

Les [manifestations au Daghestan et en Yakoutie](#), ont été massives, rassemblant jusqu'à 1 500 personnes et ont été réprimées avec violence par les forces de sécurité. Le 25 septembre 2022, par exemple, la police et les agents de la Garde nationale ont dispersé un rassemblement majoritairement féminin à Makhachkala. La police a utilisé des gaz lacrymogènes contre les manifestantes et a traîné de force nombre d'entre elles dans des fourgons de police. Néanmoins, les femmes sont revenues dans les rues le lendemain et la manifestation a été réprimée une fois de plus. Les organisations de défense des droits humains ont rapporté qu'au moins 250 personnes, dont des journalistes couvrant les événements, ont été arrêtées à Makhachkala au cours des deux jours. En Yakoutie, environ 6 000 hommes sur une population masculine totale de 400 000 ont été mobilisés. Les manifestant·es ont évoqué un génocide des peuples autochtones et ont souligné les failles du projet de loi et la répartition inégale des avis de mobilisation dans le pays. Des forces de sécurité venues de Moscou ont été déployées dans la région pour réprimer les manifestations.

Au cours de cette période, les femmes qui manifestaient ont attiré l'attention sur des problèmes tels que le manque de formation des soldats mobilisés, la pénurie d'uniformes et de fournitures médicales, l'absence de rotation dans les zones de combat, la signature forcée de contrats et la mobilisation illégale. Elles ont également exprimé leur inquiétude quant à l'envoi de [conscrits](#) au front et ont appelé à des négociations de paix avec l'Ukraine. Les manifestations ont été alimentées par l'inquiétude pour les proches mobilisés, ainsi que par la plus grande dépendance économique des femmes à l'égard des hommes dans des régions telles que le Daghestan, la Kabardino-Balkarie et la Yakoutie. La conscription inégale et intense dans ces régions a souvent laissé des familles sans soutien financier et sans moyens de subsistance.

À l'occasion de la fête des mères en novembre 2022, la FAWR, en collaboration avec les mères des personnes mobilisées, a lancé une campagne exigeant le retrait des troupes d'Ukraine et le retour des hommes.

Elle a recueilli plus de 100 000 signatures en quelques jours seulement.

Au fil du temps, les manifestations spontanées de femmes ont commencé à prendre des formes plus organisées. Des initiatives indépendantes coordonnant les actions des militantes ont vu le jour, telles que le Conseil des mères et des épouses et Put'Domoy (Le chemin du retour). Elles ont publié des manifestes et des pétitions, et organisé des événements et des «flash mobs». En novembre 2023, des militantes de Put'Domoy ont lancé une [pétition](#) contre «l'esclavage légalisé» et la «mobilisation indéfinie des réservistes militaires». Elles ont également organisé un «flash mob» au cours duquel elles ont collé des autocollants sur des voitures avec le slogan «Верните мужа, я За#балась» (Rends-moi mon mari, je suis foutue).

Les autorités ont réagi durement à ces manifestations. Elles ont refusé l'autorisation de rassemblement, arrêté des participantes, bloqué des groupes et des publications sur les réseaux sociaux et fait pression sur les hommes dont les femmes participaient aux manifestations. Les femmes ont néanmoins persévéré. Elles ont organisé des événements hebdomadaires, tels que des dépôts de fleurs sur la tombe du Soldat inconnu près du Kremlin et des sit-in devant le ministère de la défense.

Au début de l'année 2024, les manifestations des proches des mobilisés ont perdu de leur ampleur. Le Conseil des mères et des épouses et The Way Home ont été qualifiés d'«agents étrangers» et contraints de cesser leurs activités publiques. Début 2025, Olga Tsukanova, fondatrice du Conseil des mères et des épouses, [a été arrêtée](#) pour avoir prétendument manqué à ses obligations légales en tant qu'«agent étranger». À l'heure actuelle, elle est toujours en détention provisoire et risque jusqu'à deux ans de prison.

Cependant, l'expertise en matière d'auto-organisation n'a pas disparu. De nombreuses participantes au mouvement pour la démobilisation poursuivent leurs efforts à travers des activités moins visibles. Il s'agit notamment de soutenir les familles des hommes mobilisés, de s'engager dans la défense des droits humains, de faire du bénévolat et d'aider d'autres initiatives. Grâce à leur expérience personnelle, à leur solidarité spontanée et à leur soutien mutuel, les bases

d'un mouvement féminin résilient et populaire, capable de fonctionner même dans un régime fermé, militarisé et répressif, sont en train d'être jetées.

Armée des belles (Army of Beauties)

L'Armée des belles est une initiative populaire menée par des femmes qui a vu le jour en 2022, fondée par Nadine Geisler, de son vrai nom Nadejda Rossinskaya, photographe et fleuriste à Belgorod. Lorsque la guerre a éclaté, elle a transformé son appartement en refuge pour les réfugié.es ukrainien·nes, qu'elle a ensuite transformé en centre d'aide humanitaire.

À cette époque, il existait de nombreux groupes de volontaires à Belgorod, mais la plupart d'entre eux se concentraient sur l'aide aux militaires. L'Armée des belles, en revanche, s'est concentrée sur l'aide aux réfugié·es et aux personnes restées dans les zones touchées par la guerre. Malgré l'absence de soutien institutionnel et la menace constante de persécutions, Nadine Geisler et ses camarades ont évacué des personnes des régions frontalières, distribué de l'aide humanitaire et trouvé des logements temporaires.

Les activités du groupe n'ont pas échappé aux autorités. En février 2024, Geisler a été [arrêtée et accusée de haute trahison](#). En juin 2025, [elle a été condamnée](#) à vingt-deux ans de prison dans une colonie pénitentiaire.

Initiatives locales

Depuis 2022, de petits groupes féministes ont poursuivi leur travail ou ont vu le jour dans différentes régions de Russie. Bien que ces initiatives soient rarement relayées par les médias, elles font partie intégrante du tissu de la résistance. Elles ne sont pas unies par une idéologie commune, mais par une pratique commune : protéger les personnes vulnérables, aider les victimes de traumatismes et s'opposer systématiquement à la militarisation et à la violence.

Le groupe féministe [Feminitiv.Kaliningrad](#) opère de manière isolée dans la région enclavée de Kaliningrad. Ses membres organisent des événements éducatifs, des projections de films et des conférences. Elles créent également des espaces sûrs pour discuter des questions féministes, de la violence, des droits reproductifs et de la santé mentale. Le

groupe propose des séances gratuites de conseil avec des psychologues bénévoles sur une base individuelle. Malgré leurs ressources limitées et les risques permanents, elles soutiennent les manifestations de solidarité locales et s'engagent activement auprès des jeunes.

[Women's Solidarity](#) est né dans la communauté anarchiste de la ville d'Irkoutsk. Les militantes organisent des concerts de musique punk et enquêtent sur les cas de maltraitance dans les colonies pénitentiaires pour femmes. Elles collaborent également avec des organisations de défense des droits humains et des centres d'aide d'urgence. Elles participent à des initiatives menées par les mères de prisonniers, fournissent une assistance juridique, distribuent de l'aide humanitaire et mènent des activités antimilitaristes. Grâce à sa structure horizontale et à ses liens étroits avec d'autres organisations de gauche et de défense des droits humains, le groupe reste actif malgré une répression croissante.

Les militantes féministes de Tcheliabinsk organisent des cercles de discussion et des rencontres thématiques. Elles forment un réseau de connexions horizontales sous le nom collectif [Jenschina Mojet!](#) (Une femme peut!). Ces groupes sont généralement informels et fonctionnent sur la base de relations personnelles, d'une coordination ponctuelle et d'une confiance mutuelle. Ils se concentrent sur le soutien mutuel, le traitement des expériences de violence et de traumatisme, l'organisation de discussions, de pique-niques féministes, de projections de films et d'actions de solidarité.

Le média féministe *Ogon'* (Feu) est actif à Krasnodar. Une petite équipe de militantes produit des arumentaires et organise des événements afin de contribuer à la création

d'une communauté sûre et solidaire pour les femmes.

Ces groupes peuvent s'adapter à des conditions changeantes grâce à leur format décentralisé, leurs liens horizontaux et l'absence de structure formelle. Malgré des possibilités d'action publique limitées, elles poursuivent leur travail à travers des pratiques de soutien et de résistance significatives, bien que souvent invisibles, dans la vie quotidienne.

Il est important de noter que les initiatives féminines locales dans les républiques nationales russes opèrent dans des conditions difficiles. L'autoritarisme croissant est aggravé par la pression patriarcale traditionnelle. Parallèlement, la militarisation se conjugue à une vulnérabilité systémique et à un manque d'infrastructures de soutien. Malgré la répression, les militantes poursuivent leurs efforts, travaillant souvent dans l'ombre, sans statut officiel ni déclaration publique. Elles s'attachent à aider les femmes, à défendre leurs droits et à mener une réflexion critique sur leur place dans la société.

Des groupes féministes tels que [BashFem](#) et [FemKyzlar](#) sont actifs dans les républiques du Bachkortostan et du Tatarstan. Elles organisent des réunions, des tables rondes et des groupes de soutien afin d'explorer les intersections entre le féminisme et l'islam. Elles génèrent des connaissances locales malgré la censure et la stigmatisation.

L'initiative [Ya-Svoboda](#) (I-Liberté) en République de Bouratie poursuit son travail, né dans un contexte de défense des droits humains. Le groupe a lancé une campagne contre le harcèlement de rue en 2022 et se concentre actuellement sur la création d'un refuge pour femmes dans la ville d'Oulan-Oude. Le projet aide les femmes



et d'autres groupes alliés à faire face aux conséquences de la violence. Il fournit des conseils juridiques, explique comment obtenir de l'aide et offre des ressources pour le rétablissement psychologique. Il sensibilise également de manière constante à des questions négligées, allant de la violence domestique aux lacunes de la législation. Dans une région où l'État néglige ses responsabilités sociales, de telles actions deviennent une forme de résistance politique.

L'activisme féministe est rarement présent dans la sphère publique dans le Caucase du Nord, non pas parce qu'il n'existe pas, mais parce que les risques sont exceptionnellement élevés. Bien que cela ne soit pas impossible, ces efforts sont extrêmement dangereux en raison de la pression exercée par l'État et les milieux traditionalistes. Dans ce contexte, la confiance, la flexibilité et les réseaux horizontaux sont essentiels pour mener des actions efficaces et ciblées.

Parallèlement à des efforts anonymes et clandestins, certaines initiatives plus structurées existent. Le groupe de défense des droits humains Marem soutient les femmes victimes de violences domestiques dans les républiques nationales de Tchétchénie, du Daghestan, d'Ingouchie et d'Ossétie. Le groupe fournit des conseils juridiques et psychologiques et, si nécessaire, aide à évacuer les femmes vers des lieux sûrs.

Selon les coutumes locales, les enfants de la région sont considérés comme faisant partie de la lignée paternelle. En cas de séparation familiale, cela conduit souvent les mères non seulement à perdre la garde de leurs enfants, mais aussi à se voir refuser tout contact avec eux. Le projet de recherche et d'éducation [Kavkaz bez Materi](#) (Caucase sans mères) s'efforce de remédier à cette situation.

Malgré de nombreux obstacles, le groupe de crise [SK SOS](#) poursuit son travail considérable pour défendre les droits des personnes LGBT+ dans le Caucase du Nord. Des défenseur·es des droits humains et des militantes ont fondé ce projet en 2017, lorsque des informations ont fait état de persécutions et de meurtres massifs de personnes LGBT+ en Tchétchénie. Le programme SK SOS aide les personnes LGBT+ à fuir les régions où elles sont victimes de discrimination, de violences et en proie à des dangers mortels.

Dans les républiques nationales russes, l'agenda féministe est étroitement lié à la pensée décoloniale. Les militantes rejettent les rôles qui leur sont imposés, remettent en question les normes culturelles et développent un langage de résistance fondé sur leur expérience personnelle et sur le contexte local. Cela a donné naissance à une forme unique de mouvement féministe : intersectionnel, résilient et profondément ancré dans les communautés qu'il sert.

Résistances

Depuis 2022, la pression sur les droits reproductifs s'est intensifiée en Russie. Parmi les changements significatifs, on peut citer les tentatives de restriction de l'accès à l'avortement, l'introduction d'amendements sur la «[protection de la vie avant la naissance](#)» à la Douma d'État, l'adoption d'une loi contre la «[propagande pour le non-bébé](#)» et l'[implication accrue](#) de l'Église orthodoxe russe dans les questions de santé. La propagande d'État ne considère plus les femmes comme des individus mais comme des instruments de la politique démographique. Dans un contexte de militarisation et de patriarcat, les initiatives numériques féminines à la base sont devenues l'une des rares formes de résistance : horizontales, réparties localement, souvent invisibles mais très efficaces.

En réponse à la montée de la violence et à l'atteinte à leur autonomie corporelle, les femmes ont commencé à créer des systèmes de soutien en dehors des canaux officiels. C'est ainsi qu'est né le Fonds de stockage de contraception d'urgence. Sa fondatrice a déjà été interviewée par [Posle](#). Le projet rassemble plus de 220 femmes bénévoles de 80 villes à travers la Russie, qui opèrent via un «bot» Telegram. Grâce à ce système, des dizaines de femmes et de filles, y compris des survivantes de violences sexuelles, ont pu accéder gratuitement, anonymement et rapidement à la contraception d'urgence. Il s'agit là d'une forme de résistance à l'état pur qui s'exerce au niveau de l'autonomie corporelle dans une situation d'isolement juridique et social.

Une autre forme de soutien essentielle a été mise en place par les militantes à l'origine de l'initiative [Poputchitsa](#) (Compagne de voyage). Ce qui a commencé comme de petits groupes Telegram s'est transformé en

un réseau de solidarité complet, permettant aux femmes de tout le pays de s'entraider pour rentrer chez elles en toute sécurité. Elles trouvent des compagnes de voyage, accompagnent des inconnues, partagent leurs itinéraires et offrent leur soutien via un «bot» et des «chats» locaux. Cette initiative aborde les questions de sécurité physique et du droit des femmes à se déplacer librement dans la ville. Elle permet aux femmes de choisir leurs itinéraires et leurs horaires sans crainte, de gérer leur temps et de vivre sans se limiter en raison de la menace croissante de violences exacerbées par la guerre.

L'Alliance des initiatives féminines opère à la croisée du politique et du social. C'est l'une des rares structures publiques à avoir lancé une campagne en faveur des droits reproductifs. Les militantes ont lancé une pétition demandant des réformes du système de soins maternels, notamment l'augmentation des allocations de maternité, la suppression de toutes les restrictions à l'avortement dans les cliniques privées, l'interdiction à l'Église orthodoxe russe d'interférer dans la médecine et la résolution des pénuries d'anesthésiques et de vaccins dans les maternités. Parallèlement, les membres de l'Alliance ont lancé une campagne d'envoi de lettres massives à la Douma d'État et aux dirigeant·es des partis politiques. Ces lettres demandaient aux dirigeant·es de rejeter un projet d'amendement à la loi «sur les principes fondamentaux de la protection de la santé publique», qui proclame la nécessité de «protéger la vie avant la naissance». En substance, cette formulation ouvre la voie à une interdiction totale de l'avortement et met en danger l'accès des femmes enceintes aux soins médicaux. Leurs actions montrent que la résistance politique fondée sur l'expérience et la réalité quotidienne des femmes est possible, même sous une censure sévère.

Le projet «Droit à l'avortement» a vu le jour dans le contexte de l'offensive politique contre les droits reproductifs en Russie. L'initiative apporte un soutien juridique et informatif aux femmes qui rencontrent des obstacles dans leurs démarches pour obtenir une interruption médicale de grossesse. Les militantes ont rassemblé des informations actualisées sur la manière de procéder à un avortement légal et ont lancé un «bot» Telegram grâce auquel les utilisatrices peuvent

bénéficier de consultations juridiques personnalisées. Cette initiative est une réponse directe à la pression croissante exercée par l'État, l'Église et certaines institutions médicales. Elle a un objectif à la fois pratique et politique : défendre les droits fondamentaux des femmes sur leur corps et leurs droits juridiques.

Enfin, Gribni'tsa est un projet féministe libertaire qui opère à la croisée des domaines des soins, de l'entraide et de l'action politique. Il réunit des militantes de différentes régions au sein d'un réseau qui assure un soutien et une coordination. Les participantes échangent leurs expériences, partagent leurs ressources et organisent des manifestations collectives. Les militantes de Gribni'tsa mettent fortement l'accent sur la mise en œuvre des principes d'interaction horizontale et de prise de décision par consensus afin de nourrir la dynamique interne d'initiatives durables. L'un des outils pratiques du projet est un manuel sur l'organisation d'événements militants en Russie. Ces événements vont des soirées de rédaction de lettres pour les prisonnier·es politiques à des actions de nettoyage local en passant par des discussions sur des films et des livres. Gribni'tsa démontre que même dans des conditions d'isolement et de pression, des formes résilientes d'action collective peuvent être créées sans structures formelles ni visibilité publique.

Une autre campagne majeure exigeant l'adoption d'une loi tant attendue pour lutter contre la violence domestique est actuellement en cours dans toute la Russie. Une pétition a été lancée sur le portail Russian Public Initiative pour exhorter les autorités fédérales à reprendre les discussions sur cette loi, qui a été reportée et rejetée à plusieurs reprises au fil des ans. La pétition a rapidement recueilli plus de 100 000 signatures vérifiées, ce qui signifie que la commission fédérale compétente doit désormais examiner cette initiative.

Pour attirer l'attention sur cette campagne, les pages publiques de groupes féministes à travers le pays ont partagé des photos de femmes brandissant des pancartes faites à la main avec des messages tels que «Nous avons besoin de cette loi», «C'est de la violence, pas de la famille» et «Je refuse de me taire». Ces images proviennent aussi bien de



grandes villes que de petites localités. Les visages de nombreuses participantes sont masqués, non pas pour créer un effet dramatique, mais pour des raisons de sécurité. Face à la répression croissante en Russie, même un geste symbolique est devenu risqué.

Une telle loi est particulièrement urgente compte tenu du retour massif des soldats du front. Des milliers de femmes sont confrontées à une violence accrue tout en perdant les moyens de protection les plus élémentaires. Dans un contexte de militarisation et d'effondrement des institutions sociales, une loi comme celle-ci pourrait constituer une barrière essentielle, même imparfaite, entre les femmes et de nouvelles violences. Il ne s'agit plus seulement d'une initiative législative, mais d'une question de survie. Des initiatives citoyennes comme celles-ci ont constitué le fondement de la résistance des femmes au cours des trois dernières années. Elles n'ont ni hiérarchie, ni statut juridique, ni possibilité d'être interdites, mais elles fonctionnent parce qu'elles reposent sur la confiance, la solidarité et l'expérience vécue.

La résilience des personnes vulnérables

Les initiatives féminines locales survivent non pas malgré leur vulnérabilité, mais grâce à elle. L'absence de hiérarchie, d'enregistrement officiel, de figures publiques et d'adhésion fixe les rend moins vulnérables à la violence étatique. Alors que les institutions traditionnelles qui renforcent la résilience «selon les règles» s'effondrent, les réseaux de solidarité perdurent. Ces réseaux reposent sur des liens horizontaux, une coordination ponctuelle et la confiance personnelle.

Il ne s'agit pas d'un choix stratégique, mais plutôt d'un mécanisme de survie adaptatif. Les initiatives émergent, disparaissent, changent de format, se dissolvent, se regroupent et forment de nouvelles configurations. Elles ne construisent pas de structures verticales, elles s'enracinent dans la réalité. La flexibilité, l'invisibilité et la petite échelle ne sont pas des faiblesses, mais plutôt des sources de résilience.

Cependant, ces structures ont leurs inconvénients à long terme. Moins une initiative est visible, plus il est difficile de la faire entendre. Si l'anonymat offre une protection contre la répression, il conduit également à

l'isolement et à l'absence de soutien. L'épuisement émotionnel, la peur et l'incapacité à planifier plus de trois mois à l'avance font partie intégrante de ce travail. Bien que la décentralisation n'élimine pas la pression, elle contribue à empêcher la disparition totale. Ces initiatives ne se développent pas selon la logique du marché ou de la bureaucratie. Elles se propagent comme un champignon, de manière invisible, en réseau et de façon non linéaire. C'est ce qui les rend résilientes dans des conditions où la simple survie est une forme de résistance.

Alternatives féministes

Les initiatives féminines locales en Russie répondent aux conséquences de la guerre, telles que l'augmentation de la violence, la pression sur la société civile et la perte de la sécurité fondamentale. Mais elles créent également des espaces dans lesquels différentes règles d'interaction peuvent être établies. Leur travail est basé sur la bienveillance, les relations horizontales et un soutien mutuel quotidien et constant, plutôt que sur la coercition et la subordination.

Dans ce cadre, les femmes ne sont pas des objets de politique étrangère ou de statistiques démographiques. Elles sont plutôt des figures autonomes qui prennent des décisions, organisent l'aide, établissent des liens et créent des modes de vie durables.

Ces initiatives s'inscrivent dans une perspective féministe qui s'exprime à travers des actions concrètes et non par de simples

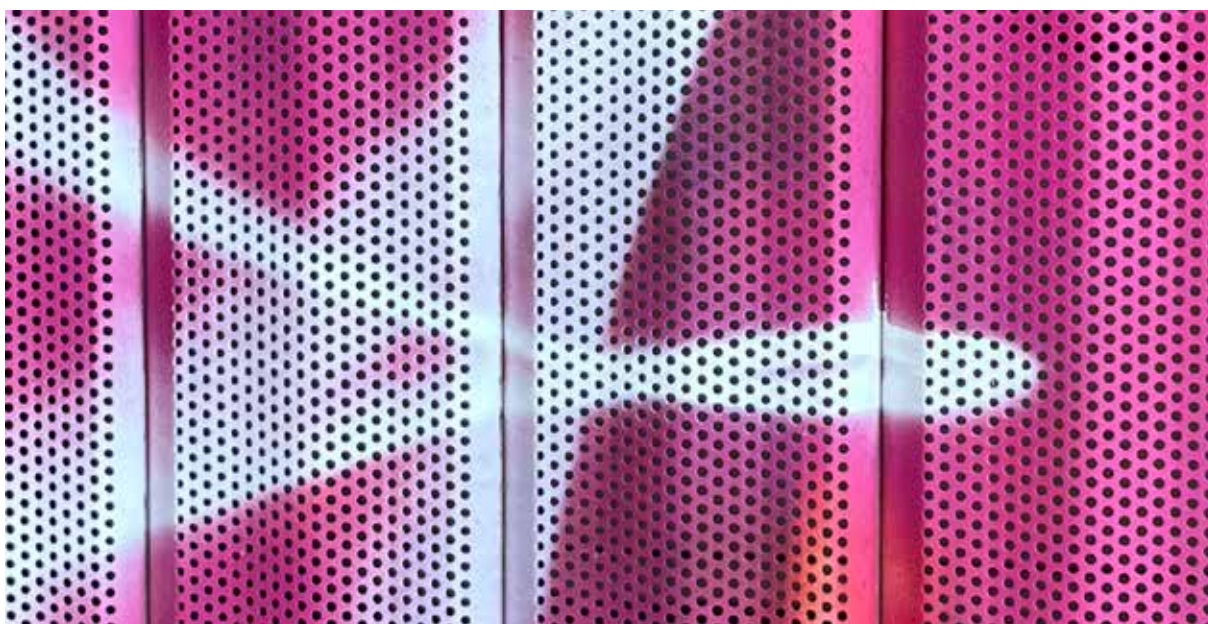
déclarations idéologiques. Il s'agit d'un travail quotidien qui consiste à faire face à la vulnérabilité, tant la sienne que celle des autres. Ce travail rejette la peur et l'utilisation de la violence comme arme. C'est un choix en faveur de la bienveillance et de l'entraide, et non une adhésion aux rôles de genre. Il s'agit plutôt d'une stratégie politique employée lorsque d'autres formes d'action sont bloquées ou criminalisées.

Lorsque l'État s'appuie sur la guerre, la soumission et le contrôle physique, les initiatives féminines locales offrent une base alternative, aussi fragile soit-elle. Grâce à la bienveillance, à l'entraide et aux liens horizontaux, elles trouvent un moyen non seulement de survivre, mais aussi de préserver un espace dans lequel elles peuvent rester humaines.

Il ne s'agit pas d'un geste désespéré ou d'un idéal abstrait. Vivre autrement est un choix réel et reproductible. Il ne s'agit pas de se soumettre, mais de se soutenir. Il ne s'agit pas de peur, mais de travailler ensemble. Il n'y a pas d'autre moyen d'assurer l'avenir.

Liliya Vejevatoa est l'une des coordinatrices de la Résistance antiguerre féministe (FAS)

Publié dans *Posle*. Traduction Michel Lanson pour le Réseau Bastille.



Repenser un programme de gauche

Vladyslav Starodubtsev

Vladyslav Starodubtsev propose ici un projet de plateforme pour une transformation radicale de la société ukrainienne. L'Ukraine est en guerre, elle résiste à l'invasion russe et c'est précisément face à cette adversité que ce combattant propose à la discussion cette plateforme de justice sociale, de démocratie ouverte, d'économie dirigée pour la majorité des citoyens et de prise en charge de la défense du pays par sa population. Bien des changements sont déjà advenus au sortir d'une lutte de libération car dans ces situations les problèmes sont exaspérés, les fausses solutions démasquées et les sanctions immédiates. L'auteur est donc en situation pour élaborer et écrire son projet.

Comme le fait remarquer Vitaliy Dudin, « beaucoup au sein du mouvement socialiste se refusent à aborder des questions telles que : la violence, l'État ou la souveraineté. Cela les conduit à une mauvaise compréhension de la situation ukrainienne ». De la situation ukrainienne et au-delà.

Dans le conflit, le caractère irrationnel et potentiellement mafieux de la production économique est passé au révélateur. Ce sont les initiatives de la population et la solidarité nationale qui ont permis de repousser les premiers assauts russes. Il faut donc changer de système sans trembler. La formule d'une économie d'État (revue à l'aune du souvenir stalinien) ou d'une économie mixte dirigée d'en haut peut être opposée à l'expérience de formes auto-organisées de vie et de luttes.

Les réformes sociales et démocratiques sont vitales aussi bien pour résister à l'agression que pour affronter la phase délicate de la reconstruction avec l'arrivée inévitable des prédateurs financiers. « Si les travailleurs ukrainiens gagnent la guerre, ils seront suffisamment ins-

pirés pour poursuivre leur lutte émancipatrice pour la justice sociale. Leur énergie renforcera le mouvement ouvrier international. L'expérience de la résistance armée et de l'action collective est une condition préalable essentielle à l'émergence de véritables mouvements sociaux qui remettront en cause le système », écrit Vitaliy Dudin.

Mais c'est sur les questions de défense que Vladyslav apporte toute son expérience de la lutte contre un impérialiste sauvage. L'ensemble du système militaire, mis en place après l'effondrement de l'URSS et sous la pression des grandes puissances d'alors, est à revoir. En Ukraine, certes, mais sans doute aussi dans l'ensemble de l'Europe. Dans les pays baltes et scandinaves, des réflexions identiques sur une défense décentralisée et populaire sont menées. Il serait imprudent d'attendre des perspectives au niveau de l'Europe avec la montée des forces d'extrême droite et l'arrivée au pouvoir de dirigeants-relais de Poutine.

Vladyslav apporte aussi son expérience au niveau stratégique ce qui influe directement sur la direction que doit prendre la politique d'armement, pour l'importation des aides adaptées mais aussi pour la production in situ des armes nécessaires immédiatement.

L'auteur nous interpelle sur notre soutien à la lutte de résistance de l'Ukraine mais aussi sur notre propre conception de la lutte contre les impérialistes multipolaires et leurs affidés nationaux. Aujourd'hui, l'argumentation philosophique et politique pour la Paix, sortie du contexte d'affrontement, cache en fait un double renoncement. Renoncement à s'opposer frontalement à un agresseur dont parfois on partage, sinon certaines « valeurs », du moins certains intérêts. Renoncement de fait, malgré le bruit des estrades, à vouloir gouver-

ner. Et Vitaliy Dudin de conclure : « Pour moi, il est clair que ces rêveurs veulent mener une vie prospère au sein du système capitaliste sans avoir de réelles perspectives de le renverser. Être contre l'armement, c'est se réconcilier avec le mal de l'esclavage. »

Il est donc temps de se pencher sur les propositions de Vladislav Starodubtsev.

Michel Lanson

Le mot « république » signifie « ce qui appartient au peuple », où le peuple ne représente pas simplement la masse, mais une société organisée, fondée sur la justice et le souci du bien commun. C'est précisément ces idées que Taras Chevtchenko défendait avec son slogan « Une Ukraine sans serfs ni maîtres ». Une société où une personne domine les autres, où certains ont des privilèges et de l'argent, tandis que d'autres survivent dans des conditions difficiles et sont victimes de discrimination, n'est ni juste ni républicaine.

L'abolition de la tyrannie de l'homme sur l'homme, de toute discrimination, de l'oligarchie sur le peuple, des tyrans étrangers sur le pays, est un idéal de gauche et républicain. Dans un contexte de doctrine et de crise des idées de gauche d'une part, et de popularité des idéologies oligarchiques du néolibéralisme et de l'idéologie inhumaine de la haine et de la division de l'extrême droite d'autre part, nous proposons de trouver un chemin vers les autres, vers la justice et notre développement mutuel.

Tout État, tout peuple, n'existe qu'en tant que collectif. Il s'agit de l'auto-organisation des personnes pour atteindre un intérêt commun. Et ce n'est qu'à partir de telles unions que se forment les droits humains fondamentaux. Grâce à des efforts communs, le peuple et l'État forment un système juridique, une société civile, des coutumes et des traditions, une activité économique, etc. Grâce à l'existence de collectifs solides et d'une société civile développée, les droits individuels et de nombreux avantages sont garantis.

Des collectifs et des communautés forts forment la société. Et la société protège ses intérêts communs et elle-même. Mais que se passe-t-il lorsque la société est divisée ? Que se passe-t-il lorsque l'idéologie qui

prévaut n'est pas celle du bien commun et du partage des responsabilités, mais celle de l'égoïsme collectif ? Alors, les droits les plus fondamentaux sont menacés.

Le nom « Plateforme socio-républicaine » souligne la continuité de la tradition républicaine de gauche ukrainienne, qui a trouvé sa plus haute expression dans le premier État ukrainien moderne, la République populaire ukrainienne.

En nous joignant à la tradition de Chevtchenko, Franko, Kobrynska, Chapoval, Bagryany et d'autres, nous lèverons également le drapeau de la lutte pour la plus large autonomie, la protection sociale et le développement humain ; contre toutes les manifestations de tyrannie, de non-liberté et d'oppression : dans les domaines politique, économique, social et autres.

Nous considérons que le système politique actuel, caractérisé par un régime oligarchique et des partis non idéologiques dirigés par des leaders charismatiques, ne répond pas aux intérêts des Ukrainiens, mais seulement à ceux d'un petit groupe de riches. Il doit être remplacé par un système de partis idéologiques populaires issus de l'ensemble du secteur politique, à l'exception des forces anticonstitutionnelles, qui seraient en mesure de représenter l'ensemble du peuple ukrainien ; l'influence de l'argent sur la politique doit être éliminée en tant que phénomène.

Situation générale

L'oligarchie ukrainienne a subordonné tout le système des partis à elle. La jeune Ukraine indépendante, qui affichait ses ambitions dans les années 1990 avec de larges débats politiques, de puissantes campagnes politiques du « Rukh » et une relève intellectuelle et politique issue de la dissidence, a aujourd'hui perdu toutes ces qualités.

Le système dont l'Ukraine est issue, l'oligarchie soviétique, a complètement englouti, détruit et absorbé les efforts réformateurs de la jeune génération politique ukrainienne, tandis que le système politique ukrainien est devenu de plus en plus autoritaire et informel. Les intérêts claniques et la richesse sont devenus les nouveaux rois et dictateurs, les chefs de la vie politique. L'idéologie de la participation publique et de l'État citoyen a cédé la place à l'idéologie de l'État commercial, où



tous les droits se vendent et s'achètent. Les ressources de l'Ukraine, qui devraient servir le peuple ukrainien, le développer et contribuer à un objectif commun, ont été concentrées entre les mains des Ukrainiens «les plus entreprenants».

Au lieu d'une société participative qui assure le bien-être général de tous, l'élite ukrainienne a créé une société conflictuelle où les riches luttent contre les pauvres, ces derniers étant contraints de se battre pour avoir le droit de rejoindre l'élite riche, souvent en limitant toute autre possibilité d'avoir une vie juste et digne. Au lieu de l'unité, la société est divisée et contrainte à une lutte interne, détériorant les conditions de vie de tous.

Dans la situation actuelle, nous devons nous rapprocher les uns des autres. Défendre nos intérêts et souhaiter une vie meilleure aux autres. Comme Kostomarov et Chevchenko ont lutté en leur temps pour une vision de l'Ukraine où «les seigneurs doivent libérer leurs esclaves et devenir leurs frères, et les riches doivent donner aux pauvres, et les pauvres deviendront riches; s'il y avait l'amour chrétien dans les cœurs, il en serait ainsi: car celui qui aime quelqu'un veut que cet être soit aussi heureux que lui».

Dans le même temps, la défense de l'Ukraine est compromise, car pour la première fois dans l'histoire, nous ne nous battons pas pour l'Ukraine populaire, ni pour la glorieuse Hetmanerie ou la République populaire, mais pour un État antipopulaire, dont le pouvoir est en partie entre les mains d'élites anti-ukrainiennes et en partie entre les mains de corrompus éloignés de la vie réelle. Il n'y a pas d'économie de guerre et l'industrie militaire est sous-financée en raison des intérêts des grandes entreprises. L'énergie est sous le contrôle privé d'une seule personne. Le gouvernement organise une offensive contre les droits du travail de la majorité de la population, tout en élargissant les droits des couches les plus riches, en les déchargeant encore plus de leurs responsabilités, même en pleine guerre.

Programme social

La recherche de nouvelles voies pour se rapprocher les uns des autres, pour s'auto-protéger, pour se développer mutuellement, pour grandir culturellement, intellectuellement et socialement, pour rendre sa dignité

à l'être humain et pour rendre ses droits politiques démocratiques aux Ukrainiens, voilà notre programme principal.

1) Création d'un parc immobilier, mise à disposition avec compensation des appartements vacants, aménagement de logements abandonnés et d'autres lieux adaptés à l'habitation comme logements temporaires ou refuges pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les groupes vulnérables. Octroi de subventions importantes pour la location de logements aux personnes déplacées à l'intérieur du pays.

2) Subventions et contrôle des loyers. Organisation d'un système corporatif de location de logements: création de comités de locataires et de propriétaires pour réguler les loyers équitables. Augmentation significative du parc de logements sociaux.

3) Garantie du plein-emploi et cours de qualification pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les groupes vulnérables. Mise en œuvre progressive du plein-emploi et élimination totale du chômage grâce à une politique de planification et d'intervention publiques.

4) Introduction d'un revenu de base universel financé par de nouveaux impôts sur le luxe, la fortune et les bénéfices. Amélioration du niveau de vie et du pouvoir d'achat de tous les citoyens ukrainiens. Octroi de ce revenu de base sous condition de participation des citoyens à des travaux d'utilité sociale, à la formation continue et à l'éducation, afin de favoriser l'émergence d'une conscience civique plus forte.

5) Modernisation des soins de santé. Coopération avec l'UE pour créer un système de santé plus inclusif. L'Ukraine doit être en mesure de fournir les médicaments nécessaires à la plus grande partie possible de la population, y compris pour les maladies rares et les affections chroniques. Abrogation de la réforme du système de santé de Suprun.

6) Augmentation des salaires dans le secteur public. Le secteur public est la fierté et la force du pays. Son développement permet de déterminer celui de l'État et du peuple. Nous devons garantir les



meilleurs salaires aux visionnaires, planificateurs et dirigeants talentueux, et instaurer des salaires équitables et dignes pour chaque employé du secteur public.

7) Création de conditions inclusives au travail et dans les espaces publics.

8) Financement adéquat de la culture

9) Soutien aux villages et aux communautés rurales en déclin. Soutien aux modes de vie uniques des différentes communautés nationales. Répartition d'une partie du budget municipal et national pour soutenir le mode de vie rural. Lutte contre la discrimination et l'association des villages à un faible niveau de développement et d'éducation.

10) Adoption du projet de loi 5488 et renforcement de la lutte contre la discrimination à l'égard de la communauté LGBT+.

11) Adoption d'un nouveau Code du travail progressiste.

12) Campagne massive de lutte contre la pauvreté par la redistribution des revenus, l'élargissement de l'accès aux biens de première nécessité et la création d'institutions proactives.

Pour soutenir la démocratie politique et le développement humain, l'Ukraine doit se concentrer sur la lutte contre la pauvreté. La pauvreté est l'un des pires fléaux de la société, en particulier lorsqu'elle coexiste avec une richesse incroyable. Ce fossé divise les communautés, provoque des conflits sociaux, le populisme et le cynisme.

L'Ukraine doit mettre en œuvre toute une série de programmes sociaux en faveur des communautés, de la redistribution des revenus, de la création d'emplois, de la reconversion professionnelle, de la création d'emplois de qualité et d'autres politiques sociales qui réduisent la charge financière pesant sur les citoyens.

Cela comprend également un accès gratuit aux soins de santé, des prêts à faible taux d'intérêt pour les agriculteurs, un soutien social aux petites communautés, le contrôle des prix du logement et l'abandon progressif des sources de revenus improductives.

Le respect des personnes commence par la lutte contre la pauvreté. Nous pensons que l'Ukraine doit mettre en œuvre immédiatement le revenu de base universel.

Le RBU est le niveau de bien-être minimum qui permet le développement des citoyens, témoigne du respect et de la communauté d'intérêts. En outre, le RBU renforce l'indépendance des citoyens vis-à-vis des autres personnes qui exercent une influence sur eux. Un citoyen indépendant peut mieux défendre ses intérêts en matière de genre, de classe, de politique, d'économie et de société. Une telle personne sera en position de force dans les négociations avec son employeur. Elle aura plus de chances de sortir de relations familiales ou amoureuses toxiques, de s'opposer au pouvoir, aux manipulations politiques, etc.

L'UBD doit être inscrit dans la constitution et fonctionner indépendamment du gouvernement. Cela garantit une protection contre la manipulation de l'UBD par l'État à des fins propres. Cependant, il ne suffit pas d'aider les pauvres, car la concentration des ressources entre les mains d'une minorité très riche fausse la démocratie et crée des inégalités – inégalités d'influence, d'opportunités, d'expérience, etc. Certains riches ont tellement d'argent que l'augmentation de leur capital n'apporte plus aucune amélioration significative de leur qualité de vie.

Nous pensons que pour instaurer un régime démocratique, nous devons inscrire un plafond de richesse dans la constitution. Au-delà d'un certain montant, qui doit être lié au salaire minimum, l'Ukraine doit avoir une limite.

Les inégalités constituent un obstacle à la coopération humaine, au développement national et politique.

Les inégalités sociales et économiques peuvent favoriser les conflits entre et au sein des groupes ethniques, des classes et des sociétés. De même, les inégalités créent des conflits au sein des communautés et entravent les interactions, la coopération et la régulation politique. Les conséquences de l'inégalité sont l'individualisation des affaires publiques et la gentrification, la division des communautés en groupes conflictuels qui ne se comprennent pas.

Le désir de vivre dans un luxe excessif détourne, dans le meilleur des cas, l'attention des préoccupations des autres citoyens; dans le pire des cas, il s'agit d'une force affaiblissante et désunissante qui oppose les citoyens les uns aux autres, car ce qui est

considéré comme un luxe est largement déterminé par l'exclusivité et l'exclusion. D'une manière générale, le marché illimité est l'ennemi de la vertu civique, car il favorise les tendances consuméristes en politique.

Programme économique

La politique républicaine doit répondre à deux exigences: le besoin de démocratie et l'amélioration stable de la vie des citoyens (développement durable).

Pour remplir ces deux conditions, l'Ukraine doit s'engager sur la voie de l'étatisme, c'est-à-dire une large implication de l'État non seulement dans les processus réglementaires, mais aussi dans la création de biens, la formation des marchés et l'orientation du développement économique. Une telle politique est appelée «dirigisme» (du français «diriger») en Occident et a été mise en œuvre pour la première fois avec un immense succès en France sous le règne de Charles de Gaulle.

Une participation importante de l'État dans l'économie est associée à une menace d'autoritarisme, mais les données scientifiques réfutent totalement cette théorie, ne trouvant aucune corrélation entre l'influence de l'État sur l'économie et le niveau de démocratie. L'inefficacité des entreprises publiques a également été réfutée. Des études récentes montrent qu'il n'y a pas de différence significative entre les entreprises publiques et privées en termes d'efficacité économique. La question principale est donc de savoir s'il est opportun d'avoir une propriété publique ou privée dans tel ou tel secteur.

Le succès des pays en développement dépend de l'efficacité de leurs entreprises publiques. Ce sont précisément les entreprises publiques qui donnent à l'État ou au peuple le contrôle du développement économique, en l'orientant vers des contributions productives et une voie qui améliore la vie de nombreuses personnes. L'absence de telles entreprises rend l'État vulnérable en matière de politique économique, affaiblit la démocratie et le bien-être général. La création d'entreprises publiques qui pourraient devenir la fierté du pays est un objectif prioritaire.

Le rétablissement de la confiance et du respect envers l'économie publique est un élément important de la reprise économique

de l'Ukraine, tout comme la création de mécanismes permettant à la majorité de la population de bénéficier des politiques économiques.

La rhétorique sur la lutte contre les fonctionnaires doit appartenir au passé. Au contraire, le travail dans le secteur public doit être associé au professionnalisme et au prestige. Les postes de direction des institutions économiques publiques doivent être occupés par les esprits les plus brillants d'Ukraine, pleinement conscients de leur mission cruciale pour le développement de l'État. Ces contributions doivent être motivées à la fois par le respect de la société et par des rémunérations équitables.

L'économie publique ne doit pas aller à l'encontre du marché ni le remplacer. Le rôle de l'État consiste plutôt à orienter l'économie, à créer les conditions dans lesquelles l'activité marchande est la plus efficace pour améliorer la vie des citoyens et préserver leur autonomie.

Cela implique des investissements importants dans les technologies, la transition écologique, les entreprises socialement responsables, la réglementation des pratiques antisociales et des activités nuisibles, la répartition des investissements entre les régions riches et pauvres, la priorité à la création d'emplois de qualité et à la synergie entre différents types d'activités entrepreneuriales, la mise en place d'infrastructures, etc.

1) Mise en œuvre des principes du dirigisme dans l'économie. Le dirigisme est la planification et le contrôle de l'économie, dans laquelle coexistent l'initiative publique et l'initiative privée coopérative, mais grâce à une politique proactive, l'économie ne se développe pas dans le chaos, mais dans l'intérêt général, la modernisation, l'amélioration du niveau de vie, etc. Utilisation des instruments publics pour assurer la transition verte et la reconstruction verte.

2) Création d'un comité national de planification et d'un comité de modernisation. La France a connu son plus grand essor pendant sa politique de planification publique, lorsque 57 % de l'économie totale appartenait à l'État. La Corée et Taïwan sont devenues des géants des nouvelles technologies grâce à des plans quinquennaux, tandis que le Japon a atteint le plus

haut niveau de modernisation grâce à la coopération entre les comités de planification et les entreprises et à l'élaboration de plans d'achat des meilleurs moyens de production. Ces mesures économiques sont extrêmement efficaces et nécessaires à l'Ukraine. L'État doit contrôler la part dominante de l'économie du pays. Grâce à la planification, l'État doit se charger de l'achat de nouveaux équipements et outils pour les usines, les mines et d'autres secteurs industriels. Ainsi, l'Ukraine pourra réduire son retard considérable en matière de productivité du travail et rattraper les grandes puissances.

3) Nationalisation de toutes les banques ukrainiennes.

4) Une politique fiscale progressiste. La politique fiscale doit avoir pour objectif la mise en œuvre des normes démocratiques et du principe de Chevtchenko «sans serviteur ni maître». Elle doit limiter la concentration des richesses entre quelques mains et lutter contre la pauvreté. Rendre la politique économique de l'État plus efficace et protéger les citoyens contre les injustices.

5) Plafonnement de la richesse. Les riches, qui concentrent des ressources et un pouvoir considérables, ont une influence disproportionnée sur notre vie et notre politique. De nombreuses décisions que nous devrions prendre individuellement ou en tant que nation sont prises à notre place en raison de cette concentration. Le pouvoir politique est menacé tant par la corruption illégale que par la corruption légale, par exemple les menaces de retrait de capitaux. L'Ukraine devrait compter de nombreux millionnaires, mais aucun milliardaire. Nous proposons un plafond de richesse fixé à 100 millions de dollars et l'imposition intégrale de tout revenu supérieur à ce plafond.

6) Développement du complexe militaro-industriel, intégration de celui-ci dans la défense européenne. Coopération avec le Danemark pour la production et la vente de drones. Notre production militaire est actuellement plus puissante que les finances disponibles pour réaliser son plein potentiel. Grâce à la coopération avec d'autres pays et au commerce, le

complexe militaro-industriel pourra financer en partie son développement, renforçant ainsi la capacité de défense de notre pays et nous assurant des relations diplomatiques solides avec d'autres États, ainsi qu'un nouveau niveau de coopération.

7) Priorité à la transition verte. Avec la guerre, le changement climatique n'a pas disparu. Outre une transition verte intensive et le financement de sources d'énergie alternatives, nous nous engageons également en faveur de la protection de l'environnement. Pour le nettoyage des rivières, la restauration de la biosphère, la création de meilleures conditions pour les oiseaux dans les villes, la restauration et la protection des réserves naturelles, la protection des forêts, etc. Nous sommes indissociables de la nature, et sa destruction entraînerait la perte d'une partie de nous-mêmes.

Démocratie économique

Si nous admettons que la démocratie politique est importante, nous devons également admettre que la démocratie économique est tout aussi importante. Le citoyen moyen passe huit heures par jour, 5 jours par semaine sur son lieu de travail, où il investit ses efforts et dépense la majeure partie de son énergie. À l'exception du sommeil, l'être humain passe près de la moitié de sa vie au travail, où il ne prend aucune décision, n'a aucune influence et se trouve dans une situation d'inégalité vis-à-vis de son employeur.

Le fait que les représentants de l'entreprise ne soient pas élus crée une concentration de la propriété et du pouvoir politique entre les mains d'une minorité, ce qui engendre une «petite tyrannie» au sein de l'entreprise.

Cette tendance nuit aux capacités humaines, à l'aptitude à s'organiser, à prendre des décisions et à se développer. Elle nuit aux capacités mentales de l'être humain et favorise la passivité. Au lieu de collectifs proactifs et conscients, capables de souder le peuple et l'État, et de citoyens actifs, capables de défendre les droits individuels, un tel système encourage l'adhésion à un pouvoir oligarchique ou autocratique.

Les propriétaires de grandes entreprises concentrent entre leurs mains le pouvoir d'influencer la vie des salariés, ce qui peut avoir

de graves répercussions sur la situation et le bien-être des citoyens. Ils exercent une influence considérable sur la politique grâce à la concentration importante de leurs actifs et à leur poids économique. Les propriétaires eux-mêmes perdent le contact avec leur personnel et leur entreprise, ce qui contribue à la détérioration de la gestion économique et a des conséquences négatives pour l'économie.

La concentration de ressources importantes entre quelques mains et leur absence totale chez d'autres rend impossible une démocratie fondée sur les principes de la participation égale, où chaque personne a une voix.

Pour surmonter ces tendances négatives, nous préconisons :

- 1) Le passage progressif à un système coopératif de gestion et de propriété pour la plupart des entreprises non étatiques, les grandes et moyennes entreprises. Le soutien au mouvement coopératif, son développement parallèle à celui des entreprises publiques et privées.
- 2) La création de comités d'entreprise sur le modèle allemand dans toutes les entreprises ukrainiennes.
- 3) L'octroi aux travailleurs d'une part inaliénable de 50 % des actions des entreprises privées. L'octroi d'une part de 20 % et la participation à la gestion des entreprises publiques.
- 4) Octroi à tous les citoyens d'une part inaliénable dans les entreprises publiques, qui peut être investie dans divers projets publics, leur permettant ainsi de participer à la gestion économique du pays et de tirer un certain profit de l'essor de l'État ukrainien. Mise en œuvre du principe : l'État pour le peuple, et non le peuple pour l'État.
- 5) Implication des communautés dans la gestion des entreprises communales, introduction d'éléments de gestion décentralisée et de budgétisation communautaire.
- 6) Extension du système de subventions de l'État. Financement de projets, de petites entreprises, de recherches, etc.

La réponse à la question « quel système économique pour l'Ukraine ? » a déjà été

donnée par les générations précédentes. Tant que le pouvoir soviétique n'a pas détruit l'État ukrainien et que les anciens oligarques du Parti communiste n'ont pas créé ce système égoïste de capitalisme illimité, les Ukrainiens, sans distinction de parti politique ou d'opinions, se sont regroupés en coopératives, sur la base desquelles ils ont formé des fédérations coopératives et d'autres structures économiques démocratiques. Ce mode d'organisation a démontré son incroyable efficacité et sa flexibilité au 20^e siècle en Ukraine, ainsi que dans la diaspora, et devient encore plus efficace avec le développement des technologies modernes. L'existence d'un exemple concret d'économie coopérative montre la possibilité et la réalité d'une telle alternative pour le système économique.

Les coopératives, quant à elles, sont plus stables en raison de la nécessité de conserver leurs membres, sont plus liées à leur communauté et à ses intérêts directs, et favorisent un système démocratique. Tout cela contribue à la formation, à la place d'un système capitaliste illimité, d'un marché populaire où les besoins des citoyens sont pris en compte, tout comme les intérêts des salariés. C'est le système que les théoriciens du capitalisme ont légué en décrivant l'offre et la demande. C'est lui qui forme le lien entre les communautés et le lien entre le capital, le consommateur et les travailleurs, qui assure le développement social et le bien-être de tous.

Cette conception économique a été exprimée d'une manière ou d'une autre par toutes les principales forces politiques ukrainiennes. Depuis Chevtchenko et Kostomarov, qui ont défendu la nécessité d'un système économique à orientation sociale, jusqu'au premier parti politique ukrainien, qui a fondé la théorie coopérative, en passant par la République populaire ukrainienne, les soldats de l'UPA, la diaspora ukrainienne et les dissidents ukrainiens.

Les acteurs de l'Ukraine occidentale appelaient ce système « capitalisme social » ou « socialisme corporatif », les politiciens de la RUKR « socialisme démocratique », l'UPA décrivait ce concept sous le nom de « démocratie sans classes », tandis que les soldats de la Poliska Sitch l'appelaient « capitalisme populaire », les membres de la plus grande

diaspora, le «parti du travail», de la «démocratie ouvrière» et enfin les dissidents le «socialisme de marché». Malgré leur nom, tous ces concepts étaient similaires: ils avaient à leur cœur une économie coopérative fondée sur un marché social avec une intervention démocratique pour atteindre le bien-être général.

Nous considérons ces positions, ainsi que l'une des plus grandes pratiques coopératives de l'histoire qui ait existé en Ukraine, non seulement comme un «état d'esprit de l'époque», mais comme une alternative légitime au système destructeur qui existe actuellement.

Nous considérons que la première étape vers la mise en place d'un système économique démocratique consiste à partager la responsabilité et les revenus de l'entreprise avec les travailleurs, ainsi qu'à développer les compétences managériales et entrepreneuriales des travailleurs. À cette fin, nous préconisons le rachat progressif des actifs des plus grandes entreprises au profit des collectifs de travailleurs à hauteur de 50 % et une formation coopérative financée par l'État. Ces actifs appartiendront collectivement à tous les travailleurs de l'entreprise et ne pourront être vendus.

Les entreprises publiques doivent également servir les intérêts du peuple, et le secteur lucratif de l'économie publique doit être ouvert au contrôle populaire et à la distribution des profits. Chaque personne disposera d'un nombre inaliénable d'actions qu'elle pourra investir dans une entreprise publique de son choix à des fins lucratives et de développement.

Inclusion sociale et égalité

En concevant une nouvelle société, essayons d'imaginer que nous ne savons pas quelle sera notre place dans cette société: serons-nous homosexuels, hétérosexuels, femmes ou hommes, transgenres, riches ou pauvres, vivrons-nous en ville ou à la campagne, dans une bonne famille ou non, serons-nous jeunes ou vieux, entrerons-nous dans cette société pauvres ou riches, etc. Sans connaître ces informations et sans avoir d'idées préconçues sur les différentes catégories sociales, quelle société allons-nous construire ?

Nous pensons qu'il est nécessaire de construire une société fondée sur le bien-être commun, l'empathie et la compréhension mutuelle. C'est précisément une telle société qui, à notre avis, peut répondre aux exigences de la démocratie, être forte et unie face aux défis de notre époque: les guerres, l'autoritarisme et la crise climatique.

Pour nous, cela signifie créer et promouvoir un projet de société inclusive, où chacun aura sa place.

Pour cela, nous nous engageons en faveur de réformes qui égalisent les droits sociaux et résolvent les problèmes spécifiques des communautés les plus diverses. Nous proposons une société où chacun sera entendu et où les problèmes de chacun seront pris en compte. Une société où le principe universel est de s'opposer à l'oppression, au contrôle ou à la discrimination.

Nous voulons jeter les bases d'une communauté démocratique prête à faciliter, sur la base de données scientifiques et de la défense du bien commun, le dialogue entre les différentes parties de la société afin de mieux comprendre les défis et les problèmes uniques auxquels nous sommes confrontés, à écouter les mises en garde et les craintes qui, autrement, pourraient conduire à une division négative de la société, à l'incompréhension et à la violence. Au contraire, le dépassement des conflits sociaux permettra de se concentrer sur un conflit politique productif entre les idées et les idéologies des différents partis et citoyens.

Démocratie politique

1) Lustration des députés liés aux intérêts oligarchiques et de tous les dirigeants des partis actuels du système politique ukrainien. Renouvellement du système politique ukrainien.

2) Réforme municipale.

3) Création d'institutions pour la participation politique, mise en place d'une éducation politique.

4) Création d'institutions pour contrôler et veto pour les initiatives antipopulaires des parlementaires par des assemblées populaires, à l'instar des assemblées américaines «town hall» qui existaient au 19^e siècle. Même après avoir obtenu leur mandat, les parlementaires élus doivent

être sous le contrôle de leurs électeurs, qui disposent d'instruments actifs pour influencer les institutions électives nationales et régionales. De même, les organes d'auto-organisation de base doivent avoir le droit d'initier des projets de loi pour discussion et d'organiser des référendums.

5) Abrogation de la loi sur le «spam politique». Alignement des lois électorales et des conditions de création des partis sur les normes démocratiques. Suppression des barrières monétaires et des lois autoritaires. Limitation de l'influence de l'argent sur les campagnes électorales et la propagande politique.

6) Réforme de la police et réforme judiciaire.

7) Adoption d'une nouvelle Constitution, lustration de la Cour constitutionnelle ukrainienne, qui n'a pas su protéger l'honneur et le caractère sacré de la Constitution ukrainienne.

Réforme de l'armée

La guerre est longue pour nous. En même temps, plus l'Ukraine s'affaiblit, plus les États sont prêts à revendiquer des territoires ukrainiens. En Roumanie, seuls quelques votes ont séparé le Président démocrate et le candidat qui proposait l'occupation du territoire ukrainien si l'armée ukrainienne était considérablement affaiblie. La Hongrie a également exprimé des revendications territoriales.

La principale menace reste bien sûr la superpuissance russe et son armée. Une guerre existentielle pour la survie, qui dure et durera encore longtemps. Dans ces conditions de guerre permanente, nous devons nous adapter. Notre armée n'est absolument pas prête à combattre dans de telles conditions et a besoin de réformes.

Dans un contexte de guerre permanente, nous devons donner la priorité non pas à des résultats à court terme et à des contre-offensives massives et inutiles, mais nous concentrer sur l'endurance, les tactiques non conventionnelles et la préservation de notre potentiel.

Pour cela, chaque soldat doit pouvoir être un citoyen à part entière, et les civils doivent assumer de nouvelles responsabilités civiques et participer à des entraînements obligatoires, notamment à la BZVP

(formation militaire de base) et à des formations professionnelles. Pour les entreprises, il faut privilégier les contrats avec l'armée et la coopération à des prix raisonnables. Les exigences doivent être particulièrement élevées pour les entreprises qui emploient des travailleurs réservés.

Les soldats ne doivent pas être complètement exclus de la vie personnelle, politique, culturelle, etc. Dans le contexte d'une longue guerre, ils doivent pouvoir concilier vie civile et vie militaire. Et tous les civils doivent assumer une part des obligations militaires dans leur vie.

1) *Augmentation des salaires des militaires* grâce à des impôts solidaires sur les salaires élevés dans le secteur civil. Contrairement aux mythes, le salaire des militaires est en réalité inférieur à la moyenne. Dans le cadre d'un contrat de travail de 24 heures sans garanties sociales ni conditions offertes par un emploi ordinaire, avec des dépenses supplémentaires et un danger pour la vie, une rémunération de 100 000 à 120 000 HUA est ridicule et méprisable. Sans compter que presque personne ne touche ces montants: ils sont inférieurs. Pour les postes non combattants, la rémunération est également incompatible avec une vie digne.

2) *Transfert de tous les militaires vers un service contractuel et mobilisable*. Tous les militaires doivent avoir le droit de signer un contrat d'un an avec un sursis garanti de trois mois. Tous ceux qui ont signé un contrat avant leur «état civil» doivent avoir le droit de passer à un tel contrat ou d'être démobilisés. Combien de familles, de liens sociaux ont été détruits par la politique oppressive héritée de l'ère soviétique. Une armée sans durée précise et adéquate ressemble davantage à une peine de prison, ce qui est incompatible avec le sentiment de dignité. La possibilité garantie de se désengager et de bénéficier d'un repos de trois mois résoudra ces problèmes. Après trois mois, si nécessaire, ces personnes pourraient être remobilisées. Mais jamais plus les gens ne devraient se sentir dans l'armée comme dans une prison sans fin. Un tel système entraînerait également un nouvel afflux de volontaires prêts à servir pendant un

an, mais pas prêts à consacrer une partie inconnue de leur vie au service.

3) *Suppression des contrats 18-24*. Il s'agit de contrats qui motivent les jeunes à occuper les postes les plus dangereux de la ligne de front, où le taux de survie habituel n'est que de quelques mois. Le gouvernement paie des millions de HUA pour les jeunes qui acceptent le « danger ultime ». Ces jeunes, qui manquent d'expérience de vie, d'expérience en première ligne et de formation professionnelle, subissent des pertes disproportionnées. Des situations où des enfants pauvres des villages partent à une mort certaine dans les postes les plus dangereux pour gagner de l'argent pour leur famille. Ou des enfants rebelles qui fuient pour la première fois le domicile familial. Ou encore des familles toxiques où les parents eux-mêmes envoient leurs enfants « gagner de l'argent pour la famille ». La plupart de ces enfants ne reviendront pas après cette année, et les officiers ne trouveront pas les mots pour justifier cela aux mères. Au lieu de tels contrats, l'État devrait récompenser dignement les membres actuels des forces armées ukrainiennes, encourager les jeunes à s'engager dans des postes moins risqués, en comblant les besoins logistiques, ou même dans l'artillerie. C'est justement pour les personnes ayant plus d'expérience et de compétences, qui sont déjà capables de prendre consciemment la décision de prendre un tel risque, que de tels contrats devraient être proposés. À l'heure actuelle, la politique des contrats « millionnaires » est criminelle. Elle doit être immédiatement abolie.

4) *Équipement des centres de formation avec des bunkers en béton, des hélicoptères pour abattre les drones et d'autres moyens de sécurité.*

5) *Réforme du TCK et du VLC¹.*

1. NdT. TCK ou TCC : Centre territorial de recrutement et d'accompagnement social de la police nationale chargée d'opérer des contrôles pour la recherche d'hommes en âge d'être mobilisés. VLC : commission chargée des examens médicaux pour déterminer l'aptitude au service militaire, en fonction de l'état de santé.

Vladyslav Starodubtsev est historien. Il milite dans la gauche ukrainienne et vient de rejoindre les forces armées ukrainiennes. Il a préfacé l'édition française de Yvan Dziouba, *Internationalisme ou russification : la négation grand-russe de l'Ukraine* (Syllepse, 2023).

Source : publié le 8 juin 2025 sur le site du Réseau Bastille et dans : *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 39-40, 1^{er} juillet 2025.

Du même auteur sur *Entre les lignes entre les mots*

« Le radicalisme social de Taras Chevtchenko » ;

« L'héritage progressiste de la République populaire ukrainienne (1917-1921) ».

« Un dialogue irlandais-ukrainien » (avec Conor Kostick).

« Le socialisme dissident de Iouri Badzo ».

« Pourquoi la révolution ukrainienne est-elle importante pour la gauche et l'histoire démocratique ? ».

« Discussion avec des témoins oculaires de la guerre populaire en Ukraine. Entretien de Suzi Weissman avec Vladyslav Starodubtsev et Jeremy Bigwood ».

« La République populaire de Crimée (1917-1918) ».

« Ukraine : faire une guerre de libération »

ADRESSES À VISITER

CLIQUER SUR LES COUVERTURES

Narcotrafic et proxénétisme

La lutte contre le trafic de stupéfiants mobilise des moyens conséquents et la lutte contre le proxénétisme est souvent reléguée à l'arrière-plan. Ce *Cahier de la Fondation Scelles* dresse un état des lieux de l'interdépendance entre réseaux de stupéfiants et proxénétisme et met en lumière une criminalité composite qui exploite les vulnérabilités de leurs victimes pour maximiser les profits.

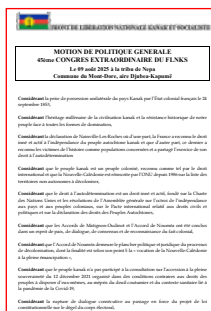


Pour la sauvegarde des médias publics

La législation européenne sur la liberté des médias impose aux États membres des obligations de sauvegarde des médias de service public. Reporters sans frontières alerte sur les menaces qui pèsent sur l'audiovisuel public au sein de l'Union européenne et esquisse des scénarios, certains heureux, d'autres funestes, et appelle à un sursaut européen pour réinventer le service public de l'information de demain.



45^e congrès du FLNKS motion de politique générale



Le rapport de la FIDH sur les droits de l'homme en Tunisie

Sous le titre *Du coup d'État à l'étouffement des droits: le mode opératoire de la répression en Tunisie (2021-2025)*, le rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme examine les conséquences des dérives autoritaires qui ont sonné le glas de la période de transition démocratique tunisienne.



« Les Journées de juillet » Soutien à l'Ukraine résistante, n° 41

Un numéro spécial de la revue des Brigades éditoriales de solidarité consacré à la mobilisation pour la défense de la démocratie en Ukraine pour mieux combattre le totalitarisme poutinien.



Samizdat 2 Une voix de l'opposition russe



